

5. DER STURZ STEINS UND DER ENDKAMPF UM DAS REFORMWERK SPAETJAHR 1808

Stein an Alexander I.

Königsberg, 21. September 1808

St. A. Konzept

Anlass und Auswirkungen des Briefes vom 15. August 1808. Unerfüllbarkeit der im Septembervertrag anerkannten französischen Forderungen. Bitte um Intervention des Zaren bei Napoleon in Erfurt zugunsten Preussens. Enthebung Steins von der Führung der auswärtigen Geschäfte nach der Rückkehr von Goltz. Wahrscheinlichkeit seines völligen Ausscheidens aus dem preussischen Dienst.

Les bontés dont Votre Majesté a daigné m'honorer pendant son séjour à Königsberg, me . . .¹⁾ à lui soumettre les observations suivantes sur une lettre du 15 d'août que le Moniteur m'attribue et dont le contenu a engagé les plénipotentiaires prussiens à signer une convention.

La rédaction de la lettre a eu lieu dans une époque où l'Empereur Napoléon avait gardé le silence le plus absolu depuis 6 mois sur la convention signée à Berlin entre M. Daru et moi où on faisait des nouvelles démarches pour obtenir un rapprochement avec ce souverain, et où on devait craindre qu'elle serait toute aussi infructueuse que l'avaient été celles qu'on avait faites jusqu'ici. N'était-il donc point naturel de se préparer à cet événement, de penser aux moyens qui resteraient à employer ou pour sauver une cause désespérée ou pour la terminer d'une manière point déshonorable. Depuis ce temps, des négociations se sont renouées à Paris. On y a mis de notre côté toutes les facilités possibles, l'Empereur a augmenté ses demandes, la lettre non-officielle a du servir de moyen pour presser les plénipotentiaires prussiens à signer une convention absolument inexécutable. Il est absolument impossible qu'un État aussi épuisé comme la Prusse puisse se procurer dans le terme donné pour 70 mill. de lettres de change et puisse payer 33 mill. d'écus en métal à l'étranger. Ce n'est qu'avec des grands efforts que la riche et puissante Angleterre jouissant d'un territoire immense [?] dans les différentes parties du globe et d'un commerce égale à la moitié de celui du reste de l'Europe, ait pu payer 5 à 6 millions de subside. La validité du traité de Tilsit serait donc complètement annulée s'il dépendait de l'Empereur Napoléon d'accumuler demande sur demande et rendre son accomplissement dépendant des sommes arbitrairement fixées et surpassant les moyens de l'État qui doit les payer.

Votre Majesté Impériale a daigné se convaincre par les mémoires qui lui ont été mis ici sous les yeux de l'impossibilité de remplir les conditions

¹⁾ Unleserliches Wort.

proposées par l'Empereur Napoléon, une lettre confidentielle interceptée d'un employé qu'on peut tous les jours renvoyer ne donne ni un titre de plus à celui qui somme une demande, ni un moyen d'exécution au plus à celui qui contracte une obligation, et j'ose me flatter que V. M. continuera d'accorder son appui à cette malheureuse Prusse et rendre toute participation active ou passive qu'on lui demandera aux plans de Napoléon dépendant d'un arrangement avec elle équitable et possible à remplir.

Sa Majesté le Roi m'a privé de toute participation au Département des Affaires Etrangères dès que le Comte de Goltz sera de retour et probablement je serai aussi obligé de renoncer la gestion de l'administration intérieure pour adoucir l'exaspération de Napoléon qui me prend érouement pour être originaire des provinces prussiennes cédées par le traité de Tilsit.

Votum Steins

Nach Hassel a. a. O. I. S. 493

[Königsberg, 21. September 1808]

Widerrät die Abtretung von Schlesien zur Bereinigung der französischen Kontributionsforderungen. Hoff, durch Vermittlung des Zaren eine Herabsetzung der zuletzt in Paris verlangten Summe auf den Betrag des von Preussen im März Angebotenen zu erreichen. Für den Fall, dass diese Hoffnung trägt, bleibt kein Mittel mehr übrig, als zu unterschreiben und zu halten, was man kann.

Vermerk Goltz': „erhalten den 21. Abends“.

Ich kann nie zu einer Cession von Provinzen rathen ¹⁾, die Schwierigkeit der Wiederherstellung der Monarchie wird immer grösser, und verliert man Schlesien, so verliert man die Hälfte des Staats, 2 Millionen Menschen und 5½ Million Thaler Revenuen.

Es ist schwer, von hier aus zu bestimmen, welches die Folgen der verweigerten Ratification seyn werden zur Zeit, wo sich dieses ereignet — es scheint mir nicht glaublich, dass die Freundschaft Russlands Napoleon nicht mehr werth seyn sollte als 10 Millionen Thaler, von denen jetzt die Rede ist, und ich schmeichle mir, dass wenn Kayser Alexander festhält, so werden wir diese herunterbringen. — Hiezu kommt, dass der Besitz der Preussischen Provinzen dem Kayser Napoleon höchstens 6—7 Millionen jährlich verschafft, wenn er aber die Berliner Convention annimmt, dass er eine grössere Summe Geldes zu seinen zukünftigen und gegenwärtigen Unternehmungen erhält.

Sollte die Verwendung des Kayser Alexander gar nichts [nutzen], weder in Ansehung der Zeit, noch in Ansehung der Summe, so bleibt kein Mittel mehr übrig, als zu unterschreiben und zu halten, was man kann. Was kann dieses aber Kayser Alexander für eine Sicherheit auf die Zukunft geben?

¹⁾ Die in den Verhandlungen über die Ratifikation des Pariser Vertrags offenbar in Vorschlag gebracht worden war. Der Urheber dieses Vorschlags lässt sich nicht feststellen.

Stein an Götzen

Königsberg, 23. September 1808

Nach Hassel a. a. O. I. S. 547 f.

Die Pariser Convention und der Besuch des Kaisers Alexander in Königsberg. Hoffnung, durch die Vermittlung des Zaren eine Milderung der Bedingungen zu erreichen. Verweigerung der Ratifikation. Die aussenpolitische Lage, Spanien, Oesterreich. Der aufgefangene Brief Steins und seine ersten Wirkungen. Stein unbedingt für Teilnahme Preussens am Kampf Oesterreichs gegen Frankreich. Ziel: die Rettung Deutschlands. Verlangt heimliche Vorbereitung des Kampfes, Aufrechterhaltung der Verbindung mit Oesterreich durch Götzen. Dementierung aller Gerüchte über ein Bündnis zwischen Preussen und Frankreich.

Vermerk von der Hand Götzens: „reçu par le capitaine de Tiedemann ¹⁾, Glatz, 6. October 1808.“

Les lettres que vous m'avez faites l'honneur de m'adresser me sont parvenues par M. de R[oe]der ²⁾. Nous avons eu depuis l'Empereur de Russie ici, et les negociations de Paris se sont terminées le 12 ³⁾ par la signature d'une convention absolument inexécutable. Déjà les propositions sont rejetées par nous dans les conférences. L'empereur de Russie a réitéré les assurances de son sincère attachement aux intérêts de la Prusse, de sa ferme résolution d'insister sur son évacuation et de lui obtenir des conditions tolérables sur la contribution. Il voit le danger qui menace l'Europe par l'ambition de Bonaparte, et je crois qu'il n'aura accepté l'entrevue que pour conserver encore quelque temps le repos extérieur. Je ne crois pas qu'il attaque à l'Autriche si elle sera en guerre avec la France. Les Français assurent même positivement dans les négociations avec nos plénipotentiaires, qu'ils sont arrangés avec l'Autriche et qu'ils sont occupés de l'Espagne. Je suis parfaitement convaincu qu'alors eux ⁴⁾ seront attaqués par la France.

Les papiers publics français vous auront instruit qu'une lettre que j'avais envoyée au Prince Wittgenstein est tombée entre les mains de Napoléon, et il en a tiré parti pour effrayer le prince et Brockhausen et les obliger à signer une convention absolument inexécutable, tant pour les sommes que pour le mode du payement. La ratification n'a pas eu lieu. On s'attend que l'Empereur Alexandre, qui avait également trouvé les conditions inadmissibles, parviendrait à obtenir une diminution de la contribution et les modifications de plusieurs autres articles onéreux, telle qu'une limitation des troupes à quarante-deux milles et sur les personnes des provinces cédées par le traité de Tilsit ⁵⁾. Comme il importe à Napoleon de conserver la tranquillité dans le nord, l'intervention de l'Empereur Alexandre pourra être d'efficacité.

Il n'est pas impossible que l'Empereur Napoléon ajournerait les affaires de l'Espagne et attaquerait à l'Autriche, ce qui cependant n'est point vraisemblable à juger d'après les pièces officielles qu'on vient de lire

¹⁾ Vgl. Bd. IV. S. 78, Anm. 1.

²⁾ Vgl. Bd. IV. S. 588, Anm. 3.

³⁾ Fälschlich statt: „18“.

⁴⁾ Nämlich die Oesterreicher.

⁵⁾ Deren Entlassung gefordert wurde, um Stein zu treffen, der aber gar nicht darunter fiel.

dans le Sénat où l'Empereur Napoléon s'est expliqué avec chaleur sur la nécessité pour les intérêts de la France de soumettre l'Espagne.

Quant à la conduite que nous avons à observer, elle me paraît très simple. Si l'Autriche commence la guerre, il faudra y prendre une part vigoureuse et former des troupes et des insurrections; en attendant, il faut que nous évitions tout ce qui peut donner soupçon aux Français qui nous surveilleront maintenant avec une grande exactitude. Le Maréchal Davoust est d'ailleurs très vert et violent, et nous avons rien à attendre de lui de bon.

Il faut entretenir toujours parmi les troupes et les habitants du pays l'esprit de résistance et des dispositions favorables à se dévouer pour la bonne cause.

Conservez, par conséquent, vos liaisons avec les Autrichiens, assurez-les dans toutes les occasions que nous sommes disposés à concourir à sauver l'Allemagne et que les bruits que les Français répandent d'une réunion avec eux sont faux.

L'alliance que nous étions décidés à leur offrir le 11 d'août n' a point été mise en proposition par le Prince Guillaume ¹⁾, parceque avant l'arrivée des dépêches, c'est à dire le 24, 25 et 26 d'août, Napoléon avait déjà fait renouer la négociation.

Wittgenstein an Stein

Hamburg, 23. September 1808

Brandenburg-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein I, 1, 10

Der Eindruck des aufgefangenen Briefes in Hamburg, insbesondere bei Bernadotte und Bourrienne. Wittgensteins eigenes Verhalten.

In der Vermuthung, dass Ew. Excellenz beim Empfang dieses meine beiden letzteren Briefe von hier ²⁾ noch nicht zugekommen sind, habe ich die Ehre, Sie zu benachrichtigen, dass ich bis zum 6ten auf die Ankunft des Herrn Koppe in Doberan gewartet habe. An diesem Tage bin ich von da abgereist und den 7. hier eingetroffen. Ich erhielt auf meiner Reise hierher in Gadebusch von einer Dame, der Frau Churfürstin von Hessen, aus Berlin durch einen Expressen, der mir von Doberan dahin gefolgt war, die Anzeige, dass Herr Koppe in Berlin arretirt und ihm alle bei sich habenden Depeschen abgenommen worden wären. Ich war nur einen Augenblick zweifelhaft, welche Partie ich nehmen, ob ich mich nach Doberan zurück begeben, daselbst die Entwicklung dieses unangenehmen Vorfalles abwarten, oder meine Reise hierher fortsetzen sollte. Ersteres würde ein nachtheiliges Aufsehen gemacht und den Hof sowohl als mich vielleicht ohne Not compromittirt haben, auch habe ich dem Gedanken nicht Raum geben können, dass Herr Koppe der Ueberbringer von Briefen sein würde, die mich zu compromittiren im Stande wären, da die von

¹⁾ Nicht ganz richtig. Der Prinz hatte die Allianz mehrmals angeboten, die Franzosen wollten aber vor Erledigung der Kontributionsfrage nicht darauf eingehen.

²⁾ Vgl. unten S. 534.

mir durch ihn abgeschickten nicht dazu geeignet waren. Ich setzte also meine Reise, so höchst unangenehm mir der Vorfall war, ohne Besorgnis hierher fort.

Es würde überflüssig sein, Ew. Excellenz von den Tagen der Unruhe zu unterhalten, die ich bis zum 15. ausgehalten habe, besonders da keine Behörden in Berlin Zeit gefunden hatten, mich über die vorgefallene Arretirung des p. Koppe zu unterrichten. An diesem Tage war ich bei dem Französischen Gesandten in Gesellschaft des Prinzen von Ponte Corvo zum Mittag Essen eingeladen und schon dahin abgefahren, als in dieser Zwischenzeit die Französische Post hier eintraf und den Abdruck des unglücklichen Briefes überbrachte. Der Baron Grote, dem die Französischen Blätter sogleich nach Ankunft der Post zugestellt wurden, eilte, mich auf dem Wege nach dem Gesandten einzuholen und übergab mir, noch ehe ich die Wohnung desselben erreichte, dieses mich zu Boden drückende traurige Actenstück. Ich nahm die Entschliessung, meinen Weg zum Gesandten fortzusetzen und mich mit ihm über diesen ganz einzigen Vorfall erst allein zu unterhalten. Dem Gesandten waren die Französischen Blätter noch nicht geschickt, und er erhielt diese Nachricht daher zuerst durch mich. Seine Verwunderung und seine Verlegenheit ist nicht mit Worten auszudrücken. Er unterrichtete sogleich den Prinzen von Ponte Corvo von diesem unerwarteten Vorfall, der diesen rechtschaffenen Mann ausserordentlich erschütterte. Sie glaubten unterdessen beide, dass, da mich noch niemand von der Gesellschaft gesehen hatte, es rathsamer sein würde, mich stillschweigend zu entfernen, um keine Verlegenheit zu veranlassen, wenn während der Tafel die Französischen Blätter überbracht oder die noch aus der Stadt zu erwartende Gesellschaft sie schon gelesen und vielleicht gleich Diskussionen oder Erklärungen darüber vorkommen könnten, ehe ich irgend eine Entschliessung gefasst oder mich auf eine Antwort vorbereitet hatte. Ich befolgte diesen freundschaftlichen Rath um so mehr mit Vergnügen, da meine Stimmung nicht von der Art war, einer solchen Gesellschaft beizuwohnen. Noch denselben Abend und den folgenden Morgen erteilten mir mehrere Personen, auch selbst der Graf Goltz und der Graf Wartensleben ¹⁾ in der ersten Ueberraschung und Verlegenheit den Rath, mich sogleich von Hamburg zu entfernen und mich einstweilen im Stillen irgendwo im Holstein'schen aufzuhalten, bis es sich entwickeln würde, welche Maassregeln man allenfalls gegen meine Person zu nehmen die Absicht haben könnte. Ich glaubte aber diesen Rath aus mehreren Rücksichten nicht befolgen zu können und bestimmt zu erklären, dass ich Hamburg nicht verlassen und alles mit Ruhe hier abwarten würde. Meine Entfernung hätte mit Recht das unangenehme Ansehen einer Flucht gehabt, und ich würde dadurch schon von selbst zu erkennen gegeben haben, dass

¹⁾ Deckmann für Bernadotte und Bourrienne. S. oben S. 481.

ich nicht allein nichts Gutes zu erwarten, sondern dass ich mich wirklich in solchen Verbindungen befinde, die in dem abgedruckten Schreiben erwähnt sind, auch dass ich die Besorgnis hätte, durch die in Cassel und anderen Orten vorgefallenen Arretirungen und Untersuchungen kompromittirt zu werden. Da ich mir bewusst bin, dass man mir auch nicht die unbedeutendste Unvorsichtigkeit zur Last legen kann, und da das abgedruckte Schreiben nur Fragen, aber keine Antwort auf Aeusserungen von mir enthält, so glaubte ich, dass es dem Interesse des Hofes angemessen und für mich selbst sicherer wäre, wenn ich mit Ruhe und ohne alle Aengstlichkeit jeder gegen mich zu treffenden Maasregel entgegensehen und schon durch diese Ruhe und meinen fortdauernden hiesigen Aufenthalt einen Beweis meiner Unbefangenheit gebe. Ich wünsche nichts mehr, als dass diese Entschliessung den Allerhöchsten Beifall erhalte und dass Ew. Excellenz ebenfalls damit einverstanden sind.

Hätte man die Absicht gehabt, sich meiner Person oder meiner Papiere zu bemächtigen, so ist zu vermuthen, dass diese Maasregeln schon längst und ehe das Schreiben öffentlich bekannt gemacht worden ist, erfolgt wären. Auch scheint es nach den dem Abdruck beigefügten Noten, dass man gegen meine Person keine Empfindlichkeit hat.

Ich kann das Benehmen des Grafen von Wartensleben und des Grafen von Goltz bei diesem Vorfall nicht genug rühmen. Sie teilen beide mit mir die unangenehme Verlegenheit, in die ich dadurch gesetzt worden bin. Sie glauben unterdessen nicht, dass dadurch ein vorzüglicher Nachtheil für das allerhöchste Interesse entstehen würde.

Sie betrachten den Inhalt des Briefes unterdessen aus dem wahren Gesichtspunkt und sind überzeugt, dass Ew. Excellenz weit entfernt gewesen sind, sich mit feindseligen Ideen gegen Frankreich zu beschäftigen, wenn der Kaiser den ihm gemachten Antrag einer engeren Verbindung anzunehmen geneigt wäre, und dass nur in dem Fall einer beabsichtigten Vernichtung von andern Ideen hätte die Rede sein können. Die beiden Grafen vermuthen, dass eine solche jedoch nicht zu lebhaftem Erklärungen von Ew. Excellenz erfolgen wird. Da man seit einigen Tagen hier bestimmt versichern will, dass eine Zusammenkunft zwischen dem Kaiser Napoleon und dem Russischen Kaiser in Weimar stattfinden würde, so glauben beide Grafen, dass diese Gelegenheit vorzüglich benutzt werden könnte, um den Russischen Kaiser zu veranlassen, diesen Vorfall in Vergessenheit zu bringen. Auf ihren Rat habe ich dem Französischen Gesandten in einem Brief erklären müssen, dass ich Ew. Excellenz über die in dem abgedruckten Schreiben enthaltenen Gegenstände nicht geschrieben habe, dass ich mich in keinen Verbindungen weder in Hessen noch in Westphalen befinde, dass ich von keiner Erbitterung in Deutschland irgendeinige Kenntniss habe, dass ich mich zur Verbreitung politischer Nachrichten nie habe gebrauchen lassen, und dass ich nicht wüsste, wen Ew. Excellenz unter den angeführten

Namen des H. v. Meuring und Grafen Vinc. . .¹⁾ verstehen, auch dass ich nie Aeusserungen dieser Art von Sr. Majestät dem Könige gehört hätte.

Die beiden Grafen haben eine besondere persönliche Beruhigung in die Abfassung dieses Briefes gesetzt und zum Beweis meiner Gesinnungen diese Erklärung von mir ausdrücklich verlangt.

Dieser Erklärung aber ohngeachtet bitte ich Ew. Excellenz inständigst, dass bei diesem gantzen Vorfalle auf meine Person keine Rücksicht genommen wird. Ist es möglich, dass Ihre Einsichten, Ihr Eifer und Ihre Dienste dem Staate erhalten werden können, so werde ich mich mit Freuden und ohne Murren jeder Kompromittirung aussetzen, durch die dieser Zweck nur zu erreichen steht. Ich würde mich glücklich schätzen, dem Staate durch meine augenblickliche Aufopferung irgend einen Dienst geleistet und einen Beweis meiner treuesten Anhänglichkeit gegeben zu haben. Ich erlaube mir, Ew. Excellenz noch die aufrichtige Versicherung beizufügen, dass mir kein Opfer gross genug ist, um Ihnen meine treueste Freundschaft und Ergebenheit zu bezeigen. Ich wiederhole noch einmal, dass wenn der Zweck Ihrer Erhaltung für den Dienst des Königs erreicht werden kann, ich mich nicht zu schonen bitte, auf eine solche Aufopferung würde ich stolz sein. Ich beabsichtige, durch die heutige Absendung des Ueberbringers vorzüglich Ew. Excellenz diese Erklärung zu machen; ich bitte hierdurch, demselben nur einen Wink zu geben, um meine Maasregeln zu nehmen und nach einer Gegend zu ziehen, die mir persönliche Sicherheit gewährt.

Es würde überflüssig sein, Ew. Excellenz heute mit einer Beschreibung meiner Empfindungen zu unterhalten, da ich mir schmeichle, dass Sie meine Gesinnungen kennen, so darf ich hoffen, dass Sie diesen Empfindungen Gerechtigkeit widerfahren lassen und dass alle Versicherungen hierüber unnöthig sind. Mein Kummer und mein Schmerz würden keine Grenzen haben, wenn ich mir bei diesem Vorfalle etwas hätte zu Schulden kommen lassen oder eine Veranlassung dazu gegeben hätte.

Ich sehe mit dem grössten Verlangen einer Antwort Ew. Excellenz entgegen und werde mich bis dahin ruhig hier aufhalten, es sei denn, dass man andere Maasregeln gegen mich ergreifen, oder dass ich von Seiten der Französischen Autoritäten aufgefordert würde, den hiesigen Aufenthalt zu verlassen. Beides ist unterdessen nicht wahrscheinlich. Ich kann diesen Brief nicht schliessen, ohne den ganz vorzüglichen Anteil des Baron Grote zu bemerken, den derselbe in jeder Rücksicht an diesem unangenehmen Vorfalle nimmt. Seine treue Anhänglichkeit für den Dienst und seine Ergebenheit für Ihre Person ist ausgezeichnet. Wo es die Gelegenheit erlaubt, werde ich von ihm auf das Thätigste unterstützt.

¹⁾ Vgl. oben S. 488, Anm. 3.

Reden an Stein

Buchwald, 24. September 1808

St. A.

Stein als das Opfer weit gespannter Intrigen. Sein Sturz das Ende der Hoffnungen auf eine bessere Zukunft Preussens. Angebot eines ständigen Aufenthalts auf dem Ruhberg oder in Hirschberg.

Unsere wechselseitige Mittheilung ist bloos durch Betrachtungen und Rücksichten, welche auf Sie, lieber Freund, Bezug hatten, unterbrochen worden, da diese wahrscheinlich nicht mehr bestehen, und da diese Zeilen schicklich und gut empfohlen in Ihre Hände kommen, so empfangen [Sie] den Beweis der herzlichen, nicht ängstlichen Theilnahme. Wer Ihren Grundsätzen, Handlungsart und Ressourcen Gerechtigkeit widerfahren lässt, und wer an Vorsehung und allgemeine Leitung glaubt, der kann dieserhalb nicht bange seyn. Sie sind das Opfer einer bestimmten weit angelegten Trame, aber beschossen und unvermeidlich in den Wirkungen. Hierüber kann kein unbefangenes Auge im Zweifel seyn. Diese Folgen sind ebenso klar als die Absichten und Plane. Uns ist alle Hoffnung einer Erlösung, einer rückkehrenden Ordnung und einer rosigen Zukunft geraubet. Wohl denen, die im Hafen und unabhängig sind. Ich biete Ihnen einen einstweiligen selbständigen Aufenthalt auf dem Ruheberg oder bey I. in Hirschberg an, denn wahrscheinlich dürfte er sein Quartier daselbst sobald nicht beziehen.

Wir sehnen uns nach der Wiederkehr des 8 tägigen freundschaftlichen Umgangs in dem freundlichen Gebirge. Alles verlanget, Sie in Ruhe und Sicherheit zu wissen und in dem Genuss von Familienfreuden Belohnung Ihrer sich aufopfernden Tugend erhalten zu wissen.

Immediat-Schreiben Steins

Königsberg, 26. September 1808

St. A.

Vorlage des officiösen Presseartikels über die Ergebnisse und Ziele der Reform sowie eines Schreibens über die Auswirkungen des Oktoberedikts.

E. Königliche Majestät erlauben mir, Höchstdenselben

1) eine Anzeige vorzulegen, die in die hiesige und Hamburger Zeitung eingerückt werden soll, um die Einwohner dieses Staats mit den wohlthätigen Absichten E. Majestät bekannt zu machen;

2) ein Schreiben eines Regierungs Raths Kospotte über die angeblich grosse Unruhe, so das Edict d. d. 9. Oct. 1807 veranlasst haben soll ¹⁾.

Vermerk des Königs: Die Redaction des ad 1) erwähnten Artikels scheint mir ganz zweckmässig und das Schreiben ad 2) viel Wahres zu enthalten.

Vermerk Steins: Die Absicht dieser Anzeige [war], die Grundsätze der zukünftigen Verwaltung öffentlich auszusprechen, da man mit der Rückkehr des H. M. v. Voss bedroht war.

¹⁾ Nicht ermittelt.

Offiziöser Zeitungsartikel

Königsberg, 26. September 1808

Veröffentlicht in der Königsberger Zeitung vom 29. September 1808 (Nr. 78) und im Hamburger Correspondenten vom 5. Oktober 1808 (Nr. 160). Hiernach der Wiederabdruck

Programmatische Verkündigung der Hauptziele und Grundsätze der Reform auf allen Gebieten des staatlichen Lebens: Bauernbefreiung — Aufhebung des Zunftzwangs — Heeresreform (allgemeine Zugänglichkeit der Offiziersstellen, Abschaffung entehrender Militärstrafen) — Verwaltungsreform — Selbstverwaltung — Städteordnung — Justizreform (Aufhebung der Patrimonialgerichte) — Reform der Geistlichkeit und des Erziehungswesens.

Der König hat durch ein Edict vom 27ten Juli das beschränkte Nutzungsrecht der ost- und westpreussischen Domainen Bauern auf ihre Höfe in ein volles Eigenthum verwandelt. 50 000 Familien werden hierdurch einer kräftigeren Existenz theilhaftig. Dieses und das Edict vom 9. Oktober v. J., welches die verderblichen Bande der Erbunterthänigkeit löste und gleichzeitig eine freie Concurrenz im Erwerb des Landeigenthums herstellte, hat der Agricultur ein neues Feld gewonnen und die unreinen Quellen verstopft, welche den Charakter des Volks verunedlen. Auch die Hindernisse, welche der Erhebung des Gewerbflusses durch den Druck des Zunft Zwanges sich entgegenstellen, werden nach und nach weggeräumt und durch die Wiederherstellung des freyen Umlaufs der Capitalien und Arbeiten der National Reichthum befördert werden. Ueberhaupt erwartet man, sobald nur die öffentlichen Verhältnisse des Staats günstig entwickelt werden, eine wohlthätige Regeneration in den Zweigen der inneren Verwaltung.

Im Militair ist bereits ein grosser Schritt durch die Aufhebung ausschliesslicher Standes Ansprüche geschehen. Für die Würdigkeit, höher hinaufzusteigen, werden im Kriege nur Tapferkeit, schneller Blick und Wohlverhalten entscheiden, im Frieden — wo es weniger Gelegenheit gibt, die Eigenschaften des Soldaten zu prüfen — Kenntnisse, Dienst-eifer und Sittlichkeit. Es sind Maasregeln genommen, dass nur das Verdienst befördert, das Unverdienst aber, von welchem Rang es sey, in den untern Graden zurückgehalten werde. Die Verpflichtung, für das Vaterland die Waffen zu tragen, wird auf alle Klassen und Stände der Staatsbürger ohne die geringste Ausnahme erweitert, weshalb auch in den bereits emanirten neuen Kriegsartikeln ein die Ehre schonenderes Strafsystem angenommen und eine würdigere Behandlung der Vaterlandsverteidiger angeordnet worden.

Man hält sich überzeugt, dass auch für die Civil Verwaltung ein allgemeiner, die Geschäftsführung vereinfachender Plan entworfen und darin von einem repräsentativen System ausgegangen sey, welches der Nation eine wirksame Theilnahme an der Gesetzgebung zusichert, um hierdurch den Gemeinsinn und die Liebe zum Vaterlande dauerhaft zu begründen. Die Geschäfte in den oberen Verwaltungsbehörden werden nicht nach Provinzen, sondern nach den Haupt Gegenständen der Verwaltung vertheilt werden. Ihnen sowohl als den Provinzial Behörden wird man

wissenschaftlich-technische Deputationen beyordnen, damit jede in das gemeinsame Interesse eingreifende Angelegenheit mit ausgezeichneten Männern jedes Fachs berathen werde.

Die Kriegs und Domainen Kammern werden eine veränderte Verfassung erhalten. In freyerer Wirksamkeit, selbstständig und mit grösserer Verantwortlichkeit versehen, werden sie in Vereinigung mit erfahrenen Stellvertretern der Provinz und einsichtsvollen Sachverständigen sich fernerhin rein erhalten von dem Bureau Geist und von der einseitigen Ansicht, die ihre Tätigkeit nur an gewohnte Formen und unfruchtbare Schreibereyen verschwendet.

Das Gemein Wesen der Städte wird eine wohlthätige Reform erfahren. Man wird den Bürgern die freye Wahl ihrer Magistraturen überlassen und die Magistrate der Vormundschaft der Kammern entziehen. Die Bürgerschaft soll berechtigt werden, an der Stadt Regierung thätigen Antheil zu nehmen, die Verwendung der städtischen Einnahmen durch ihre Stellvertreter zu leiten und von den Verwaltern derselben Rechenschaft zu fordern, um durch diese Mitwirkung den so achtbaren Bürgersinn wieder zu beleben und dessen wohlthätige Wirkungen zu erhöhen. Der Justiz steht eine wesentliche Verbesserung bevor durch die Aufhebung der Patrimonial Gerichtsbarkeit, deren Daseyn einer wohlgeordneten Justiz Verfassung widerspricht und weder mit dem Wohl des Einzelnen noch des Ganzen verträglich ist.

Auch der Zustand der Geistlichkeit beschäftigt die Vorsorge der Regierung. Ihre Einkünfte sollen vermehrt und anständiger fundirt werden, damit sie die ihr gebührende Würde und das Ansehen behaupten, das sie, gewiss nicht zum Heile des Staates, verlor, seit ein gleichgültiger Sinn für die Angelegenheiten der Religion sich der Gemüther bemächtigte. Es ist die Rede davon, hohe Staatswürden für den geistlichen Stand zu stiften, damit das eminente Verdienst in diesem, gleich in den andern, aufsteigen könne.

Die Wirksamkeit der Geistlichkeit wird durch eine kräftige Verbesserung des Erziehungswesens unterstützt und erhöht werden. Es liegt im Plan, bey der Verbesserung des Schulwesens die neuesten Fortschritte der Erziehung Kunst vorsichtig zu benutzen und zureichende Bildungs Anstalten für alle Volks Classen nach Verschiedenheit ihrer bürgerlichen Bestimmung einzurichten.

Die Macht des Vorurtheils und der Gewohnheit wird diesen Reformen zwar manche Hindernisse entgegensetzen, allein die Regierung wird sich mit festem Schritt dem Ziele nähern, und möge es ihr gelingen, zum Wohl des gemeinsamen Deutschen Vaterlandes und der Welt aus den Zerstörungen dieser drangsalvollen Zeit einen Staat blühend wieder hervorzurufen, dessen lebendiges Prinzip, die musterhafte Rechtlichkeit, nur zu dem höchsten Bedauern der Menschheit mit ihm untergehen würde!

Stein an Grolmann, Mosqua, Both, Velhagen, Datz und Krug
Königsberg, 28. September 1808

Gch. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXVII, 3. Konzept Klewitz

Beanstandet die unveränderte Drucklegung der Satzungen des Tugendbundes ohne die Vornahme der nach der Kabinets-Ordre vom 30. Juni 1808 gebotenen Abänderungen. Fordert eine Satzungsrevision auf Grund der gleichzeitig zugestellten Bemerkungen.

Des Königs Majestät billigten den Zweck und die Verfassung der als Tugend Verein entstandenen Gesellschaft, insofern sie sich damit ganz in den Grenzen der Landes Gesetze und ohne alle Einmischung in Politik und Staatsverwaltung halte.

Diese Hinweisung auf eine sehr bestimmte Grenz Linie hätte die Gesellschaft dazu bestimmen sollen, ihre Grund Artikel und Gesetze darnach auf das genaueste zu revidiren.

Mit Bedauern sehe ich aber aus Ew. H. u. Wohlgeb. Anzeige vom 8. v. M., dass das nicht geschehen, vielmehr der Entwurf so, wie er war, abgedruckt ist.

Wie sehr er aber einer solchen Revision nach Sr. Maj. Grundsatz noch bedurft hatte, werden dieselben aus den abschriftlich anliegenden Bemerkungen entnehmen ¹⁾.

Ew. Hochwohlgebohren als den Räthen und dem Zensor des Stamm Vereins muss ich daher empfehlen, von diesen noch jetzt Gebrauch zu machen, die unterlassene Revision nachzuholen und das Resultat mir anzuzeigen ²⁾.

Wittgenstein an Stein Hamburg, 28. September 1808

Brand.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein, I, 1, 10

Freude über den Abschluss des pariser Vertrags. Bestürzung über den Abdruck und die Kommentierung des Briefes vom 15. August 1808 im „Journal de l'Empire“.

Ew. Excellenz verehrliches Schreiben vom 2ten d. ³⁾ nebst dem beigelegten Duplikat ist mir erst gestern abend . . . zugekommen.

In Ansehung der Hauptsachen beziehe ich mich auf mein anliegendes Schreiben von gestern und statte Ew. Excellenz für die mir mitgetheilten interessanten Nachrichten meinen verbindlichsten Dank ab.

Die in dem gestern abend hier eingetroffenen Moniteur enthaltene Nachricht der Abschliessung einer Convention zwischen dem Prinzen Wilhelm und dem Minister Champagny hat mir eine Freude gewährt, die ich nicht mit Worten auszudrücken vermag. Wie sehr verschieden ist diese Nachricht mit den Noten in dem Journal de l'Empire, und wie soll man sich dieses alles erklären? Ich will alles gern ertragen, wenn sich unsere Lage im Gantzen verbessert und der gegenwärtige Zustand der Dinge aufhört. Ich kann nicht läugnen, dass ich durch den Abdruck des Briefes tief erschüttert worden bin und dass meine Gesundheit einen Stoss er-

¹⁾ Fehlen.

²⁾ Vgl. Lehmann a. a. O. II. S. 532.

³⁾ Chiffriert bei den Akten Wittgensteins.

halten hat, alles dieses will ich aber gern vergessen, wenn Sie nur für den Dienst des Königs erhalten werden.

Ew. Excellenz empfangen anliegend das Couvert Ihres mir gestern zugekommenen Briefes, der auch ohne Zweifel geöffnet gewesen ist. Ich kann ohngefähr denken, wer sich dieses erlaubt hat, wahrscheinlich ein fürstliches, aber etwas ungeschickt ausgeführtes Kunststück von Doberan.

Stein an Scheffner

Königsberg, 29. September 1808

Nach Werda und Diesch a. a. O. IV. 374

Hoffmanns Schrift über das Zunftwesen.

Die Abhandlung des H. Hoffmanns ¹⁾ finde ich sehr schön, und ich wünschte, dass er sie dem König überreichte, damit dieser sie kenne und der Organisations Commission zur Benutzung zustelle.

Stein an Gräfin Wallmoden

Königsberg, 29. September 1808

Preuss. Staatsarchiv Hannover

Beklagt die fortdauernde Trennung von seiner Familie, befürchtet, dass die neuen politischen Ereignisse die Hoffnung einer baldigen Wiedervereinigung vereiteln. Heroische Lebens- und Pflichtauffassung. Hoffnung, dass die Konferenz von Erfurt in letzter Stunde noch eine Erleichterung der politischen Lage Preussens bringen werde.

Il m'est bien satisfaisant et consolant d'apprendre par la lettre du 14 d'août que vous continuez, Madame, à m'accorder des sentiments de bonté et d'amitié . . . La longue séparation dans laquelle les circonstances me retiennent de toutes les personnes qui me sont chères, m'est d'autant plus pénible que rien de ce qui m'entoure me dédommage de cette privation. J'ai bien regretté de n'avoir pu me rendre à N[assau], jouir la société de personnes chéries dans un local auquel la beauté du site [?], les mémoires de la jeunesse, les soins que j'ai mis à l'embellir, donne un prix exclusif. Des événements incalculables éloignent le moment qui aurait dû me réunir à ma famille, et au moment qu'on osait espérer de jouir de quelque bonheur, il faut de nouveau s'armer de courage et seinem Schicksal die Stirne bieten. Es sey welches es wolle, so muss man stündlich bereit seyn, die Pflichten, die man gegen sein unglückliches Vaterland hat, zu erfüllen und mit der guten Sache zu fallen, wenn es die Vorsehung beschlossen hat.

Je crois cependant que les nuages s'éclairciront et que l'orage n'éclatera point pour le moment.

Puissiez-vous, Madame, nous donner de meilleures nouvelles de votre santé . . . La mienne est meilleure que je n'osais m'attendre dans les circonstances dans lesquelles je me trouve depuis plusieurs années.

Je suis bien sensible à ce que vous voulez bien me dire sur mes pauvres enfants . . . A quoi ces bons enfants ne sont-ils pas exposés, j'espère que

¹⁾ Vgl. oben S. 513.

la Providence les conservera et les guidera, quel que soit le sort du père. Nous attendons tout de l'entrevue d'Erfurt et du retour d'A[lexandre] ce qui décidera sur notre retour à Berlin.

Immediat-Schreiben Steins [Königsberg, 29. September 1808]
Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92, Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

Vorlage mehrerer wichtiger auf den Pariser Vertrag bezüglicher Schriftstücke.

E. Königlichen Majestät überreiche ich in der Anlage unterthänigst
1) ein Project einer Depeche an Herrn von Brockhausen ¹⁾,
2) einen Antrag des H. Geheimes Rath Le Coq, über [den] E. M. wahrscheinlich beyfällig entscheiden werden ²⁾.
3) Ich werde E. Majestät in einer Stunde den Entwurf zu einem Antwortschreiben an Kayser Napoleon vorzulegen die Gnade haben ³⁾, dessen Erlassung mir und dem H. v. Jacobi-Kloest, mit dem ich darüber sprach, nothwendig zu seyn schien.

Friedrich Wilhelm III. an Stein Königsberg 29. September 1808
St. A.

Beschleunigung der Verhandlungen mit Napoleon. Einverständnis des Königs mit den abgehenden Vorschlägen. Pessimistische Auffassung der Lage.

Il est de toute necessité d'expédier au plus vite le courrier en question. J'approuve tout à fait les projets de dépêches et de la lettre pour N[apoléon]. Vous aurez soin de la faire mettre au net, comme je ne lui ai jamais écrit de main propre.

Les observations de Le Coq ne me paraissent malheureusement que trop justes, aussi ne vous les ai-je pas cachés dès le premier moment de l'entrée du triste traité de Paris.

Stein an Wittgenstein Königsberg, 3. Oktober 1808
Brand.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein, I, 1, 10. Ausfertigung

Der Brief vom 15. August 1808. Unerfüllbarkeit der Konvention vom 8. September. Hoffnung auf eine Erleichterung der Bedingungen durch Vermittlung des Zaren in Erfurt. Günstige Aeusserungen Napoleons in dieser Hinsicht.

Der p. Nepomuk hat mir vorgestern Ew. beide Schreiben vom 18ten und 19ten v. M.⁴⁾ eingehändigt, deren Inhalt mir neue Beweise Ihrer mir ausnehmend schätzbaren Freundschaft geben.

Die Gerechtigkeit, die Sie mir selbst in Ansehung des bewussten Briefes wiederfahren lassen, macht es unnöthig, mich weitläufiger darüber zu

¹⁾ Nicht ermittelt.

²⁾ Dieser wollte die Verweigerung der Ratifikation des Vertrags mit Hinweis auf die rein finanziellen Bedingungen begründen und damit dem Zaren eine Basis weiterer Verhandlungen geben. Vgl. Haussherr a. a. O. S. 224.

³⁾ Darin sollte mit ähnlichen Gründen die Ratifikation des Vertrags verweigert werden. S. Haussherr ebd.

⁴⁾ Fehlen beide.

äussern. Er wurde zu einer Zeit geschrieben, wo man von der in Paris den 11. August eröffneten Negociation mit dem Prinzen Wilhelm von Preussen hier noch nichts wissen konnte, wo vielmehr das lange Stillschweigen des Kaisers Napoleon vermuthen lassen musste, dass er Preussen ganz zu Grunde richten wolle und unsere neuen Verbindungs Anträge so wenig als die vorigen Eingang finden würden.

Unter solchen Umständen war es natürlich, sich in einem freundschaftlichen, im geringsten nicht officiellen Privat Schreiben über die Möglichkeit auszulassen, die man in diesem verzweifelten Falle ergreifen konnte, um Preussens Untergang, wenn er unvermeidlich wäre, wenigstens zu verzögern und ehrenvoll zu machen. Von diesem Gesichtspunkt ging ich aus, und aus diesem allein muss mein Brief betrachtet werden. Bald nach seinem Abgang kam die günstige Nachricht aus Paris, und es ist bekannt, dass der König im Gefühl der Nothwendigkeit, seine Staaten ihrer jetzigen Lage zu entreissen, sich zu allen Aufopferungen entschloss, die nur immer in seiner Kraft standen. Alle Grenzen der Möglichkeit überschritten aber die Bedingungen, wie sie in der Convention vom 8ten v. M. festgesetzt worden. Denn es ist einleuchtend, dass ein völlig erschöpfter Staat ohne Hülfquellen, zu einer Zeit, wo durch die allgemeine Umwälzung aller Credit und am meisten der seinige im Auslande verichtet ist, unmöglich 140 Millionen in 18 Monathen an Frankreich abtragen und am wenigsten innerhalb 20 Tagen die Hälfte davon in baarem Gelde oder acceptirten Wechseln berichtigen könne. Wir wissen, dass England mit seinen Besitzungen in allen Welt Theilen dennoch Mühe gehabt hat, fünf bis sechs Millionen Pfund Sterling Subsidien in einem Jahre zu zahlen. Können also diese fürchterlichen Bedingungen, wodurch die ganze Convention im voraus gewissermaassen annullirt wird, nicht modificirt werden, so lässt sich von dieser keine Rettung erwarten. Der Russische Kaiser ist bey seinem Aufenthalt in Königsberg von allem unterrichtet und scheint von der völligen Unmöglichkeit, das Gefoderte zu leisten, überzeugt und entschlossen zu sein, sich dringendst für die nöthige Abänderung zu verwenden. Ew. [Exc.] werden schon längst wissen, dass der Graf von Goltz nach Leipzig geschickt worden, um auf den ersten Wink in Erfurt erscheinen und völlig abschliessen zu können, wozu er mit ausgedähter Vollmacht versehen ist. Seitdem haben wir nun durch einen Courier des Prinzen dessen Berichte vom 15. und 16ten erhalten ¹⁾, die allerdings Hoffnung geben. Der Kaiser Napoleon hat demselben unter wiederholten Versicherungen, künftig Preussens Freund zu seyn, wenn es sich mit Vertrauen an ihn anschliessen wolle, [erklärt], dass seine Absicht nicht sey, den König in Ansehung der Zahlungs Fristen zu geniren und er ihm 2 bis 3 Jahre Zeit dazu lassen würde. Dieses scheint von guter Vorbedeutung für die Wirkksamkeit der Ver-

¹⁾ Gedr. Hassel a. a. O. I. S. 489 ff.

wendung des Russischen Kaisers, woran ohnehin nicht zu zweifeln seyn würde, wenn dieser Souverain mit Festigkeit auf die Befreyung Preussens unter billigen Bedingungen besteht. So stehen wir nun in unruhiger Erwartung des Erfolgs. Entfernt kann er nicht seyn, da der Kaiser Alexander schon zum 13ten hier zurück erwartet wird. Vermuthlich werden Ew. von dem Herrn Grafen von Goltz direkt erfahren, was ausgerichtet worden. Möchten diese Nachrichten von solcher Art seyn, Sie für den Kummer zu entschädigen, den die letzten Vorfälle Ihnen zu meinem innigsten Bedauern verursacht haben.

Stein an A. Lehmann

Königsberg, 3. Oktober 1808

Nach A. Lehmann, Der Tugendbund, S. 96

Betrifft Lehmanns Vorschläge zur Umgestaltung der Deutschen Gesellschaft in Königsberg. Rät ihm sich deswegen mit den Mitgliedern der Gesellschaft selbst in Verbindung zu setzen.

Die ursprüngliche, mir aber unbekannte Einrichtung der hiesigen Königlich-Deutschen Gesellschaft kann vielleicht soviel Brauchbares enthalten, dass es statt einer neuen Organisation, die laut den rückgesandten Artikeln ¹⁾ manches ausser den Grenzen eines solchen Instituts Liegendes veranlassen würde, nur einer genaueren Beobachtung des schon Verabredeten und Befohlenen bedurfte.

Da nun meine häufigen Geschäfte mir nicht erlauben, mich einer nothwendigen Prüfung des Alten und des Neuen gehörig zu unterziehen, so muss ich Ew. Wohlgeboren überlassen, mit den schon geschilderten Mitgliedern der Gesellschaft sorgfältig Rücksprache darüber zu nehmen. Nachrichten vom glücklichen Erfolg werden mir jederzeit sehr angenehm sein, und ich werde durch meine Zustimmung gern die Achtung bezeugen, die ich der Verbesserung jeder Deutschen Kunst und Wissenschaft schuldig zu sein glaube.

Stein an Götzen

[Königsberg, 4. od. 5. Oktober 1808]

Nach Hassel a. a. O. I. S. 553 f.

Stein für Eröffnung des Kampfes gegen Frankreich an der Seite Oesterreichs auch im Fall der von der Vermittlung Alexanders erhofften Milderungen des Pariser Vertrags, da ein dauerhafter Friede mit Frankreich unmöglich sei. Ermächtigt Götzen zu entsprechenden Verhandlungen mit dem Erzherzog Ferdinand von Oesterreich und zu Verhandlungen über den Ankauf von Gewehren zum Zweck einer allgemeinen Volksbewaffnung in Preussen. Umtriebe seiner Gegner. Der Artikel vom 26. September. Hoffte, das Volk zum Verzweiflungskampf fortzureissen.

Vermerk Götzens: „reçu 14. Oct. 1808“.

Je saisis l'occasion sûre qui se présente de vous faire parvenir, Monsieur le Comte, cette lettre; — elle peut rien vous apprendre de nouveau, comme tout est en suspens dans l'attente de l'issue de l'entrevue de l'Empereur Alexandre. Il est probable qu'il y aura des adoucissements

¹⁾ Teildruck bei A. Lehmann a. a. O. S. 95.

pour les conditions de la convention signée par nos plénipotentiaires, mais on ne peut jamais compter sur une paix durable aussi longtemps que l'Elbe sera la frontière de la France, et ce ne sera que l'union de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse qui pourra garantir pendant quelque temps l'existence de ces puissances.

Je désire que vous vous mettiez en rapport direct avec l'Archiduc Ferdinand ¹⁾, le frère de l'Impératrice regnante ²⁾, et que c'est à lui que vous fassiez les ouvertures qui vous parviennent d'ici, comme l'Archiduc Charles traînera tout au plus les mesures vigoureuses. Ne pourrez-vous point faire une course en Moravie sur les terres du Comte Magna ³⁾? Il serait essentiel de faire des contracts pour des armes en Autriche. Ne pourrez-vous point obtenir 20 mille fusils en peu de temps? On veut accorder à tout propriétaire de maison la permission d'avoir des armes, et il faudrait former des dépôts où les achats des particuliers se feraient. On ferait encourager les paysans par les seigneurs, et dans les villes, on donnerait plus d'étendue aux „Schützengilden“ si vous pouvez faire des contracts pour de bonnes armes à feu. Je pourrais vous faire des avances jusqu'au montant de 50 mille écus, mais il faut avoir les sûretés nécessaires pour que les armes soient de bonne qualité.

Dès que l'Empereur sera de retour et que nous serons instruits du résultat de cette entrevue, je vous ferai part.

On attend le Prince Guillaume de retour ici, le Roi veut lui donner la place du ministre de la guerre en commission.

Les pitoyables, conformément aux besoins du Roi, s'agitent et font tout pour paralyser toutes mesures vigoureuses et fortes. À l'avenir, la force des choses les amènera neutres, et il faut s'y préparer.

Je vous envoie, Monsieur le Comte, quelques feuilles de notre gazette. Vous y trouverez un article ⁴⁾ où il y a des passages qui feront faire la grimace à quelques personnes! N'importe! Il faut marcher son chemin et abandonner les résultats à la Providence. Ce n'est qu'en montant l'esprit des nations et en le mettant en fermentation qu'on peut parvenir à l'engager à déployer toutes ses forces morales et physiques.

Stein an Kanzler Schroetter

Königsberg 6. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 84a. I B. Alt. Nr. 10. Ausfertigung

Die Aufhebung der Patrimonial-Gerichtsbarkeit.

In der von Euer Exellenz mit dem gefälligen Schreiben vom 28.⁵⁾ v. M. wegen der Aufhebung der Patrimonial Gerichtsbarkeiten mir im Auszuge mitgetheilten Kabinets Ordre vom 21. Januar d. J. finde ich die mir auch sonst bekannte Allerhöchste Königl. Absicht, dass die Justiz Ver-

¹⁾ S. oben S. 484 u. S. 494.

²⁾ Maria Ludovica, vgl. Bd. III. S. 53, Anm. 1.

³⁾ Gemeint ist wohl Graf Anton Alex. Magnis, Herr auf Eckersdorf (Grafschaft Glatz).

⁴⁾ Vom 26. September 1808.

⁵⁾ Ebenfalls Rep. 84a. I B. Alt. Nr. 10.

waltung in eine Jurisdiction concentrirt werden soll, deutlich ausgedrückt, habe mich aber auch schon in meinem Schreiben vom 12. August d. J. ¹⁾ bereit erklärt, die nähere Allerhöchste Willens Aeusserung darüber zu veranlassen.

Wenn Euer Exellenz dafür halten, dass bey dem Anerkenntniss des hohen Werths der beabsichtigten Einrichtung es dennoch rathsamer sein dürfte, den Weg der Vorstellungen bei den Jurisdictionarien zu versuchen, als die neue Einrichtung aus Höchster Machtvollkommenheit bey der nothwendigen Reorganisation des Staats aus Gründen des allgemeinen Rechts und wegen Uebereinstimmung mit den anderen Organisations Maasregeln allgemein zu bestimmen, so kann ich dieser Meynung nicht beypflichten, sondern muss glauben, dass alsdann überall Widersprüche und Discussionen ohne Ende entstehen würden.

Wenn auch in der Regel und insofern die den Jurisdictionarien obliegenden Verbindlichkeiten vollständig erfüllt werden, solche mehr kosten als einbringen, so wird doch ein vermeintlicher grosser Vorzug darin gesetzt, um solches Vorrecht zu besitzen, das freywillig selten aufgegeben werden dürfte. Das allgemeine Wohl spricht aber zu sehr dafür, und erst aus Euer Exzellenz neuerlichen Berichten an des Königs Majestät wegen der gutsherrlichen Missbräuche in Schlesien geht deutlich hervor, dass die besten Gesetze und namentlich die, welche dem ganzen Volke zu statten kommen sollen, nichts vermögen, wenn die Ausübung derselben in die Hände der Gutsherrn und der von ihnen abhängigen Justiciarien gelegt ist, welche solche Gesetze, um ihren Interessen oder vermeintlichen Rechten nicht zu schaden, den Eingessenen nicht einmal gehörig publiciren ²⁾. Nur eine Rechts Verwaltung, die Namens des Königs allein geschieht, kann dem Gesetze diese nöthige und gemeinnützliche Kraft geben, und darum muss darauf zum Besten des Ganzen bestanden werden.

Als Chef des Justiz Departements haben Euer Exzellenz unstreitig auf die Erhaltung der bestehenden Rechte zu wachen, aber bey der Abänderung einer für schädlich gehaltenen Verfügung und der beabsichtigten Einführung einer besseren haben Ew. Exellenz einen anderen Standpunkt bei den Erörterungen und Berathschlagungen im Plane des gesamten Staats Rechts. Es bleibt dabey Ew. Exellenz vorbehalten, was dieselben aus rechtlichen Gesichtspunkten bey dem neuen Plan zu erinnern haben. Da die Sache jetzt in diesen Tagen eingeleitet ist, so werde ich den Plan selbst abwarten. Es dürfte gut sein, wenn darin auch gleich die Bestimmungen wegen der Militair Jurisdiction aufgenommen und die Discussionen deshalb gleich mit vor das Plenum gebracht würden.

Ich wünsche übrigens die möglichste Beschleunigung der Sache, um in diesem Teile der Organisation nicht zurück zu bleiben und bey anderen Teilen dadurch aufgehalten zu werden.

¹⁾ Nicht ermittelt.

²⁾ Vgl. oben S. 517.

Randverfügung Steins zum Immediat-Bericht Borgstedes vom 24. September 1808 ¹⁾ Königsberg, 7. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89a. XXVII. 1. Konzept (Schön)

Borgstedes Antrag, bei der Vererbpachtung der Bauernhöfe im Domänenamt Marienfluss die Scharwerksdienste aufzuheben, wird genehmigt. Zugleich wird ihm die Verordnung vom 27. Juli zugestellt mit der Aufforderung, sich über die Ausdehnung derselben auf die Neumark und Pommern gutachtlich zu äussern.

Der Antrag wird genehmigt und sein Gutachten über die Anwendbarkeit der für Preussen erlassenen Verordnung d. d. 27. July a. c. (erlassenen Verordnung), wovon ein Exemplar beyzufügen, angefordert, indem es darauf ankomme, dem Bauernstand bald die Vortheile des Eigenthums und der Freyheit zu verschaffen und ihm ein kräftiges Mittel seiner Wiederherstellung zu überweisen.

Goltz an Stein

Erfurt, 10. Oktober 1808 ²⁾

St. A.

Aeusserungen Napoleons und Champagnys über den aufgefangenen Brief Steins. Beide begnügen sich vorläufig damit, Steins Rücktritt als leitender Minister zu fordern, scheinen aber mit seinem Verbleiben als Finanzminister einverstanden. Goltz rät, Stein möge sich aus jeder öffentlichen Stellung zurückziehen und als vertrauter geheimer Ratgeber des Königs seinen Einfluss auf die preussische Staatsführung weiterhin geltend machen, ausserdem hält er die Uebertragung des Familienbesitzes auf seine Frau oder eine seiner Töchter für ratsam. Hält Preussen einer selbständigen starken Aussenpolitik nicht für fähig und rät deshalb zu völligem Anschluss an das französische System.

Il m'en coûte infiniment d'écrire la lettre dont les circonstances et le devoir de l'amitié me font la loi. Jusqu'ici, j'avais été assez heureux de ne pas entendre parler ici du fatal incident de l'interception de votre lettre, Monsieur le Baron. Je croyais la chose oubliée, et je me livrais à l'espoir de vous voir conservé au service du Roi, mais depuis deux jours, il ne me reste plus aucun doute que si l'on n'insiste pas sur votre sortie du ministère, on s'y attend au moins. Je souffre en prononçant ce mot, mais c'est vous rendre service que de ne pas vous cacher la vérité, c'est même en rendre au Roi. Napoléon attend le parti que le Roi prendra à votre sujet, pour prendre de là la boussole de ses projets et de ses intentions futures à l'égard de la Prusse; c'est pourquoi il ne veut pas le prescrire. La sortie qu'il m'a faite sur votre compte et quelques mots très significatifs qui lui sont échappés à cette occasion, dont je vous rendrai verbalement compte en temps et lieu, ne me laissent

¹⁾ Auf Grund ders. Kabinetts-Ordre an Borgstede vom selben Tage. Die Verordnung wurde dann doch nicht auf die andern Provinzen übertragen. Vgl. Lehmann II. S. 332.

²⁾ Hassel, der das Schreiben nach den Akten des Geh. Staatsarchivs im ganzen übereinstimmend wiedergibt, hat den 9. Oktober als Datum. Die an Stein gelangte Reinschrift (chiffriert) trägt das angegebene Datum. Vgl. dazu noch den Immediat-Bericht von Goltz, Erfurt, 7. u. 8. Oktober. Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. XI. 89. Fasc. 460.

aucune doute à ce sujet, et les confidences que m'a faites le Comte de Champagne ont achevé de me convaincre qu'il y va même dans le parti que vous prendrez de la conversation de votre fortune ¹⁾). Napoleon, en me parlant de vous, m'a dit: „Comment ose-t-il impunément professer pareils sentiments?“ et Champagne à une autre occasion: „Au moins ne doit-il pas rester en évidence, quand même le Roi aurait encore besoin de ses lumières et de son talent!“ Ces deux phrases nous disent ce qu'il vous reste à faire si vous ne voulez risquer de compromettre le Roi. Que V. E. écoute le conseil d'un ami qui lui est sincèrement attaché. Céder en apparence vos terres ou à Madame votre épouse ou à un de vos enfants, résigner pour le moment votre poste, vous retirer quelque part dans le voisinage de la cour, mettre à votre place un homme digne de la confiance du Roi, étranger s'il est possible, pour ne donner ombrage à personne et pour ne pas faire par son élévation au grade de ministre un mauvais effet dans le public, choisir pour cela un homme dont vous pouvez être sûr et qui ait le bon esprit de se laisser diriger par vos conseils, vous vouer pour quelque temps à la vie solitaire en apparence et influencer en secret du lieu de votre séjour par vos lumières sur la conduite de la partie des finances, c'est le parti qui me paraît vous convenir, qui vous met à l'abri de toute chicane de la part des Français et qui accorde au Roi la satisfaction de lui conserver le secours de votre conseil qui, dans ce moment surtout, doit lui être si important à tout égard. Je vous laisse à réfléchir sur cet avis, mais quelle que soit la détermination à laquelle il vous portera, ne la prenez pas avant mon retour, je vous en conjure! Il est dans votre caractère de ne pas méconnaître le motif qui dicte mon conseil; la circonstance dans laquelle l'État se trouve doit vous le rendre important. J'assure à Votre Exc. que nos affaires ne vont pas bien. Sans rien lui devoir, nous devons au fond tout à la Russie, et le moment est tel qu'il faut ménager et notre langage et notre conduite. Il faudra désormais un abandon absolu à la France si nous ne voulons pas risquer de n'avoir qu'une existence précaire. La Russie entourée de pièges, l'Allemagne depuis l'entrevue d'ici plus que jamais paralysée, que nous reste-t-il pour le moment à espérer? quelle est la conduite que nous avons à tenir sinon celle d'être bien avec la France pour ne pas être engloûtis! Je ne suis pas Français pour mon opinion, Votre Exc. le sait, mais quand la nécessité commande, que reste-t-il à faire? La tournure future des circonstances n'est aujourd'hui pas encore à calculer; elle seule pourra peut-être nous sauver, mais il s'agit d'exister jusqu'à cette époque.

¹⁾ Napoleon hatte schon am 6. September, in der Annahme, dass Steins Stammsitz im Königreich Westfalen liege, Jérôme die Beschlagnahme der Güter und die Vorladung Steins befohlen. Vgl. Ritter a. a. O. II. S. 91.

Denkschrift Steins für Friedrich Wilhelm III.

St. A. Konzept

Königsberg, 12. Oktober 1808

Nach der ohne sein Wissen vollzogenen Ratifikation des Pariser Vertrags betont Stein noch einmal die Unerfüllbarkeit der französischen Forderungen und verlangt, dass das Volk zu dieser Frage gehört werden solle. Eine loyale Erfüllung des Vertrags führe zur Entfremdung zwischen dem Volk und seiner Regierung und zur völligen Unterwerfung Preussens unter den Willen Napoleons. Deshalb rät Stein zu einer Politik des inneren Vorbehalts mit dem Ziel, den Vertrag bei erster Gelegenheit zu brechen, indem er darauf hinweist, dass Napoleon durch die Politik seines ganzen Lebens seinen Gegnern die innere Berechtigung zu einem solchen Verfahren geliefert habe. „Soll es dem Kayser Napoleon allein erlaubt seyn, an die Stelle des Rechts Willkühr, der Wahrheit Lüge zu setzen?“ Wiederholt seinen Rat zu einem Zusammengehen mit Oesterreich und zur Vorbereitung des Volkskriegs, um bei erster Gelegenheit das fremde Joch abzuschütteln.

Der Aufsatz des H. v. Gneisenau ¹⁾ ist so richtig gedacht als kräftig ausgedrückt, er erscheint aber zu spät, indem Ew. Majestät den Grafen Goltz mündlich und, wie ich aus den Akten gestern ersehe, schriftlich zu der Auswechslung der Ratifikationen beauftragt.

Bereits unter dem 14. September a. c. habe ich mein Gutachten über die Französischen Anträge abgegeben ²⁾ und erklärt, dass sie nicht erfüllt werden können, weder durch neue Auflagen, noch durch Ersparungen, noch durch Anleyhen, die, wie Eure Majestät von neuem aus dem Schicksal der Holländischen Anleyhe sich zu überzeugen Gelegenheit haben, ohne allen Erfolg sind.

Es ist in jedem Fall nöthig, die Nation mit der Lage der Verhältnisse gegen Frankreich bekannt zu machen ³⁾, will man den Vertrag erfüllen, so nimmt man das Eigenthum, will man ihn brechen, ihre Persohn, ihr Gut und Blut in Anspruch.

Unterzeichnen ihre Majestät den Tractat, um ihn zu halten, so entstehen alle die Folgen, die Herr von Gneisenau darstellt, Verarmung der Nation, Erbitterung und Verachtung gegen die Regierung, die gänzliche Abhängigkeit der letzteren von dem verderblichen Willen des Französischen Kaysers, dessen krampfartige Herrschsucht und Unruhe das öffentliche und private Wohl aller Nationen, die er unmittelbar oder mittelbar beherrscht, zerstört. Dieses sind nicht R ä s o n n e m e n t s ü b e r s p a n n t e r M e n s c h e n, sondern Erfahrungen, die jeder zu machen Gelegenheit hat, der die Länder des Rheinbundes und die herrschende Meynung über die Fürsten derselben hat kennen lernen.

Unterzeichnen ihre Majestät den Tractat, um ihn bey gelegener Zeit und zwar, wenn ein Krieg mit Oesterreich ausbricht, zu brechen, so bedienen Höchstdieselbe sich nur einer List gegen Verruchtheit und Gewaltthätig-

¹⁾ Undatiert (September 1808), gedr. HZ. Bd. 86 (1901). S. 104 ff.

²⁾ S. oben S. 514 ff.

³⁾ D. h. ihr durch Berufung von Reichsständen selbst Gelegenheit zur Stellungnahme und, wie Stein voraussetzt, einmütigen Ablehnung des Vertrags zu geben. S. unten S. 546.

keit. Soll es dem Kayser Napoleon allein erlaubt seyn, an die Stelle des Rechts Willkühr, der Wahrheit Lüge zu setzen?

Für den Redlichen ist kein Heil, als in der Ueberzeugung, dass der Ruchlose zu allem Bösen fähig ist, und dass man nach dieser Ueberzeugung mit Schnelligkeit, Furchtlosigkeit und Beharrlichkeit [*handelt*]. Zutrauen auf den Mann zu haben, von dem man mit so vieler Wahrheit sagte, er habe die Hölle im Herzen, das Chaos im Kopf, ist mehr wie Verblendung, ist hoher Grad von Thorheit. Leider ist die Leichtgläubigkeit der Schwachen so unerschöpflich wie der Erfindungs Geist der Bösen, ohne diesen zu trauen, lassen sich jene immer mit Hoffnungen hinhalten. Hat der Kayser Napoleon seit 1796, als dem Jahre, wo er die grosse Schaubühne betrat, je sein Versprechen gehalten, war nicht Sardinien, Venedig, die Schweiz, Egypten und nun endlich Spanien das Opfer der schwärzesten Verrätherey? Hat er irgend eine gegen seine eigene Nation eingegangene Verbindlichkeit erfüllt, und hat er nicht willkürlich alle Theile der Verfassung, die er zu beobachten geschworen, zertrümmert und abgeändert, sie fortdauernd in Kriege verwickelt und alle Quellen ihres Erwerbes zernichtet.

Ist also in jedem Falle nichts wie Unglück und Leiden zu erwarten, so ergreife man doch lieber einen Entschluss, der ehrenvoll und edel ist und uns eine Entschädigung und Trost Gründe anbietet im Fall eines üblen Erfolgs.

Aus diesen Gründen wiederhohle ich meinen Rath, sich Oesterreich zu nähern und alle physischen und moralischen Mittel im Innern vorzubereiten, um bey dem Ausbruch eines Krieges die Französischen Ketten zu brechen, und ich wiederhohle meine Bitte, nach Maasgabe des Entschlusses, den man fasst, die Anhänger der einen oder der anderen, dem gefassten Entschluss entgegengesetzten Meynung zu entfernen.

Sammeldenschrift für Stein

Königsberg, 14. Oktober 1808

Nach Pertz a. a. O. II. S. 250 ff. Verfasser Süvern ¹⁾

Die Unterzeichneten stützen die Stellungnahme Steins gegen die Ratifikation des Pariser Vertrags, der auch im Falle seiner Erfüllbarkeit Preussen unter das Joch Napoleons beugen würde. Demgegenüber verlangen sie entschlossenen Widerstand und den Eintritt Preussens in die Reihe der um ihre Freiheit kämpfenden Mächte in Europa. Hinweis auf die Möglichkeit einer inneren Entfremdung zwischen Volk und Herrscherhaus und einer Volkshebung ohne den König im Falle, dass dieser und seine leitenden Beamten sich zu Vollstreckern der fremden Willkür und Ausaugung hergeben. Warnung vor einer doppelzüngigen Politik der Vertragsunterzeichnung mit dem Hintergedanken, ihn zu brechen, unter Hinweis auf die entsittlichenden Wirkungen eines solchen Vorgehens und die damit verbundene innere Schwächung der gerechten Sache Preussens im Falle eines Krieges. Um die Ratifikation möglichst noch hinauszuzögern und das ganze Volk mit der zu fallenden Entscheidung über Annahme oder Ablehnung des Vertrags zu verbinden, wird die Einberufung preussischer Reichsstände in Vorschlag gebracht.

¹⁾ Vgl. dazu Thimme, HZ 86 (1901). S. 89.

Es ist nicht zu verwundern, wenn in kritischen Augenblicken Unvorbereitete Schwanken und Bedenklichkeit ergreift. Aber lange Voraussicht, besonnenes und wohlüberlegtes Bereiten der Mittel, von denen die Entscheidung abhängt, sollte billig jeden Zweifel abwehren, und, so er sich erhebt, ihn bald verscheuchen.

Ein solcher Augenblick ist für den Preussischen Staat erschienen. Dass er unerwartet komme, kann niemand sagen, am wenigsten, wer die ganze Lage des Staats am tiefsten durchschauet. Unentschlossenheit findet deshalb auch nicht im Mindesten statt. Man wusste, was sicher einmal eintreten würde, man machte durch mancherlei Vorkehrungen sich darauf gefasst, jeden möglichen Erfolg musste man bis zum Aeussersten berechnet und durch klares Bewusstseyn desselben auch zu dem Letzten sich gestählt haben.

Wie denn noch, wenn dies der Fall ist, kann es zweifelhaft seyn, was geschehen solle? Nicht was geschehen soll, sondern dass man sich gleich bleibe, muthig und standhaft nach dem höchsten Erfolg ringe und vor dem schlimmsten nicht zittere, darauf kommt es an, das allein ist die Frage!

Ob der von der Französischen Regierung vorgelegte Traktat ratificirt werde oder nicht — darauf beruht unser ganzes künftiges Schicksal ¹⁾. Dass es unmöglich ist, wenn er ratificirt wird, ihn zu erfüllen, sieht jeder ein, der auch nur oberflächliche Kenntniss von den Kräften des Landes hat, das haben selbst Ew. Excellenz, denen diese Unmöglichkeit am einleuchtendsten seyn muss, nicht verhehlt.

Ist denn aber diese Ueberzeugung da und ist sie fest, so verträgt sich nicht mit ihr Unentschiedenheit und eine gewisse Gleichgültigkeit, ob sie gelten solle, oder vielleicht andere ungründliche, von geblendeter Leidenschaft gefasste Meinung. Können auch die Thränen und Seufzer von einem paar Dutzend Menschen, denen nichts als ihr Ich vor Augen schwebt, den allbekannt festen Mann in seinen Grundsätzen erschüttern? können Menschen, die lediglich nach ihrer langentbehrten Bequemlichkeit schmachten, auch nur einen Augenblick wankend machen ihn, dessen klarer Blick unwandelbar auf den Angelstern des Staates gerichtet ist? Und gesetzt, der Traktat wäre zu erfüllen, und es würde die versuchte Milderung bewirkt, wer sieht nicht, dass auch die vortheilhafteste Ueberkunft nichts weiter seyn würde, als ein Vertrag der empörendsten Unterthänigkeit auf eine Zeit lang und hinterher doch der Vernichtung? Trauen wir dem, der von Anbeginn unser Feind war, nicht soviel Klugheit, dass er die macchiavellistische Regel nicht befolgen werde, einen einmal gedemüthigten Feind nicht halb zu entkräften? Ist es nicht offenbar, dass seine eigene bedenkliche Lage ihn so handeln heisst wie er handelt? und dass, hätten die Umstände sich anders gefügt, unser

¹⁾ Inzwischen war die Ratifikation des Vertrags ohne Wissen und ohne Verständigung Stein schon vollzogen. S. oben S. 541. Hierzu die Denkschrift Gneisenaus vom September 1808, gedr. HZ 86 (1901). S. 104 ff.

Staat jetzt nicht mehr seyn würde? Und wir sollten wie ein geduldiges Schlachtopfer auf eine ihm gelegnere Zeit uns abführen lassen?

Das ist eine so einfache als sichere Maxime gegen jedweden Feind, nicht zu thun, was er will, sondern gerade das Gegentheil. Wie oft, zum grössten Verderben der Staaten, hat unsere gerühmte Politik sie verletzt! Und noch immer geblendet, wollen wir auch in dieser entscheidungsvollen Zeit unsers und alles Guten natürlichen und ewigen Feindes Willen thun! Wollen den langerwarteten Augenblick, so günstig er ist, vorbegehen lassen, um, wenn es zu spät ist, über Unglück zu jammern statt über unsern eignen Kleinmuth? Wollen vorbereiten und immer nur vorbereiten und das Handeln verschieben, bis die Stunde des Handelns vorüber ist?

Rechnet man etwa auf den erwünschten Lauf der Begebenheiten, auf den Erfolg fremder Tapferkeit, die wir bewundern, ohne sie nachzuahmen, von der wir erndten, ohne sie unterstützen zu wollen, fähig vielleicht, unsere Kräfte mit denen des allgemeinen Feindes zu verbinden, um jene zu bekämpfen? Den Gedanken entferne ein guter Genius von jedem Preussischen Herzen! Nicht zu erwähnen seine tiefe Unwürdigkeit — wie doch kann das Ungewisse in Rechnung kommen? wer kann dafür stehen, dass die Ereignisse den erwünschten Lauf behalten, dass sie nicht anders sich wenden und uns in einem Labyrinth lassen, woraus dann keine Rettung mehr zu hoffen ist?

Nein, so lange noch einiges Gewicht in uns ist, mit ihm die allgemeine Streitkraft zu vermehren, die niemals in einem gerechtern und glorreichern Bunde sich sammeln kann, durch einen grossen Entschluss der Welt Zutrauen einzuflössen zu unserm Verstande wie zu unserm gerechten für Europas gemeinschaftliche Sache nun ernstlich gestimmten Willen, das gebietet wahre Politik, unsere Noth und der Vortheil des Augenblicks. Europa ist durch sich selbst im Revolutionszustande erklärt. Hier muss das Feuer auflodern und dort und eine Flamme die andere entzünden, bis der allgemeine Brand den Feind des Friedens verzehrt hat, und früher darf keine Rast seyn. Die Ansicht ist zu fassen, Muth und Beharrlichkeit können sie durchführen.

Wird sie nicht gefasst, so ist dies in Ansehung der äussern wie der innern Staatsklugheit ein Zeichen, dass unsere Busse noch nicht schwer genug war, noch nicht vollendet ist. Jeder unbefangene Patriot muss schaudern vor dem Abgrunde, dem der König und sein Haus entgegengehen, vor der Zerrüttung, welcher der Staat preisgegeben wird. Der Traktat wird genehmigt, der König und sein Hof kehren nach dem ersehnten Berlin zurück. Wohl! wer wird ihm dies Glück nicht wünschen und gönnen? Aber dass es nur von Dauer sey! O wieviel sicherer, geschähe es nicht auf die Art und vermögte man seine Ungeduld nur noch eine kurze Frist zu weilen!

Denn ist es nicht ein freywilliges Hingeben in offenbare Gefangenschaft? in eine Gefangenschaft, durch welche gewiss alle Kräfte des Volkes

gelähmt werden, statt, wie man sich schmeichelt, sie zu spannen? die selbst die letzte Ausflucht versperrt, welche in dem freyen Preussen für den schlimmsten Fall sich öffnet?

Unsern König achtet jetzt die Welt und sein Volk und ehret ihn hoch wegen seiner Standhaftigkeit im Unglück. Dieser erste Schritt der Schwäche würde ihn herabsetzen in den Augen des Volks und der Welt!— Das Volk sehnt unter dem fremden Joche sich nach seinem geliebten Könige und ist bereit, alles daran zu wagen, um ihn sich wieder zu erkämpfen. Erlangt es ihn wieder auf diese Art, so ist die Sehnsucht gestillt, der Druck vom Feinde ist weggehoben, die mächtigsten Federn seiner Spannkraft sind erschlafft. Dann erwarte man nichts mehr, wenn man Kräfte niederschlägt, die man selbst aufregte! — Ja noch mehr! Nun bürdet der König dem Volke Lasten auf, bisher that es der Feind. Die schon Ausgesogenen erschöpft vollends der ersehnte Freund. Und weshalb? Der Schweiss und das Blut und der dauernde Erwerb des Volkes sollen das bequemere Daseyn und die Genüsse einzelner Weniger erkaufen! So verändern Hass und Erbitterung den Gegenstand und fallen mit schwerer Anklage auf den König und seine Berather. Da ist alsdann an Einigkeit nicht mehr zu denken. Der eine gewinnt Verbündete im Innern des Staates, dem Könige selbst muss er helfen, das murrende, widerspenstige Volk zu bändigen. Das Volk wird bluten, aber der König und seine Rathgeber werden dennoch unter so besserem Vorwande Opfer dessen, dem innerer Zwiespalt der Staaten der grösste Vortheil ist. Dann erst wird das Volk, alles Zurückhaltenden frey, sich kräftig ermannen und in der Verzweiflung sein Recht suchen, wie es die Spanier thun. — Daran ist kein Zweifel! Aber — wieviel schöner und wünschenswerther, es thäte so mit seinem Könige zu einer grossen gemeinschaftlichen Sache verbunden!

Oder hat man etwa im Sinne, den Traktat zu vollziehen, um ihn nach wenig Wochen oder Tagen wieder zu brechen? Das verhüte Gott! Lasse man doch endlich, durch harte Erfahrung belehrt, von der kleinlichen Politik der Schwächlinge, die mit List umgehen, welche verborgen seyn soll und doch hell am Tage liegt! Durch nichts als ein offenes Handeln mit grossem Sinne kann die feinere List des Feindes bekämpft werden. Wie dies glücke, zeigt Spanien; das Gegentheil hat nie Seegen gebracht! Noch ist unsere Sache gerecht vor Gott und der Welt, noch ist das Herz des Preussischen Staates vorwurfsfrey, seine Ehre ungeschmälert, und wir dürfen hoffen auf den Beystand des Himmels, der in der angestammten Kraft des guten Gewissens sich uns verbündet. Der Bruch eines in der Meinung, ihn zu brechen, geschlossenen Vertrages ist ein Flecken auf unserer Seele, den nichts löschen, eine Vergiftung der Quellen unseres Handelns, die nichts tilgen kann. Mit welchem Vertrauen doch kann man alsdann wohl zum Volke sprechen und es aufbieten zum Verfechten einer Unredlichkeit, die es weit von sich stossen wird? Wo wird man

Worte finden, die eindringen in die Herzen, da nur die Fülle sittlicher Kraft in lebendigen begeisternden Worten ausströmt? — Denn was zu diesem Behuf bis jetzt vorgelegt worden ist, muss in jedem Falle für ungeschrieben erklärt und zurückgenommen werden. — Der edelste und darum kräftigste Theil der Nation wird sich absondern von der verunreinigten Sache, und vergebens wird man über Mangel an Vaterlands-
 liebe klagen, da der Rechtschaffene nur trauern über die Verschuldung, womit das Vaterland behaftet ist, nicht aber sie theilen kann. Aber der übrigen Sinn und Arm wird das Bewusstseyn der Schuld lähmen. Der mit dem Vorsatz der Nicht-Erfüllung geschlossene Vertrag wird wie ein Schreckbild ihnen vor Augen schweben und sie schlagen, wie dort der Anblick der gebrochenen Friedensacte vor dem Heere der Muselmänner die Christen schlug!

O möge die heilige und darum siegreiche Sache der Spanier und Schweden doch nicht verdorben werden durch die Vermengung mit einer unheiligen! Möge nicht eine von uns ausgehende Ansteckung das zum Kampfe des Guten gegen das Böse sich rüstende Europa lähmen und niederdrücken! Gott und unsere gute Sache! das kann noch die Losung und das freudige mit Spanien, Schweden und England eintönende Feldgeschrey Preussens seyn — ein Federzug, und die Zunge wird ihren Dienst verweigern und der erhobene Arm sinken.

Darum ist der einstimmige Wunsch der unterzeichneten, ihren König und das Vaterland feurig liebenden Männer, die Convention möge nicht ratificirt werden und Ew. Excellenz, welche besser, als wir sie vorstellen können, alle Gründe gegen die Ratification erwägen, mögen allen Ihnen eignen Nachdruck anwenden, um sie zu verhindern. Einen Gewalthstreich zu wagen, denken wir, verbiete dem Feind seine Lage, und thue er es, so sey auch das nicht unerwünscht. Auf jeden Fall aber gäbe es ein Mittel, die Ratification zu verzögern, dem der Feind nicht ohne seinen Schaden entgegen seyn könne, indem es zugleich das Volk mit dem Interesse des Königs verknüpfe — nämlich, das Volk in seinen zu berufenden Stellvertretern darum zu befragen. So gewinne man Zeit, den günstigsten Augenblick abzuwarten, den ja jeder nächste Tag uns bringen könne. Werde man aber gedrängt, so möge dann die Ratification beschlossen werden oder nicht, der König sey alsdann nicht allein für sie verhaftet, sondern die ganze Nation habe eine Sache mit ihrem Oberhaupte und müsse tragen, was aus ihrem Entschluss folge. Dies sey der beste Weg, Klugheit mit Rechtlichkeit zu vereinen.

Und diese Meinung halten Unterzeichnete für Pflicht, unumwunden auszusprechen, um ihr Gewissen vor dem Vorwurf zu schützen, nicht alles gethan zu haben, was sie vermogten, um einen Schritt zu verhüten, der Verderben ohne alles Bedauern zur Folge haben würde.

v. Scharnhorst. N. v. Gneisenau. Nicolovius. Süvern. Schön. v. Grolmann. Röckner.

Immediat-Schreiben Steins Königsberg, 16. Oktober 1808
 Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92, Friedr. Wilhelm III. B VII a 7 C

*Auch ohne Nachrichten aus Erfurt glaubt Stein den weiteren Gang der Kontributions-
 sache voraussagen zu können. Napoleon werde nach dem Austausch der Ratifikationen
 keinen Anlass mehr sehen, Milderungen zuzugestehen.*

Mr. de Goltz doit craindre quelque espièglerie des suppôts de Napoléon et qu'on ne lui vole ou lui enlève de force ses papiers, c'est la raison de son silence que Votre Majesté daignera trouver excusable. Il me paraît qu'on peut déjà deviner la marche — les ratifications sont échangées et l'Empereur Napoléon n'a plus aucun motif pour se prêter à des adoucissements et il renvoie à Mr. Daru toute l'affaire ¹⁾.

Friedrich Wilhelm III. an Stein Königsberg, 16. Oktober 1808
 Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92, Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C, Konzept mit eigenh. Nachschrift. — Reinschrift (eigenh.) St. A. — Nach der Reinschrift

Sucht Stein die Verantwortung für die Ratifikation des Pariser Vertrags zuzuschieben, da dieser sich nie positiv und mit guten Gründen (raisonnements solides) gegen die Ratifikation ausgesprochen habe. Betont diese Feststellung, da Stein die Sache jetzt etwas anders anzusehen scheine.

Il ne me paraît guère douteux que la marche que nos affaires prendront à Erfurt, ne soit celui que vous présumez ²⁾, une fois les ratifications échangées. Ce sera toujours une question difficile ou plutôt impossible à résoudre, si on a bien ou mal fait de ratifier. Je dois cependant en cette occasion observer encore que je ne me serais jamais décidé à ce parti si vous aviez été d'une opinion positivement contraire, appuyée par des raisonnements solides ³⁾, car tout ce que j'ai pu dire ou écrire au Cte. Goltz à ce sujet avant son départ, ne pouvait avoir de suite, comme il est parti d'ici sans avoir été muni de la ratification en question et sans qu'il fût seulement question d'un acte pareil qui ne fut arrêté qu'après mon retour de Memel ⁴⁾ et après l'entrée des dépêches postérieures de Paris ⁵⁾, commentées par Le Coq ⁶⁾, opinion partagée par vous, qui me fit enfin prendre le parti, sur votre conseil, de ratifier en blanco. J'ai jugé utile de répéter ici en peu de mots la marche de cette affaire — dont, sans doute, les suites sont tout aussi incommensurables d'un côté, qu'elles en l'auraient sans doutes été de

¹⁾ Mit dieser Prophezeiung behielt Stein nicht recht, Napoleon kam Preussen nach dem Austausch der Ratifikationen entgegen, indem er sowohl die Kontributionssumme herabsetzte, wie auch für den Modus der Zahlungen, über den er allerdings Daru weiter verhandeln liess, bedeutende Erleichterungen zugestand. Vgl. Hausserr a. a. O. S. 232 ff.

²⁾ In seinem Schreiben vom 16. Oktober 1808.

³⁾ Damit werden Steins Argumente für einen Kampf an der Seite Oesterreichs und eine Volkserhebung als unsolide Phantasterien abgetan.

⁴⁾ Der König hatte sich vom 22.—25. September zu einer Truppenbesichtigung in Memel aufgehalten.

⁵⁾ Die Berichte des Prinzen Wilhelm und Brockhausens vom 15. und 16. September. Gedr. Hassel a. a. O. I. S. 489 ff. u. S. 509 ff.

⁶⁾ Vgl. Hassel ebd. S. 566, Anm. 1.

l'autre — puisque j'ai cru m'apercevoir dans un de vos derniers billets que vous envisagiez maintenant un peu différemment la chose. Cependant, la confiance que m'inspirent vos lumières ne me permettait pas d'en agir autrement.

Nachschrift. Les débuts du Cte. Goltz à Erfurt contenus dans la partie ci-jointe de sa dépêche¹⁾, prouvent évidemment que ce ministre avait très bien saisi le sens dans lequel il s'agissait de s'expliquer au sujet de l'affaire de la ratification. Je dois ajouter encore que dans ma lettre du 21 septembre à l'Empereur de Russie²⁾, dont il était le porteur, je dis expressément que je n'avais pas signé encore le funeste traité de Paris, vu l'impossibilité absolue et totale de payer les 140 millions sur lesquels on s'obstine³⁾.

Niebuhr an Stein

Amsterdam, 17. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 82 III. Adh. Gen. 20, Ia

Gerüchte über den Abgang Steins und die pariser Konvention. Ergebnislosigkeit der Anleiheverhandlungen wegen der unsicheren Lage des preussischen Staates. Der Verkauf der Kronjuwelen. Die Handelssperre gegen England.

Euer Excellenz verehrtes Schreiben vom 29ten habe ich am Sonnabend, einen Tag nach Abgang der letzten Preussischen Post, zu erhalten die Ehre gehabt. Die in hiesigen Zeitungen enthaltenen wohl aus Französischen Blättern entlehnte und allgemein geglaubte Nachricht, dass Ew. Excellenz Königsberg verlassen hätten, verursachte, dass ich es bisher für fruchtlos hielt, Berichte an Sie abgehen zu lassen, wodurch auch um so weniger versäumt geworden ist, da diese doch nichts weiter enthalten haben würden als Wiederholungen und Bestätigungen der schon so oft entwickelten Umstände, welche jeder Hoffnung entgegenstehen, ein Anleihen für unseren Hof zustande zu bringen. Auch heute muss ich mich auf diese traurigen Gegenstände einschränken . . .

Seither haben die Gerüchte über Preussens Schicksal seit dem Moniteur vom 8. September mannichfaltig abgewechselt, ebenso wie der Glaube oder Unglaube an den im politischen Journal angegebenen Inhalt der Convention von Paris und die Sagen über neuere, darüber unter der Vermittlung des Russischen Kaisers angeknüpfte Unterhandlungen. Diese Gerüchte widersprechen sich durchaus von einem Tage zum andern. Während gestern die allertraurigsten geglaubt wurden, unterhält man sich heute auf die Autorität der Leydener Holländischen Zeitung von Couriren mit trefflichen Botschaften u. s. w. Dass man bey einem so convulsivischen Zustand der öffentlichen Meinung in ganz Niederland

¹⁾ Immediatbericht von Goltz, Erfurt, 7. u. 8. Oktober 1808. Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. XI. 89, fasc. 462.

²⁾ Gedr. Bailleu, Briefwechsel Friedr. Wilh. III mit Alexander I. S. 179f.

³⁾ Über die verschiedenen Korrekturen des Schreibens vgl. Lehmann a. a. O. II. S. 577, Anm. 1.

auch nicht ein einzelnes Individuum finden würde, welches hundert Gulden an unsern Staat liehe, ist wohl keinem Zweifel unterworfen, selbst in der Entfernung, wenn man sich nur an die Stelle der Capitalisten denkt, von denen das Geld kommen müsste . . . *Der Geldmarkt in Holland. Die spanischen und die bayrischen Obligationen.* Anschaulich überzeugt von der grossen Rechtschaffenheit seines Königs und seiner Regierung, wohl wissend, dass die Erhaltung des Staats von der Vermeidung des Bankerotts abhängt, gibt der Holländer, welcher noch Geld anhäuft oder aus Capital Rückzahlungen erhält, vorzugsweise an den Credit seines Vaterlandes . . . Von allen andern kleinen Staaten ist er aufmerksam überzeugt, dass sie mit einem durch die steigende Verarmung ihrer Staaten stets wachsenden Deficit immer fort und jedes Jahr zu kämpfen haben werden, und er vertraut fremden Regierungen nicht genug, um nicht zu fürchten, dass man sich nicht am Ende auf Kosten des a u s l ä n d i s c h e n Gläubigers erleichtern werde, wenn er auch nicht ein gewaltsames Ende für den Geld suchenden Staat ahndet . . . Ew. Excellenz werden mir, nach der Güte, mit der Sie mich stets beurtheilt haben, die Gerechtigkeit widerfahren lassen, überzeugt zu sein, dass das Gelingen des übernommenen Geschäfts das Ziel aller meiner Wünsche und Bestrebungen gewesen und die Einsicht der Unmöglichkeit eine sehr schmerzliche ist . . .

Der Verkauf der Juwelen wird hier sehr gewissenhaft und gewandt . . . besorgt werden, auch ohne Schwierigkeit ein Vorschuss darauf geschehen, um die Operation nicht zu übereilen. Ich bemerke nur, dass die beiden mir zugesandten Verzeichnisse wohl nur ein Theil der zum Verkauf bestimmten Steine enthalten, indem die Totalsumme ihres Wertes nach approximativen Berechnungen doch nicht sehr bedeutend ist

Ein sehr strenges Decret verbietet durchaus das Einlaufen und Auslaufen aller Schiffe in Holländischen Häfen, so dass die Exportation der Staats Producte aufs neue gänzlich gehemmt ist. Auch in Hinsicht der Fischer sind Maasregeln genommen, welche die Zerstörung aller Correspondenz mit England beabsichtigen

Immediat-Schreiben Steins

Königsberg, 18. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92, Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C

Den Vorschlägen von Goltz entsprechend, bietet Stein seinen Rücktritt aus seiner bisherigen Stellung und seine weitere Mitarbeit in einer andern, inoffiziellen vertraulichen Form an. Legt einen auf Grund der neuen Lage modifizierten Organisationsplan vor, sowie Vorschläge zur Besetzung der wichtigsten Posten seines bisherigen Amtes, wobei der Wille zur Fortführung der Reform Voraussetzung bleibt. Warnung vor der Politik einer unbedingten Hingabe an Frankreich.

J'ose mettre sous les yeux de Votre Majesté la lettre du Comte de Goltz d'après laquelle il est d'avis que je me retire entièrement du service pour influer en secret du lieu de mon séjour.

L'Empereur Napoléon sera probablement assez occupé par la guerre de l'Espagne pour ne point s'occuper de moi, et il sera tranquilisé si Votre Majesté me prive de la place de confiance qu'Elle a daignée m'accorder.

Ce cas existant Votre Majesté voudra me permettre,

1) de lui proposer un plan d'organisation modifié et calculé sur la situation présente des affaires ¹⁾, qu'on mettrait en exécution au moment de l'évacuation du pays;

2) de lui proposer la nomination des personnes auxquelles passeraient les fonctions de mon emploi, dans le choix desquelles je pars du principe que Votre Majesté veut réorganiser la monarchie sur les principes de respect pour la liberté des personnes et des propriétés qu'elle a adopté jusqu'ici et qu'elle veut donner une constitution qui appelle toutes les lumières et toutes les volontés au secours du gouvernement.

Dans cette nouvelle organisation administrative, je pourrais trouver une place qui, sans me mettre en évidence, m'assure les moyens d'être encore utile.

Le Comte Goltz parle d'un abandon absolu à la France — pourvu que l'exemple des puissances qui ont suivi ce système, celui de l'Hollande, de l'Espagne, de la Sardaigne et de l'Etrurie, eût été plus rassurant.

Stein an Staegemann

Königsberg, 20. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151 a. Tit. 21. Nr. 4 a.

Die Mittel zur Bezahlung der in Erfurt von 140 auf 120 Mill. Francs ermässigten Kontribution (70 Mill. Pfandbriefe, 50 Mill. Wechsel), insbesondere zur Deckung der ersten, am 8. November fälligen Rate (das goldene Service, die holländische Anleihe) ²⁾.

Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 20. Oktober 1807

St. A.

Die Beratung über die Durchführung der Handelssperre gegen England und die Entscheidung über die Entlassung Steins bis nach der Rückkehr von Goltz vertagt. Besprechung über die Personenfrage bei der Durchführung des Organisationsplans in Aussicht genommen.

Je pense que l'affaire des cordons pourra facilement être remise jusqu'après le retour du C. Goltz. Ce ne sera qu'alors aussi et après avoir parlé à l'Empereur, que je me reserve de prendre un parti définitif sur votre propre . . .³⁾, qui, soyez-en bien sûr, me coûtera bien cher. Je compte m'entretenir avec vous un de ces jours sur la choix à faire des personnes propres à s'identifier dans le plan d'administration que vous aviez tracé, ce qui toutefois ne sera pas facile.

¹⁾ S. den Immediat-Bericht Steins vom 28. Oktober 1808, unten S. 556.

²⁾ Auf die Korrespondenz und die Verhandlungen Steins über die Mittel zur Deckung der ersten Kontributionsraten kann hier nicht näher eingegangen werden. Vgl. die ausführliche Darstellung von Hausherr, der die nötigen Akten benutzt und zitiert hat. Sie befinden sich grösstenteils im Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 151a, Tit. XXI, 3. Gen. 19. Nr. 4a und Rep. 82. III. Adh. Gen. Nr. 20.

³⁾ Unleserliches Wort.

Wittgenstein an Stein

Hamburg, 21. Oktober 1808

Brand.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein, I, 1, 10. Konzept

Steins Brief vom 15. August 1808. Drängen Bernadottes und Bouriennes auf eine öffentliche Erklärung Wittgensteins in dieser Angelegenheit. Befehl Napoleons zur Verhaftung des Kurfürsten von Hessen.

Ich habe mit Vergnügen aus Ew. Excellenz verehrlichem Schreiben vom 3ten d. ersehen, dass Sie meinen Ihnen gewidmeten Gesinnungen Gerechtigkeit widerfahren lassen, und dass ich mich in Ansehung des Gesichts Punkts, in dem der abgedruckte Brief abgefasst gewesen ist, nicht geirrt habe ¹⁾. Wahrscheinlich wird man die Gelegenheit gefunden haben, auch in Erfurt diese Ueberzeugung zu geben.

Ich sehe hierüber mit vielem Verlangen nähern Nachrichten entgegen . . . Der Ew. Excellenz bekannte General Graf Goltz und der Graf Wartensleben ²⁾ scheinen wegen ihrer freundschaftlichen Verhältnisse mit mir zu wünschen, dass ich wegen dieses Vorfalls gerechtfertigt würde und haben von mir verlangt, dass ich mich zu irgend einer öffentlichen Erklärung verstehen möchte. Ew. Excellenz werden sich ohne meine Versicherung überzeugt halten, dass ich dieses Verlangen bis jetzt auf eine schickliche Art und unter dem Vorwand abzulehnen gesucht habe, dass ich durch die von meinem Allerhöchsten Hofe zu nehmenden Maasregeln gewiss gerechtfertigt werden würde.

Der General Graf Goltz hat auf Veranlassung seines Chefs noch vor einigen Tagen einen sehr vortheilhaften Bericht von mir erstattet und glaubt sich nunmehr um so mehr berechtigt, mich zu einer solchen Rechtfertigung auffordern zu können.

Ich werde mich hier fernerhin ruhig aufhalten und diejenige Maasregeln abwarten, die man in Königsberg zu treffen für gut finden wird.

Dem General Grafen von Goltz ist seit einigen Tagen der Befehl zugekommen, den Churfürsten von Hessen, da, wo man ihn finden sollte, arretiren zu lassen. Man scheint unzufrieden zu sein, dass man ihm Französische Pässe gegeben hat und überhaupt die Ueberzeugung zu haben, dass sich der Churfürst mit Anzettlungen von Unruhen beschäftigt. So wie ich diesen Fürsten kenne, so darf ich wohl behaupten, dass man ihm zu viel Ehre erzeigt. Er wird unterdessen gewiss nicht wieder in die hiesige Gegend zurückkommen.

Ich bitte übrigens, dass Ew. Excellenz die Nachricht von dieser anbefohlenen Arretirung als ein Geheimnis betrachten . . .

¹⁾ Vgl. oben S. 534 f.

²⁾ Vgl. oben S. 481, Anm. 1.

Entwurf einer „Proclamation an sämtliche Bewohner des Preussischen Staates.“ Königsberg, 21. Oktober 1808

St. A. — 1. Entwurf von der Hand Süverns mit Korrekturen Steins, dabei Reinkonzept (Kanzleihand). Das letztere ist eine Abschrift des von Stein korrigierten 1. Entwurfs, die nachträglich wiederum von Süvern an wichtigen Stellen geändert wurde. — Abdruck nach dem Reinkonzept. Die letzten Änderungen Süverns geperrt. Die wichtigsten Abweichungen der ersten Fassung in den Anmerkungen.

Programmatische Erklärung über die bisherigen Ergebnisse und die ferneren Ziele der Staatsreform ähnlich wie in dem Artikel vom 26. September 1808.

Ein Jahr bereits ist verfllossen, **t r e u e u n d g e l i e b t e U n t e r t h a n e n** ¹⁾, seit eure Erwartungen und Hoffnungen auf die Verbesserung der Staats-Verfassung und Verwaltung gespannt sind. Umstände, die ihr kennt, haben schleunige Erfüllung dieser Hoffnungen, unserer aller Wünschen zuwider, gehindert. Dass sie aber nicht leer und grundlos sind, mag eine kurze Übersicht dessen, was schon geschehen ist und noch geschehen soll, euch darthun.

Es ist mein aufrichtiger Wunsch und ernstliches Bestreben, die vom Kriege und seinen Folgen eurem Wohlstande geschlagenen Wunden zu heilen und euch wieder zu beglücken, auch in den Stand zu setzen, ungehindert und frei, obgleich in gesetzlicher Ordnung, thun zu können alles, was eure Wohlfahrt gründet und fördert, damit ihr, von Liebe und Dank durchdrungen, dem Staate innig euch anschliesset, welcher dies Glück euch gewähret und sichert.

Lästige Schranken des freien Gewerbes und Güterverkehrs sind deshalb schon zerbrochen (Edict vom 9ten Octbr. v. J.) und die bisher darin geschiedenen Stände zu gleichen Rechten gestellt. Ich selbst habe einem Vorrechte, das euch alle beschränkte, dem Mühlen Regale, in dieser Hinsicht entsagt (Verordnung vom 29sten März d. J.) und in dem harten Mühlenzwang eine Last vernichtet, welche die Dürftigsten unter euch gerade am schwersten drückte. — Und jegliches Hindernis der freien Thätigkeit und des Gewerbefleisses, ob es auch durch Gewohnheit und Alter in den Meinungen vieler geheiligt und vom Eigennutz vertheidigt würde, soll also weggeräumt, **j e g l i c h e r G e w e r b s z w a n g** soll, wie noch vor kurzem an einigen Zünften geschehen ist (Ed. vom 20sten Oct. d. J.), so überall ²⁾ verbannt werden.

Was aber höher und köstlicher ist als Gewerbe und Verkehr, die Freiheit der Personen ³⁾, ist allen Bürgern meines Staates ohne Unterschied verkündet ⁴⁾. Das geschah, als ich die Erbunterthänigkeit

¹⁾ Ursprünglich: „*Preussen! Ein Jahr bereits ist verfllossen . . .*“

²⁾ Ursprünglich: „*Jeglicher Zunftzwang soll verbannt werden.*“

³⁾ Das ursprünglich folgende „*und des Eigenthums*“ ist gestrichen.

⁴⁾ Hier folgte ursprünglich: „*Nur freye Leute sollen hinfort mein Land bewohnen! Das verbürgte ich selbst, als ich die Gutsunterthänigkeit aufhob (den 9. October v. J.) und wiederum als ich, mit eigenem Beispiele vorgehend, allen meinen Domänen Bauern (Edict vom 27. July d. J.) ihre vorher nur benutzten Güter zu freyem Eigenthum schenkte, wodurch die Zahl freyer Grundbesitzer in den hiesigen Provinzen allein um 47 000 Familien vermehrt ist. So ist ein Stand freyer Landbauern entstanden, dessen Fleiss neuen Segen über euch alle verbreiten wird, so werden nur freye Leute fortan mein Land bewohnen.*“

aufhob (d. 9. Oct. v. J.) und dadurch einen Stand freier Landbauer schuf, dessen Fleiss neuen Seegen über euch alle verbreiten wird. So werden nur freie Leute hinfort meine Lande bewohnen! Auch eines sichern Eigenthums froh machen will ich jeden Landmann, so viel an mir liegt. Was ich in dieser Hinsicht allen Domainen-Bauern meines Staates zu gewähren entschlossen bin, möget ihr sehen aus dem, was den Domänen-Bauern hiesiger Provinzen schon verliehen worden, denn ihre vorher nur benutzten Güter habe ich ihnen zu freiem Eigenthum geschenkt (Edict vom 27sten Julid. J.), wodurch die Anzahl freier Gutsbesitzer allein in Ostpreussen, Westpreussen und Lithauen allein um 47000 Familien vermehrt ist.

Und aller Rechte, die freien Männern zustehn, soll nunmehr der Landmann, soll jeder Bürger meines Staats geniessen ¹⁾. — Damit ihr selbst an der Verwaltung eurer Angelegenheiten durch Berathung fortan Theil haben möget, soll die ständische Verfassung erweitert und vervollkommnet werden.

Wackere Männer aus eurer Mitte sollen zugeordnet werden den Behörden jeder Provinz und euch insgesamt vertreten, und Gelehrte, Sachkundige und Künstler aller Art Rathgeber seyn in jedem Zweige der Verwaltung. In eure eigenen Hände, Bürger der Städte, wird man euer Gemeinwesen geben und lossprechen eure Obrigkeiten von der beschwerlichen Vormundschaft der Kammern. Ihr selbst werdet eure Obrigkeiten wählen, die Verwalthing des Vermögens eurer Städte wird eurer Leitung und Aufsicht mit anvertrauet werden, damit ihr euch freuet ihres durch eure eigene Thätigkeit erhöhten Flors.

Wo nur ein Unterschied der Rechte zwischen Bürgern und Bauern obwaltet — er soll fallen!

Keinen mehr soll seine Religion ausschliessen von Aemtern und Würden, sondern überall werden gleich seyn alle christliche Religionsverwandten in ihren Ansprüchen auf Aemter im Staat.

Ausgeglichen werden soll jede Unebenheit der Gesetze und Rechtspflege, aufhören jede besondere Gerichtsbarkeit; denn die Gerichtsbarkeit ²⁾ ist Ausfluss der obersten Gewalt, nicht der Grundherrschaft, und alle Bürger des Staats sollen gleich stehen vor dem Recht und Gesetz.

¹⁾ Hier folgt ursprünglich: „Widersinnige Jagdgesetze hatten euch des Rechtes beraubt, Waffen zu haben. Jedem unbescholtenen, mit Eigenthum angesessenen Manne gebe ich es von nun an zurück. — Ja, an der Verwaltung eurer Angelegenheiten sollet ihr selbst, ihr alle Stände meines Volkes, durch Berathung fortan theilhaben.“ Süvern hatte zunächst: „... fortan Teil haben, ihr selbst sollet mithelfen, euch zu regieren.“ Stein schaltete ein: „Durch Berathung“ und strich den Nachsatz. In der Schlussredaktion fiel dann der erste Teil dieser Ausführung ganz weg, der letzte wurde wie oben geändert.

²⁾ Zusatz Steins.

Schon sehet ihr alle ausschliesslichen Ansprüche vernichtet im Soldatenstande. Nur die begründeteren Ansprüche des Verdienstes, des persönlichen Werths und der Kenntnisse sollen künftig hier gelten und durch sie dem Geringsten und Aermsten wie dem Vornehmsten und Reichsten die höchsten Stufen soldatischer Ehre und Macht offen stehen. Keine entehrende Behandlung mehr soll den Vertheidiger des Vaterlandes niederschlagen und abstumpfen, keine schmähhche Leibesstrafe den Mann von Ehrgefühl abschrecken, der heiligen Pflicht, fürs Vaterland die Waffen zu tragen, die allen Bürgern gemein ist, willig nachzukommen. Auch die Verwaltung eurer Angelegenheiten und die Geschäftsführung zu vereinfachen und zu beschleunigen, von der obersten Behörde bis zu der untersten, auch darauf ist euer König bedacht. Mein ernster Wille ist, dass künftig nicht mehr geschrieben denn gehandelt, nicht mehr soviel Zeit mit leeren Förmlichkeiten verschwendet werde. Was in dieser Hinsicht beschlossen, auch bekannt zu machen, ist dieses Orts nicht. Aber zu seiner Zeit soll es geschehen. Kein Zweig der Staatsverfassung und Verwaltung ist, dem nicht wichtige Verbesserungen bevorstehen.

Um aber zu verhüten, dass ihr über dem Zeitlichen und seiner Besorgung das Ewige nicht aus den Augen verliert, wird mein besonderes und vornehmstes Augenmerk seyn die Religion und ihre Übung. Damit dieser innerste Lebensquell, aus welchem Kraft zu allen Menschen- und Bürgerpflichten entspringt, nie in euch versiege, wird man sorgsam wachen über die Heiligkeit des Gottesdienstes, gleichwie über des Standes Reinigkeit und Unsträflichkeit, welcher dem Dienste der Religion ausschliesslich sich widmet und durch Lehre und Beispiel Vorgänger und Erzieher der Erwachsenen seyn soll, und sein Ansehen und Würde, ohne Unterschied der Confessionen, schützen und mehren.

Und die Erziehung der Jugend zu einem kräftigen Geschlechte, worin die erhabenen Zwecke des Staats sich erhalten und fortentwickeln, ist bereits Gegenstand ernsthafter Beschäftigungen der dazu angeordneten Behörde und wird es ferner seyn. Der schon längst vorbereiteten gleichmässigen Nationalbildung, auf einen neuen und sichern Grund gestützt, soll endlich die Preussische Jugend sich zu erfreuen haben. Den Muth und Eifer der zu diesem ehrwürdigen Geschäft berufenen Männer soll meine theilnehmendste Fürsorge auch für ihr äusseres Wohl beleben. Aus dem Allen wird euer Glück, mit dem euren das Glück des Staats und in der Erfüllung meiner sehnlichsten Wünsche zugleich das meine verjüngt aufblühen. Nicht lange mehr — ein mit dem Kaiser von Frankreich geschlossener Vertrag giebt mir die frohe Aussicht — so werde ich die Verwaltung meiner gesamten Staaten wieder antreten und meine thätige Fürsorge über alle Theile meines Volks wieder ausdehnen, wie meine landesväterliche Liebe auch in der Ferne sie immerdar um-

fasst hat. Theure Bürger meines Reichs¹⁾, ich vertraue fest eurer Liebe, eurer standhaften Treue — vertrauet auch ihr fernerhin eurem wohlmeinenden Könige! Gebet der Welt das schöne Beispiel eines durch Unglück zwar gebeugten, aber um so fester vereinten, um so inniger an seinen Fürsten geschlossenen Volks. Und dem Staate erflehet vom Himmel ein heiteres Loos, damit er bald werden könne, wie er zu werden strebt, und wir unsere Hoffnungen herrlich erfüllt sehen ²⁾!

Kabinetts-Ordre an Minister Schroetter Königsberg, 24. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a, XXII. 4. Konzept (Kanzleiband) auf Grund einer Randverfügung Steins zum Immediat-Bericht Schroetters vom 13. Oktober 1808

Genehmigung der von ihm vorgeschlagenen Aufhebung des Zunft-Zwangs und Verkaufs-Monopols der Bäcker, Schlächter und Höker in Ostpreussen, Lithauen und Westpreussen.

Kabinetts-Ordre an Bismarck

Königsberg, 26. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXII. 6. Konzept Schön

Um den in Schlesien umlaufenden Missdeutungen des Oktober-Edikts und der aus ihnen entstehenden Beunruhigung des Landvolks entgegenzutreten, wird Bismarck angewiesen, die Broschüre von Nicolovius „Keine Erbuntertänigkeit“ in der Provinz zu verbreiten und insbesondere dahin zu wirken, dass sich die Behörden durch diese Schrift eine richtige Kenntnis des Inhalts und der Absichten des Oktober-Edikts verschaffen. Ausserdem sollen die Redakteure der schlesischen Provinzialblätter zu einer ausführlichen empfehlenden Anzeige der Schrift aufgefordert werden.

Stein an Götzen

Königsberg, 27. Oktober 1808

Nach Hassel a. a. O. I. S. 558 f.

Ergebnis der Verhandlungen in Erfurt. Trotz der dort erreichten Milderungen der pariser Bedingungen und der Bemühungen, mit England zu einem Frieden zu kommen, glaubt Stein nicht an eine Mässigung der Politik Napoleons und rät, die Vorbereitungen zum bewaffneten Eingreifen im Falle eines Konflikts zwischen Frankreich und Preussen fortzuführen.

Vermerk Götzens: Präsentirt Glatz, am 9. November 1808.

Je n'ai pas reçu de reponse de vous, Monsieur le Comte, sur mes lettres du 23 de septembre et sur celle qui vous est parvenue par M. de Malachowski.

L'entrevue d'Erfurt a abouti, quant à nous, à faire modifier la convention de Paris en tant que la contribution est fixée à cent-vingt millions de livres payable en trois ans et des stipulations en cas d'une guerre contre l'Autriche.

¹⁾ Nachträgliche Einschaltung. Statt der Anrede: „Theure Bürger . . .“ ursprünglich wiederum nur: „Preussen“. Dann weiter wie oben.

²⁾ Die Proklamation sollte ursprünglich durch die Geistlichen verkündet werden. Der Entwurf eines Rundschreibens an die Konsistorien und Bischöfe, ebenfalls von Stüvern verfasst, mit einer auf das rein Organisatorische der Verbreitung bezüglichen Randbemerkung Steins, die versehentlich vom 3. Oktober, statt vom 3. November datiert ist, ebenfalls im St. A.

Quant aux affaires générales, les deux empereurs ont fait des offres de la paix à l'Angleterre lesquelles, cependant, ne seront vraisemblablement point acceptées, à moins que la France n'assure l'indépendance de l'Espagne et ne se porte encore à des sacrifices en Allemagne. Je doute que l'ambition fougueuse de Napoléon lui permette de revenir à un système de modération. Il faudrait toujours continuer à entretenir l'esprit public dans des bonnes dispositions, à préparer tout dans l'intérieur par acheter des armes, des formations masquées du militaire etc., pourqu'en temps de guerre contre l'Autriche, on puisse parvenir à briser les chaînes.

J'attends avec impatience de vos nouvelles d'une reponse sur mes lettres antérieures.

Immediat-Bericht Steins

Königsberg, 28. Oktober 1808

St. A. Konzept. — Reinschrift Brand.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 49 E. — Nach dem Konzept.

Abänderung des Organisationsplans vom 23. November 1807 infolge der durch Steins bevorstehendes Ausscheiden aus dem Ministerium veränderten Situation. Trennung der bisher von ihm gemeinsam verwalteten beiden Ministerien. Bildung des Staatsrats unter Heranziehung von Staatsräthen ohne eigenes Ressort, die Stein die Möglichkeit geben soll, weiterhin in dieser Eigenschaft die Fortführung der Reform zu unterstützen und zu überwachen. Der früher erörterte Plan, Stein ohne offizielle Verbindung mit der Regierung als geheimen Berater heranzuziehen, wird als undurchführbar aufgegeben.

E. K. M. überreiche ich in der Anlage unterthänig die Skizze eines Planes zur Organisation der obersten Staatsbehörde der Preussischen Monarchie. Der vorliegende Entwurf unterscheidet sich von dem bereits in Memel [von] E. K. Majestät genehmigten nur in folgendem:

- 1) die Stelle des Ministers der Finanzen und des Innern wird getrennt — und zwey besondere Ministerien gebildet;
- 2) Das Plenum sämtlicher Ministers und Geheimen Staats Rätthe wird Staats Rath genannt — eine Benennung, die im Preussischen bis auf den heutigen Tag immer gewöhnlich war und die man in allen Europäischen Staaten wiederfindet.

Der Staats Rath als die oberste Behörde wird betrachtet, als handle er unmittelbar unter den Augen Eurer Majestät, sämtliche einzelne Verwaltungs Zweige werden von den einzelnen Abtheilungen des Staats Rathes verwaltet, und das Cabinet bildet sich aus den Ministern und den auf beständig oder für einzelne Veranlassungen dazu berufenen Geheimen Staats Rätthen.

Die Geheimen Staats Rätthe stehen theils gewissen Geschäfts Abteilungen vor, theils nehmen sie nur an den Verhandlungen und Beratschlagungen derselben einen allgemeinen Antheil oder erhalten besondere Aufträge. Meine Stelle wäre unter den Geheimen Staats Rätthen der letzteren Klasse, ich würde wirken können durch Theilnahme an den Beratschlagungen in dem Staats Rath, durch Anträge in demselben, durch

Aufmerksamkeit auf Aufrechthaltung richtiger Verwaltungs Grundsätze, durch Übernahme und Ausführung einzelner wichtiger Aufträge.

Ich würde nach Maasgabe der im Plan vorgeschlagenen Verfassung bey einzelnen wichtigen Angelegenheiten aufgefordert werden können, auch an den Verhandlungen im Cabinet können theilnehmen [!].

Auf diese Art bliebe ich in einer regelmässigen Verbindung mit dem Geschäfts Gang und den Geschäfts Männern und erhalte auf beyde einen bestimmten Einfluss.

Dieser Einfluss würde sich gründen auf das Zutrauen Eurer Majestät, auf die Rücksicht, welche Höchstdieselbe nehmen würden auf meine Vorschläge in Hinsicht auf Sachen und Persohnen, auf die Uebereinstimmung der Verwaltungs Grundsätze, zu welchen die gewählten Persohnen sich bekennen mit den meinigen, auf ihre persöhnliche Verbindung mit mir.

Der grösste Theil dieser Vortheile verschwindet durch einen anscheinenden gänzlichen Austritt aus dem Dienst mit Erhaltung eines geheimen Einflusses. — Soll ich in Verbindung mit dem Geschäfts Gang erhalten [werden], so kann dieses nur geschehen schriftlich und mündlich mit den vom Staat gebrauchten Geschäfts Männern, und ein solcher fortdauernder Verkehr kann nicht verheimlicht werden. Der dadurch erhaltene Einfluss bleibt immer sehr unvollkommen, da man an den Verhandlungen selbst nicht Theil nimmt und also auch [weder] sie kennen zu lernen, noch darauf zu würken im Stande ist.

Ich rathe also allerunterthänigst, entweder den ersten Weg einzuschlagen und mir eine Stelle unter den Geheimen Staats Räthen anzuweisen, oder mich gänzlich zu entlassen und mich aller geheimen Theilnahme an öffentlichen Geschäften zu entbinden.

Stein an Wittgenstein

Königsberg, 28. Oktober 1808

Brandenburg.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein, I, 1, 10

Die abschliessenden Verhandlungen zwischen Goltz und Daru über die Ausführung des Septembervertrages. Dringende Aufforderung, den preussischen Staat bei der Aufbringung der Kontributionen und der Mittel zur Befriedigung der Staatsbedürfnisse durch energische Fortführung der Unterhandlungen mit dem Kurfürsten von Hessen und durch Beschaffung von Krediten in Hamburg zu unterstützen.

Ew. Durchlaucht sämtliche Schreiben sind mir bis zum 24. d. richtig zugekommen, und aus dem Bericht des Herrn von Grote habe ich ersehen, dass der letztere Courier auch wieder glücklich bei Ihnen in Hamburg eingetroffen ist. Der Graf Goltz wird Ew. Durchlaucht auch von allen unseren Angelegenheiten Kenntniss gegeben haben, und ich beziehe mich daher in der Hauptsache auf diese Mittheilungen. Dieser Minister ist gegenwärtig mit H. Daru in Berlin beschäftigt, um die letzte Hand an das mühsame Contributions Geschäfte zu legen. Nach den demselben von hier zugegangenen Instructionen und nach den hier

getroffenen Zahlungs Maasregeln darf man mit Zuverlässigkeit erwarten, dass alle Schwierigkeiten bis zum 1. November beseitigt sind. In 35 Monaten wird unsere ganze Contribution theils in barem Gelde und Pfand Briefen abgeführt sein, und es wird alles aufgebothen werden, um unsere Verbindlichkeiten zu erfüllen.

Für die ersten 10 bis 12 Monate ist durch unsere eigenen und die Mittel unseres Handels Standes gesorgt. Ich wünsche unterdessen, den von letzterem bezeigten guten Willen möglichst zu erleichtern, und da wir auch noch für manche andere Bedürfnisse des Innern sorgen müssen, so kann ich Ew. Durchlaucht nicht dringend genug auffodern, alles aufzubiethen, um uns zu unterstützen. Die Unterhandlungen mit dem Churfürsten, um uns einen Theil seiner Mittel zu überlassen, sind Ihnen gänzlich übertragen, man wird demselben alle Sicherheit geben, die derselbe nur verlangen kann. Suchen Sie ihn zu disponiren, uns alle Effekten zu überlassen, die wir als Unterpand benutzen können. Reden Sie in Hamburg mit denjenigen Banquiers, zu denen Sie nach Ihrer Local Kenntniss das meiste Zutrauen haben, und suchen Sie ihre Gedanken und Ansichten über unsere Geld Operationen zu erforschen.

Nach allem, was ich von Ihnen, dem H. von Grote und H. Niebuhr gehört habe, so scheinen mir die Herren Osy und Dehn in Rücksicht der Geschicklichkeit, Rechtlichkeit und Zuverlässigkeit das meiste Zutrauen zu verdienen. Suchen Sie uns in Hamburg selbst und durch die dortige Banquiers auf andern Plätzen einen Credit zu eröffnen und versäumen Sie vorzüglich nicht, die Ueberzeugung zu geben, dass uns unser Credit über alles heilig ist und dass wir wohl wissen, dass nur hiervon unser Wohl abhängt. Meine Grundsätze und unsere Mittel sind Ihnen bekannt. Geben Sie mir bald Nachrichten, ich sehe ihnen mit Verlangen entgegen.

Stein an Minister Schroetter

Königsberg, 29. Oktober 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 77. Tit. 303. Konzept (Kanzleiband) und Ausfertigung

Wird zur schleunigsten Vorlage des ihm aufgetragenen Entwurfs einer neuen Gesinde-Dienst-Ordnung bei der General-Konferenz und beim General-, Finanz- u. Polizei-Departement aufgefordert ¹⁾.

Räte und Zensor des Stammvereins des Tugendbundes an Stein

Nach A. Lehmann, Der Tugendbund, S. 138 ff.

Königsberg, 2. November 1808

Ueberreichen den „Entwurf zur Errichtung öffentlicher Uebungsanstalten in körperlichen Fertigkeiten“ und bitten um Unterstützung ihrer Bestrebung und Bestätigung des Entwurfs durch den König, sowie um die Erlaubnis für entlassene Offiziere und Soldaten, als Lehrer bei den geplanten Anstalten einzutreten.

Der sittlich-wissenschaftliche Verein wünscht den gutgemeinten Absichten seiner Verfassung möglichst bald zu entsprechen, und die zweite Geschäfts-Abteilung desselben für Volksbildung glaubt, dass sie den Anfang dazu machen müsse. Sie hat uns den beigelegten Entwurf zur

¹⁾ Schroetters Antwort vom 13. November 1808 ebd. Vgl. Lehmann II. S. 344.

Errichtung öffentlicher Uebungsanstalten in körperlichen Fertigkeiten zur Prüfung vorgelegt¹⁾ und aus den demselben zugleich beigelegten Aufsätzen, in denen die Ansichten deutlich ausgesprochen worden, nach denen die Ausführung statthaben soll, werden Ew. Exc. gnädigst zu ersehen geruhen, dass der beabsichtigte Zweck bloss und rein sittlich wissenschaftlich sein soll, so wie wir auch diesen Gesichtspunkt bei allen unseren Arbeiten mannhaft festhalten und keine Abweichungen davon gestatten werden. Im Allgemeinen sind die Grundsätze des Entwurfs in der Verfassung des Vereins enthalten und durch die allerhöchsterfolgte Genehmigung der letzteren die Sache selbst von Sr. Königl. Majestät bereits gebilligt; indessen bleiben wir unserm Vorsatz treu, in der Ausführung selbst ohne ausdrückliche spezielle Einwilligung der Staats-Verwaltungen nichts zu unternehmen, und in dieser Hinsicht wagen wir unsere erste diesfällige Bitte, dass Eure Excellenz geruhen mögen, den Entwurf zur Einführung öffentlicher Uebungsanstalten in körperlichen Fertigkeiten Sr. Königl. Majestät zur allerhöchsten Bestätigung vorzulegen.

Die Uebungen im Gebrauch der Waffen rechnen wir zu denjenigen Fertigkeiten, welche dem menschlichen Körper die meiste Gewandtheit geben, und daher sind sie in den Entwurf ganz besonders aufgenommen; aber so, wie zu den Waffenübungen an sich die Einwilligung des Staats-Oberhauptes nothwendig bleibt, so ists auch eben so gewiss, dass die Waffenlehrer nur aus dem Königlichen Militär gegeben werden können, und da von diesen jetzt sehr viele unthätig sind, diese aber bei den von uns beabsichtigten Uebungs-Anstalten ohne Zweifel recht gern thätig sein werden, so richten wir unsere zweite unterthänigste Bitte dahin: dass Eure Excellenz zur freiwilligen Anstellung der jetzt dienstlos umherirrenden Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten als Waffenlehrer und Vorsteher bei den Uebungs-Anstalten von Sr. Königl. Majestät die allergnädigste Erlaubnis auswirken mögen.

Der zweite § des Entwurfs besagt, dass die Uebungs-Anstalten der Aufsicht des Staates unterworfen sein sollen, und hiezu rechnen wir denn auch, dass die nähere Ausarbeitung des Entwurfs in seinen verschiedenen besonderen Theilen nur mit Uebereinstimmung der zur Oberaufsicht vom Staate zu ernennenden Behörde geschehen könne, und wir bitten daher ferner unterthänigst, uns diese Behörde gnädigst wissen zu lassen. Wir glauben übrigens, dass Ew. Excellenz von der Güte und Reinheit unserer Absichten überzeugt sind, und in dieser Voraussetzung hoffen wir denn auch, dass Höchstdieselben unsere Gesuche bei seiner Königl. Majestät kräftigst zu unterstützen geruhen werden²⁾.

¹⁾ Der Entwurf selbst ist gedruckt bei A. Lehmann a. a. O. S. 140 ff.

²⁾ Der Brief ist unterschrieben von dem Herzog von Holstein-Beck, dem Superintendenten Johann Gottlieb Weiss, dem Leutnant von Baczko, dem Kaufmann und Oberbürgermeister Datz, Grolmann und Krug, letzterem als Zensor. Ueber den Herzog von Holstein-Beck vergl. A. Lehmann a. a. O. S. 37, Anmerkung 31.

Stein an Wittgenstein

Königsberg, 2. November 1808

Brandenburg.-Preuss. Hausarchiv. Rep. 192, Wittgenstein I, 1, 10 Ausfertigung. Chiffriert.

Beginn des Verkaufs von Domänenvorwerken. Der Erwerb von Domänengrundstücken als lohnende Kapitalsanlage bei den wegen des allgemeinen Geldmangels zu erwartenden niedrigen Preisen. Interesse des Staates am Auftreten zahlungskräftiger Käufer. Wittgenstein zur Wiederaufnahme der Verhandlungen mit dem Kurfürsten von Hessen aufgefordert und ermächtigt, diesen notfalls in Prag aufzusuchen.

Massow an Stein

Glatz, 3. November 1808

St. A. mit Randbemerkung Steins vom 16. November 1808

Anfrage wegen der Durchführung eines gerichtlichen Verfahrens gegen den Kriegsrath von Coelln wegen Landesverrats auf Grund seiner „Vertrauten Briefe“. Die Stimmung in Schlesien.

Euer Excellenz geruhen sich zurück zu erinnern, dass von Sr. Königl. Majest. mittels Cabinets Ordre vom 16. Februar c. mir befohlen worden, den Kriegs und Steuer Rath von Coelln, weil er durch seine „Vertrauten Briefe“ zu einer Zeit des allgemeinen Leidens die Regierung verunglimpft, Unmut verbreitet und Nachrichten über den Zustand des öffentlichen Einkommens, Banque und Seehandlung zur Kenntniss des das Land occupirenden Feindes gebracht, der einen nachtheiligen Gebrauch davon gemacht hat, nach erfolgter Evacuation des Landes arretiren und ein fiskalisches Verfahren auf die beiden erwähnten Momente gegen ihn eröffnen zu lassen, damit er nach der Strenge der Gesetze bestraft werde. Da nun die Evacuation der Provinz bevorsteht, so werde ich diesen Allerhöchsten Befehl sogleich, als solche erfolgt seyn wird, pflichtschuldigst befolgen und zeige solches bloos aus dem Grund ganz gehorsamst an, weil man im Publico wissen will, dass der p. von Coelln bei Sr. Königl. Majestät sich ausgewiesen habe, dass er patriotisch denke und bei seinen Vertrauten Briefen keine sträfliche Absicht gehabt habe. Die Stimmung in Schlesien ist sehr gut. Es bedürfte nur eines Impulses, um zu der Medizin zu recurriren, die am Ende doch nur die alleinige Universal Medizin seyn wird.

Randbemerkung Steins vom 16. November: Hievon sey mir nichts bekannt, und würde allerdings gegen d. Coelln fiskalisch auf den angegebenen Grund zu verfahren seyn. Bey dem Durchlesen seiner Vertrauten Briefe würden sich sehr viele Thatsachen zur Begründung eines Criminal Verfahrens wegen verletzter Dienst und Unterthanen Treue finden. Zugleich remittire ich ihm die Anlage und wünsche ich sein rechtliches Gut Achten, ob gegen den Grafen Czermas[?] nunmehr ein Verfahren auf Cassation oder nur nach Vorschrift des II. Th. des All. L. R. T. 10 § 98 sq. auf Remotion zu eröffnen — in der in der allegirten Stelle vorgeschriebenen Art.

Friedrich Wilhelm III. an Stein Königsberg, 6. November 1808
 Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. B VIIa 7 C. Konzept — Reinschrift St. A. — Nach der Reinschrift

Bedenken gegen die Vollziehung des Entwurfs der Proklamation vom 21. Oktober 1808 vor endgültiger Entscheidung über Steins Verbleiben oder Abgang.

Die mir gestern auf's Neue vorgelegte abgeänderte Proklamation zu vollziehen habe ich, aus Ihnen bekannten Gründen, noch immer Anstand nehmen zu müssen geglaubt. Sie wissen, und es kann Ihnen nicht zweifelhaft geblieben seyn, wie sehr mir an Ihrer Beybehaltung im Ministerio gelegen ist, ich kann mir jedoch den Gedanken nicht erwehren, dass uns noch viele Hindernisse hierüber in den Weg gelegt werden könnten und dass es auf alle Fälle rathsam seyn wird, die Rückkunft des Grafen Goltz abzuwarten, bevor ich meine Endbeschlüsse über diesen und so manchen anderen wichtigen Gegenstand zur Kenntnis des Publikums kommen lassen möchte. Ihnen dieses frey zu bekennen, war der Gegenstand dieser Zeilen.

Immediat-Bericht Steins Königsberg, 7. November 1808
 St. A. Konzept. — Ausfertigung Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedr. Wilh. III. B VIIa. 7 C. — Nach der Ausfertigung.

Der Entwurf der Publikation vom 21. Oktober 1808. Seine Vollziehung unabhängig von der Frage der Beibehaltung oder Entlassung Steins. Bitte um seine Entlassung aus Sorge vor später vielleicht zum Nachteil Preussens aus seinem Verbleiben in Amt entstehenden Komplikationen. Das Urteil von Goltz in dieser Frage unmassgeblich.

E. M. haben Ihre Bedenklichkeiten wegen Vollziehung der Proclamation und ihre Besorgnisse wegen meiner Beybehaltung im Dienst in sehr gnädigen Ausdrücken mir zu eröffnen geruht ¹⁾).

Die Proclamation enthält das Anerkenntniss gewisser Verwaltungs und Regierungs Grundsätze, deren Wahrheit unabhängig von meiner persönlichen Theilnahme an öffentlichen Geschäften ist, die grösstenteils bereits zur Anwendung gekommen sind und deren Zurücknahme verderblich seyn wird.

E. Majestät werden auch immer Männer in diesem Staat finden, die sie ohne mein Zuthun in das Leben zu bringen im Stande sind.

Die Besorgnisse wegen meiner Beybehaltung können nur durch meine Entlassung vollkommen gehoben werden, sie wird mir wünschenswerth, weil die Fortdauer meiner Theilnahme an Geschäften manche Gemüther beunruhigen mag, weil sie vielleicht zum Vorwand dienen kann zur Beschönigung von Gewaltthätigkeiten, die eine unglückliche Zukunft herbeyführt, und weil es mir scheint, dass nach der Zurückkunft nach Berlin der Kampf des Gemeinen und Schwachen mit dem Bessern mit mehrerer Kraft und Hartnäckigkeit beginnen wird.

Die Ankunft des Grafen Goltz kann nach meiner Meynung nichts entscheiden, die Ansichten dieses gutmüthigen, aber unter mancherley Druck erliegenden Mannes sind bekannt, er räth mit Herz und Mund zur

¹⁾ S. das vorhergehende Stück.

gränzenlosesten Nachgiebigkeit, und der Uebergang über die Weichsel wird seinen Mut nicht stählen.

Unter diesen Umständen erbitte ich mir unterthänig meine Entlassung und hoffe auch, wenn diese erfolgt ist, auf die Fortdauer E. M. Gnade, auf die ich einigen Anspruch zu haben mir schmeichle durch meine unwandelbare Anhänglichkeit an E. M. höchste Persohn und den Staat und durch meine Bereitwilligkeit, diese Gesinnungen zu jeder Zeit und durch jedes Opfer zu beweisen.

Staegemann an Stein

Berlin, 7. November 1808

St. A.

Die französischen Autoritäten in Berlin, unterstützt von den reaktionären und franzosenfreundlichen Feinden Steins, drängen auf bedingungsloses Ausscheiden Steins aus dem preussischen Dienst. Staegemann sieht im Abgang Steins keine wesentliche Erleichterung der politischen Lage Preussens, da Frankreich ohnehin zur Vernichtung Preussens entschlossen sei und eine Besserung nur aus einer günstigeren Konstellation der allgemeinen Politik zu erhoffen sei. Stellt Stein die Entscheidung anheim.

Da ich vermute, dass der Herr Graf von der Goltz über die persönlichen Differentien Ew. Excellenz mit dem Kaiser Napoleon heut entweder an Ew. Excellenz selbst oder an des Königs Majestät schreiben werde, so halte ich mich verpflichtet, über diesen Gegenstand auch einige Bemerkungen an Ew. Excellenz gelangen zu lassen.

Es ist ganz gewiss, dass die Französischen Autoritäten, namentlich der Marschall Davoust, der General St. Hilaire ¹⁾, Daru und Bignon ²⁾, sich heftig gegen Ew. Excellenz erklären und die Entfernung Ew. Excellenz von der Person des Königs als eine unerlässliche Bedingung des freundschaftlichen Verhältnisses zwischen Frankreich und Preussen laut proclamiren. Ich habe darüber eine Unterredung mit dem Herrn v. Goldberg ³⁾ gehabt, der sich Ew. Excellenz ergebenst empfiehlt und der mich versichert, dass dieses nicht allein von ihnen erklärt werde, sondern dass sie hierin auch nur die Sicherheit Ew. Excellenz vor den Angriffen des Kaisers auf Ihr Vermögen, das nur dann nicht in Anspruch genommen werden dürfte, wenn Ew. Excellenz sich freiwillig zurückziehen, finden ⁴⁾. Herr v. Goldberg hält sich auch überzeugt, dass diese Französischen Gewalthaber die Gesinnungen des Kaisers Napoleon aussprechen, und dass er, als ein Freund Preussens und Ew. Excellenz, diese Entfernung anrathen müsse.

Es ist indess eben so gewiss, dass die Herren Davoust etc. sich in dieser Art aussprechen, weil sie solche Gesinnungen bei dem Kaiser Napoleon voraussetzen, und dass sie sich weniger heftig erklären würden, wenn sie nicht von hiesigen Uebel- und Schwachgesinnnten dazu veranlasst und aufgereizt würden. An der Spitze dieser hiesigen Herren steht wie

¹⁾ Der französische Kommandant von Berlin.

²⁾ Französischer Intendant in Berlin. Vgl. Bd. III. S. 436, Anm. 2.

³⁾ Holländischer Gesandter in Berlin.

⁴⁾ Vgl. oben S. 540.

gewöhnlich der Fürst Hatzfeld, der das Heil des Preussischen Staates nur in einer Premier-Ministerschaft des H. v. Voss und (wie die ganze in diesem Punkte vereinigte Partei) in der Zerstörung der heilloosen Principien findet, die uns von dem Halben haben entwöhnen wollen.

Dass diese Partei sehr geschäftig ist, Oel ins Feuer zu giessen, ergeben manche einzelne Umstände, die ich Ew. Excellenz nicht speciell ausinandersetzen darf; z. B. dass nicht bloos von der Entfernung Ew. Excellenz, sondern von allen dem Kaiser Napoleon gehässigen Beamten (die der H. Gr. Hagen ¹⁾ dem Herrn Gr. v. d. Goltz aus einem Gespräch mit dem Marschall Soult hergezählt hat) die Rede ist; dass man von Seiten der unsrigen die Verlängerung des Evacuations-Termins ²⁾ (obgleich der Marschall Davoust sich darüber gegen den H. Gr. Goltz sehr entschuldigt und es allein dem General Compens beigemessen hat) der noch nicht erfolgten Entfernung Ew. Excellenz beimisst, usw. Dass dem Marschall Davoust das in die Königsbergische Zeitung eingerückte, Ew. Excellenz angehende Gedicht ³⁾ zugleich mit der Erzählung, dass ich der Verfasser sei, insinuiert worden, kann auch nur von unseren Leuten geschehen seyn. Er hat auch darüber grossen Lärm gemacht und mich ganz unschuldigerweise bei dem grossen Kaiser anschwärzen wollen.

Dass Ew. Excellenz eine geheime Unterredung mit dem Kaiser Alexander gehabt, war auf dem täglichen Polizei Rapport bemerkt worden, so wie auch, dass man noch vom 22. October Verfügungen mit Ew. Excellenz Unterschrift gesehen habe.

Das Resultat wird immer seyn: wenn Ew. Excellenz sich auch entfernen und die politischen Umstände uns ungünstig sind, so wird unsere Vernichtung eben so wohl erfolgen, als wenn Ew. Excellenz auf Ihrem Posten bleiben. Sind die politischen Konjunctionen uns günstig, so wird es von keinen Folgen seyn, wenn Ew. Excellenz bleiben. H. Davoust sagte in meinem Beiseyn zum Gr. v. d. Goltz, dass zwischen Preussen und Frankreich kein gutes Vernehmen jemals mehr stattfinden könne; die Lage sei unheilbar verdorben. Dies sind auch gewiss des Kaisers Gedanken.

Dass der allgemeine Wunsch der Wohlgesinnten für Ew. Excellenz Erhaltung sei, obwohl die Furchtsamen unter ihnen den Zorn Napoleons fürchten und sogar besagen, dass die Evacuation nicht erfolgen werde, darf ich Ew. Excellenz nicht erst sagen.

Ew. Excellenz werden gewiss das Bessere wählen, obwohl, wie Sallust sagt, *de futuro nemo satis callidus, satisque prudens sit, quin etiam saepe prava magis, quam bona consilia prospere eveniunt: quia plerasque res fortuna ex lubricitate sua agitat.*

¹⁾ Vgl. über ihn Bd. III. S. 329, Anm. 6 u. S. 432.

²⁾ Vgl. Hausserr a. a. O. S. 250.

³⁾ S. unten S. 592.

Herr Graf v. d. Goltz gedenkt morgen oder übermorgen die Rückreise mit mir anzutreten. Ew. Excellenz empfehle ich mich gehorsamst zu fortdauerndem Wohlwollen.

Denkschrift Steins „Ueber den Entwurf einer Repräsentation“ von Rehdiger ¹⁾ Königsberg, 7. November 1808
St. A.

Kritik des umgearbeiteten Verfassungsplans Rehdigers. Stein begrüsst die Durchführung des ständischen Prinzips der Repräsentation, insbesondere die Vorschläge über die Vertretung des Eigentums, der Intelligenz und die politische Sonderstellung des Adels. Wendet sich gegen die von Rehdiger vorgeschlagene besondere Repräsentation von Militär und Beamtentum. Fordert Begründung der Wahlfähigkeit auf Besitz oder Bildung. Das Recht der Reichstagsauflösung als königliche Prerogative. Stellung und Wahl des Reichstagspräsidenten. Verlangt völlige Durchführung des ständischen Prinzips auch in der Auswahl der Volksvertreter selbst, indem jeder Stand verpflichtet sein soll, seine Vertreter nur aus den eigenen Reihen zu nehmen, Ausschaltung des politischen Advokatentums und Literatentums.

Der gegenwärtige Entwurf einer National Repräsentation oder eines Reichstages gründet sich auf Geisteskraft und Eigenthum jeder Art, begünstigt und zeichnet aus das angehäuften²⁾ durch Bildung der Section der Würden und Stände, der Section der grossen Eigentümer, er übergeht nicht das zerstückelte Eigenthum durch die Section für den ansässigen Bauernstand, nicht das Mobilar Eigenthum durch die Section für den Handels Stand, Fabriken Stand und die Section städtischer Gemeinden, nicht die Geistes Thätigkeit durch Zulassung der Section für den Gelehrten Stand.

Die Repräsentation ist also vollständig, sie begreift in sich Eigenthum und Fähigkeit, sie giebt dem ersteren das notwendige Uebergewicht, wodurch die Verfassung Stätigkeit erhält und gegen die Veränderlichkeit der menschlichen Ansichten und Meynungen gesichert wird.

Dem Adel werden zugleich gewisse Vorzüge beygelegt durch Bildung des Collegiums der Ehren und Würden, durch die Abtheilung der grossen Grundeigenthümer in dem Collegium der National Klassen, und es werden diesem Stand gewisse Ehrenrechte und eine bedeutende Anzahl von Stimmen zugetheilt. Auf diese Art wird der erblichen Monarchie eine Volksabtheilung erhalten, die ihr zur Stütze dient, da auch sie ein erbliches Recht auf gewisse Auszeichnungen und Vorzüge besitzt, und die ohne grosses Unrecht und ohne sehr nachtheilige Folgen nicht aufgelöst werden kann, da sie seit Jahrtausenden in allen germanischen Völkerschaften vorhanden ist.

Verbessert und veredelt muss die Verfassung dieser Volksabtheilung werden, und hierüber kann man die Meynungen verständiger Männer einziehen — die ihnen angewiesene Theilnahme an öffentlichen Angelegenheiten und die Maasregeln gegen das Verarmen, gegen das Eindringen

¹⁾ Vgl. Ritter a. a. O. I. S. 431ff.

²⁾ Zu ergänzen: „Eigenthum.“

eines Haufens ungebildeter Mitglieder, die ihren Mitbürgern durch ihre Ansprüche aller Art lästig werden, wird diese Veredlung bewürken.

Das Aufnehmen der fünf saecularisirten Würden in das Standes Kollegium gibt ihnen ein neues politisches Daseyn als Mitglieder eines Staatskörpers; da man sie aber aufzuheben und ihr Vermögen zweckmässiger zu verwenden gesonnen ist, so müssen sie aus dem Standes Kollegium ausgeschlossen bleiben. Die für sie bestimmten Stellen wachsen den Standesherrn und Adelsältesten zu.

Der König behält die Befugniss, für das Standes Kollegium durch Ernennung neuer Standesherrn mehrere Wähler zu bilden.

Den Militär und Civil Beamten werden in dem Kollegium der Nationalklassen zwey Abtheilungen und 30 Stimmen zugewiesen. Beyde sind in ihrer Eigenschaft als öffentliche Beamte Werkzeuge der Regierung, sie haben als solche kein selbständiges Daseyn, keine Befugniss, gegen den Willen der Regierung eine Meynung zu äussern, zu beschliessen.

Am wenigsten kann der Soldat als eine beratshlagende und beschliessende Körperschaft erscheinen, da er einzig und allein zum Gehorsam und zum kräftigen Handeln bestimmt ist.

Die auf diese Art eröffneten 30 Stimmen müssten unter die sechs übrig bleibenden Klassen verteilt werden.

Ich finde wegen der Wahlfähigkeit nichts bestimmt; sollte nicht ein gewisses Eigenthum wenigstens bey den Klassen des Gewerbes und der Grundbesitzer als Erfoderniss angenommen werden?

Die Wahlformen scheinen etwas verwickelt, vielleicht lassen sie sich vereinfachen.

Da jährlich ein Achtel der Gewählten austritt und durch die Neugewählten ersetzt wird, so entgeht dem Regenten das Hülfsmittel der Prorogation oder der Auflösung des Reichstages, das zur Bändigung einer übelgesinnten und störrischen Versammlung mit Nutzen zu gebrauchen ist.

Dieses Recht, den ganzen Reichstag aufzulösen, selbst das Standes Kollegium, muss die Regierung erhalten, nur bleibt sie verpflichtet, ihn nach sechs Monaten wieder durch Neuerwählte zusammen zu berufen.

Der Präsident einer Versammlung bleibt eine bedeutende Persohn; er leitet die Verhandlungen, er hält auf Beobachtung der Formen, innerhalb welcher die Versammlung handelt. Wer soll den Präsidenten wählen? Welches ist die Dauer seines Amtes? Soll sie nur auf kurze Zeit bestimmt werden?

Es scheint mir nicht rathsam, weil es sonst leicht dem gewählten Subjekte an Kenntnis der Formen und an Erfahrung fehlen möchte. Ich halte daher auch bedenklich, den Präsidenten allein aus der Klasse der Magnaten zu wählen, da die Auswahl zu beschränkt wird; man könnte allenfalls aus ihnen einen Ehrenpräsidenten wählen, der bey der Eröffnung, bey feyerlichen Gelegenheiten amtierte, dem man aber einen zweyten Präsidenten zur Leitung der Verhandlungen beyordnete.

Die Stellvertreter des Handels Standes müssen aus seiner Mitte genommen werden und ein gewisses Eigenthum besitzen. Dasselbe gilt von den andern Ständen, damit nicht Advocaten, Pamphletisten und Schreyer in die Versammlung sich eindringen, die mit dem Interesse des Standes, der sie gewählt hat, unbekannt, alles ihrer Eitelkeit und ihrer Neuerungs Sucht aufopfern.

Bey den Rustical Besitzern oder den Bauern muss das Erfoderniss zur aktiven und passiven Wahl, zum Wählen und Gewähltwerden eine genaue Bestimmung erhalten, da die Verschiedenheit der Verfassung des Bauern Standes im Preussischen so gross ist. Auch der Bauern Stand muss aus seiner Mitte wählen und seine Stellvertreter in der Versammlung erscheinen; dies bindet ihn an die Verfassung, hebt ihn, und unter ihm wird man Männer von Kraft und schlichtem Verstand finden. Er darf seine Stellvertreter weder unter dem Adel noch unter den Rechtsgelehrten suchen.

Bey der Einrichtung der Section für den Gelehrten Stand wird man dahin sehen müssen, dass der mindergebildete Theil dieses Standes nicht einen überwiegenden, den Wissenschaften und dem Staat nachtheiligen Einfluss erhalte, welches bey dem Missverhältniss der Wahlbefugniss der oberen Klassen der gelehrten Institute zu der der unteren Klassen, als der kleinstädtischen gelehrten Schulen (§ 4) und zu den einzelnen Gelehrten und den Geistlichen (§ 5) zu befürchten ist. Eine Abänderung dieser Stimmverhältnisse wäre also nöthig, um dem Teil des Gelehrten Standes, der mit Recht sich dazu rechnet, ein Übergewicht über das Heer der gewöhnlichen hommes de lettres jeder Farbe zu geben.

Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 9. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedrich Wilh. III. B VII a 7 C. Konzept. — Reinschrift. St. A. — Nach der Reinschrift

Lehnt es ab, vor der Rückkehr des Grafen Goltz sich über die Entlassung Steins zu entscheiden.

Im Verfolg Ihres Schreibens vom vorgestrigen Dato¹⁾ kann ich Ihnen nichts anderes erwidern, als dass ich aus den bereits angeführten Gründen²⁾ nicht von meinem gefassten Entschluss abgehen kann und daher die Rückkehr des Grf. Goltz auf alle Fälle abzuwarten willens bin. Dem General Scharnhorst habe ich umständlich über alles dieses meine Gedanken gesagt, mit dem Auftrage, sie Ihnen mitzutheilen.

¹⁾ S. oben S. 561.

²⁾ S. oben S. 550.

Immediat-Bericht der Minister Schroetter und Stein

Königsberg, 9. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXV. 7. Reinschrift. — Konzept (Wilkins) Rep. 77. Tit. 479. Gen. 5. Vol. 2.

Ueberreichen die Städteordnung zur Vollziehung. Summarischer Ueberblick über den Gang der Verhandlungen und die leitenden Ideen des neuen Gesetzes. Ausdehnung auf die ganze Monarchie. Geschichtliche Begründung aus der Entwicklung des preussischen Städtewesens im 18. Jahrhundert. Wiederherstellung des durch die bürokratische Vergewaltigung der städtischen Selbstverwaltung verlorenen Gemeinsinns der städtischen Bürgerschaft und ihre Verbindung mit dem Leben des Staates als Hauptziel der neuen Ordnung. Grundzüge der neuen Stadtverfassung. Befürworten die Fortdauer der bisher den Städten gewährten finanziellen Zuschüsse von seiten des Staates. Die ursprünglich geplante Befragung der Städte im Interesse einer beschleunigten Durchführung des Gesetzes aufgegeben. Sukzessive Einführung der Städteordnung vorgeschlagen.

Auf den Antrag der Aeltesten der hiesigen Bürgerschaft wegen Bildung einer gesetzlichen Repräsentation, um an dem städtischen Gemeinwesen auf eine rechtskräftige Art Antheil nehmen zu können, haben Eure Königliche Majestät mir, dem Staatsminister Freiherrn von Schroetter mittelst Allerhöchster Cabinets Ordre vom 25ten July d. Js. unter Zufertigung der allerunterthänigst wieder beigefügten Immediat-Vorstellung vom 15ten dess. Monats, den huldreichen Auftrag zu ertheilen geruht, den Plan zu einer vollständigen Municipal-Verfassung mit Rücksicht auf die Verhältnisse der verschiedenen Städte nach ihrem Umfange und ihrer Bevölkerung zu entwerfen, über die Sache selbst mit den städtischen Ständen zu conferieren und das Ganze zu E. K. M. Allerhöchster Genehmigung einzureichen.

Nach Eurer Königlichen Majestät landesväterlichen Absicht soll die Verfassung so gebildet werden, dass durch solche die städtische Gemeinde und ihre Vorsteher eine zweckmässige Wirksamkeit erhalten und sie nicht nur von den Fesseln unnützer schwerfälliger Formen befreit werden, sondern auch ihr Bürgersinn und Gemeingeist, der durch die Entfernung von aller Theilnahme an der Verwaltung der städtischen Angelegenheiten vernichtet worden, wieder neues Leben empfängt.

Mit der vollkommensten Ueberzeugung von der Nützlichkeit und Nothwendigkeit einer solchen Verfassung hat es mir zur angenehmsten Pflicht gereicht, so schleunig, als es der Umfang und die Wichtigkeit des Werks nur erlaubten, Eurer Königl. Majestät gnädigem Befehl durch die Ausarbeitung eines den Gegenstand umfassenden Gesetz-Entwurfes zu genügen.

Nachdem dieser Gesetzes-Entwurf in der General-Conferenz zum Vortrage gebracht und dem in Abschrift allergehorsamst angeschlossenen Concluso zu Folge im Ganzen als dem Zweck völlig entsprechend anerkannt ¹⁾, in den einzelnen Punkten aber, wo Modifikationen gut gefunden sind, darnach abgeändert worden ist, verfehlen wir nicht, E. K. M. den

¹⁾ Ueber die Schlussberatungen über die Städte-Ordnung s. Lehmann a. a. O. II. S. 481 ff., Ritter a. a. O. I. S. 391 ff. und E. v. Meier, Reform (2. Aufl.) S. 270 ff. Künftig auch Winkler a. a. O.

solchergestalt zu Stande gebrachten Entwurf zur neuen Städteordnung nebst beigefügter Instruktion hierüber allerunterthänigst zu überreichen. In der General-Conferenz ist für nöthig erachtet worden, die neue Städte-Ordnung sogleich für sämtliche Städte in E. K. M. Staaten ausarbeiten zu lassen, weil alle Städte ein gleich dringendes Bedürfniss dieser neuen Einrichtung und den nämlichen Anspruch auf die Wohlthat haben, welche von Allerhöchstdenselben den Preussischen Städten schon zugegacht ist.

Wir halten uns verpflichtet, diese Ausdehnung zu unterstützen und haben daher unter verhoffter Allerhöchster Genehmigung E. K. M. die entworfene Städte-Ordnung auf sämtliche Städte der Monarchie richten lassen.

In Absicht des speciellen Inhalts der Gesetz-Entwürfe müssen wir zwar, um nicht zu weitläufig zu werden, auf die Beilagen allerunterthänigst Bezug nehmen. Erlauben indessen Allerhöchstdieselben, dass wir hier nur im Kurzen mit einigen Bemerkungen über die bisherige Verfassung das dringende Bedürfniss der neuen Einrichtung belegen und das Wesen der letzteren berühren dürfen.

Die jetzige Verfassung der Städte ist in Absicht ihres Gemeinwesens zwar mehr oder weniger verschieden, je nachdem der Zufall in der Vorzeit die Verfassung gebildet hat, die Reste der alten zum Theil trefflichen Einrichtungen sich erhalten haben und mehr oder weniger von den Staatsbehörden in solche eingegriffen worden ist. Bei allen Städten hat aber leider das Wesentliche der Verfassung älterer Zeit, die Theilnahme der Bürgerschaft an dem Gemeinwesen, welcher beinahe alle noch vorhandenen grösseren guten Einrichtungen in den Städten als Werke des Gemeingeistes ihr Daseyn verdanken, sich grösstentheils verloren.

Die im Jahre 1723 stattgefundene Einrichtung der Kriegs- und Domänen-Kammern und des General-Direktorii, besonders aber die Anordnung der Steuer-Räthe, erzeugten allmählig die ungünstigen Veränderungen in der Verfassung.

Nachdem zuerst die Kriegs- und Domänen-Kammern die Vormundschaft über die Städte nach und nach de facto etablirt hatten, so erfolgten hiernächst auch Landesgesetze, die solche bestätigten.

So wurde durch das Ressort-Reglement vom 19ten Juni 1749, besonders aber durch das Allg. Landrecht im VIten und VIIIten Titel des IIten Theils und specielle Vorschriften die Einmischung der Kammern und Steuer-Räthe in das Gemeinwesen der Städte und die Einschränkungen, welchen dessen Verwaltung unterworfen seyn sollte, ausdrücklich bestimmt.

In Uebereinstimmung mit dieser Vormundschaft ist auch die Repräsentation der Bürgergemeine durch das Allg. Landrecht organisirt. Man hat sie auf Zunft- und Korporations-Verfassung gegründet und so unvoll-

ständig bestimmt, dass der Gesamtwille der Bürgerschaft nie zu erfahren ist.

Die Mängel der städtischen Verfassung wurden aber dadurch vollendet, dass in den letzten Jahrzehnten die Magistratsstellen mit Invaliden besetzt werden mussten und auf diese in der Regel die Wahl beschränkt war, welche ohnehin nach dem Landrechte nicht die Bürgerschaft, sondern der Magistrat selbst auszuüben hatte.

Weder die Stadtgemeinen noch der Magistrat durften sich nunmehr ohne Genehmigung der Kammern eine Disposition über das städtische Gemeinwesen erlauben. Das Kämmerer- und Societätsvermögen musste nach Etats verwaltet werden, welche vom Steuer-Rath, der Kammer, der Ober-Rechen-Kammer und der Generalkontrolle revidirt und festgesetzt wurden. Keine neue Anlage, keine Erhöhung bisheriger Leistungen, wenn auch der Zweck noch so gemeinnützig war, keine bessere Benutzung eines Grundstücks war ohne höhere Genehmigung erlaubt. Eine solche Aufsicht und Leitung des Gemeinwesens durch die Kammern und Steuer-Räthe musste nach der Natur der Sache in eine formelle, alles lähmende Kontrolle und unfruchtbare schädliche Schreiberei ausarten.

Der Bürger hatte weder Kenntniss vom Gemeinwesen noch Veranlassung, dafür zu wirken, selbst nicht ein Mal einen Vereinigungspunkt.

Eifer und Liebe für die öffentlichen Angelegenheiten, aller Gemeingeist, jedes Gefühl, dem Ganzen ein Opfer zu bringen, mussten verloren gehen. Selbst Bürger zu seyn, ward längst nicht einmal mehr für Ehre gehalten.

Man erwartete dagegen alles vom Staate, ohne Vertrauen zu seinen Maassregeln und ohne wahren Enthusiasmus für die Verfassung. Das Gemeinwesen der Städte ist daher auch seit geraumer Zeit nicht fortgeschritten, sondern mehr oder minder zurückgekommen. Besonders setzte aber die letzte Unglücksperiode des Staats die früher schon sehr merklich gewordenen Nachtheile der Verfassung des städtischen Gemeinwesens in das hellste Licht.

So wie sich die Gefahr einer Stadt näherte oder in solcher kräftige Anstrengung nöthig war, zeigte sich die Unzulänglichkeit der bestehenden Verfassung. Es blieb nichts übrig, als das Gemeinwesen und was damit in Verbindung stand, schnell in die Hände der Bürgerschaft zu geben oder sie zu grösserer Theilnahme aufzufordern. So wirksam sich solches auch überall zeigte, so fühlbar war doch der Mangel an festen Bestimmungen und gehörigem Zusammenhang.

Alle diese Wahrnehmungen haben die Gesichtspunkte zu der Bearbeitung der neuen Städteordnung gegeben.

Nach solcher erhalten die Bürgerschaften eine zweckmässig geordnete Verfassung, um frei von der Vormundschaft handeln zu können.

Der Umfang der Gemeindebezirke, die Klassen der Einwohner der Städte, die Verhältnisse derselben und insbesondere der Bürger, die Repräsentation der Bürger durch selbst zu wählende Stadtverordnete, die

Organisation und Bestellung des Magistrats und der Geschäftsbetrieb nebst dem Verhältniss der Behörden gegen einander sind fest und angemessen bestimmt.

Die Bürgerschaft bekommt die ungetheilte Verwaltung ihres Gemeinwesens. Die ganze Einwirkung des Staats beschränkt sich auf die blosser Aufsicht, dass nichts gegen den Zweck des Staats vorgenommen werde und die bestehenden Gesetze befolgt werden. Er setzt die Ordnung fest, nimmt im Allgemeinen Kenntniss vom Zustande des Gemeinwesens, bestätigt die Magistratsglieder und entscheidet die Streitigkeiten der Bürgerschaft. Zu Stadtverordneten werden von der gesamten Bürgergemeinde Männer, die ihr Vertrauen besitzen, aus ihrer Mitte auf 3 Jahre gewählt. Diese setzen in ihren Versammlungen die Regeln der Verwaltung des Gemeinwesens fest und controlliren die Administration der von ihnen gewählten Behörden.

Der Magistrat ist die erste Behörde der Stadtgemeinde, ihm liegt die Verwaltung des Ganzen nach den festgestellten Regeln ob. Unter ihm besorgen die kleinern Gegenstände des Gemeinwesens in den einzelnen Bezirken der Stadt die Bezirksvorsteher. Die Verwaltung besonderer Administrationsgegenstände wird einzelnen städtischen Deputationen, aus Magistratsgliedern und Bürgern bestehend, übertragen.

Die Bedürfnisse des Gemeinwesens und die Kosten der Polizei und Justizverwaltung müssen von der Stadt aufgebracht werden.

Der Magistrat ist verbunden, so weit ihm die Ausübung der Polizei von der höchsten Gewalt aufgetragen wird, solche auszuüben, steht in diesem Verhältniss als Diener unter den Staatsbehörden und hat auch da, wo ihm die Polizei nicht übertragen wird, in Erfüllung des Zwecks mitzuwirken.

Zu dieser allgemeinen Anzeige der Hauptgegenstände des Inhalts der entworfenen Städteordnung bemerken wir noch allergehorsamst, dass jetzt viele Kämmereien etatsmässig bestimmte Zuschüsse auf Ew. Königl. Majestät Kosten erhalten. Da die Kämmereien, welchen solche zu Theil werden, schon einen Anspruch darauf erlangt haben und in der Regel dieser Zuschüsse zu den nothwendigsten Ausgaben dringend bedürfen, so werden ihnen dieselben, insofern nicht besondere Umstände in einzelnen Fällen solches rechtfertigen, auch nicht entzogen werden können. Ueberdem sind die Zuschüsse zur Entschädigung für aufgeopferte Nutzungen bewilligt worden, wie dies namentlich in Preussen der Fall ist.

Die Zuschüsse, welche die sämtlichen Städte des Königreichs Preussen aus Eurer Königl. Majestät Kassen zu beziehen haben, bestehen nach einer allgemeinen Ausmittelung aus:

36862 Rthlr. 27 Gr. 17 Pf. Competenzen und

2836 Rthlr. 68 Gr. 13 Pf. Gehalts- und andern Zuschüssen.

Hiervon wurden die Competenzen der Städte, welche vor 1772 schon zu Eurer K. M. Staaten gehörten, im J. 1731 den Kämmereien als fixirte

Entschädigungen für die damals verlorene Tranksteuer-Einnahme angewiesen, und auf ähnliche Art sind nach der Besitznahme von Westpreussen und des Ermelands auch für die dortigen Städte die Kompetenzen entstanden.

In dem Gesetzesentwurfe ist daher wegen der gedachten Zuschüsse kein Vorbehalt zulässig gewesen.

Die Vernehmung der städtischen Stände, welche Eurer Königl. Majestät Allerhöchsten Cabinets-Order vom 25ten Juli d. J. gemäss verfügt werden sollte, dürfte nach unserer Meinung jetzt, da das Gesetz nicht bloss für Preussen, sondern für sämtliche Städte E. K. M. Staaten entworfen ist, nicht mehr erforderlich seyn. Dagegen würde diese Vernehmung überhaupt grossen Aufenthalt verursachen, und bei dem jetzt so sehr getheilten Interesse der Bürgerschaften sicher viele unnütze Weiterungen zur Folge haben.

Unter verhoffter Allerhöchster Genehmigung Ew. Kgl. Majestät ist daher deshalb nichts veranlasst worden.

In Absicht der Ausführung der entworfenen Städteordnung scheint uns nicht rathsam, die dadurch bezweckte neue Einrichtung sofort bei deren Publikation gleichzeitig in sämtlichen Städten einzuführen. Wir halten vielmehr für angemessen, dass solches zuerst in einigen grossen Städten, und hiernächst nach den Umständen weiter geschieht. Es ist die Einleitung getroffen, dass mit dem 1sten Januar 1809 in Königsberg und Elbing die neue Einrichtung ihren Anfang nehmen könne.

Bei Ew. Königlichen Majestät tragen wir daher allergehorsamst darauf an: Die angeschlossene neue Städte-Ordnung huldreichst zu vollziehen und uns bei Zurückfertigung derselben zu deren Publikation und Ausführung in der beabsichtigten Art allergnädigst zu autorisiren.

Kabinetts-Ordre an Kanzler Schroetter Königsberg, 10. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 87 B. Regulierungen. Gen. 1 h. Vol. II. Konzept Schön

Mangelhafte Bekanntmachung und Durchführung des Oktober-Edicts auf den von den Gerichten und Vormundschaftsgerichten verwalteten Gütern in Schlesien. Da dies „ein sehr übles Beispiel gebe“, wird Schroetter aufgefordert, energisch für Abhilfe zu sorgen.

Kabinetts-Ordre an die Minister Schroetter und Stein

Königsberg, 13. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. L. 14. Eigenth. Konzept Steins auf Grund seiner Randverfügung zum Bericht Massows vom 25. Oktober 1808

Richtlinien für die Erlassung eines neuen Beamtengesetzes auf Grund der veränderten Lage des preussischen Staates und seiner Verwaltung. Einschränkung des Prinzips der Unabsetzbarkeit, insbesondere als Folge der notwendig werdenden Sparmassnahmen, der Selbstverwaltungseinrichtungen, oder bei Vorliegen politischer Unzuverlässigkeit. Neuvereidigung der Beamten, welche den Franzosen den Diensteid geleistet hatten. Zur Vermeidung ähnlicher Vorfälle und ihrer Folgen (Auslieferung des Staatsapparats und der Staatseinkünfte an den Feind) wird für den Fall einer neuen Besetzung preussischen Staatsgebietes die Auflösung aller oberen Staatsbehörden in den besetzten Landesteilen in Aussicht genommen.

Stein an Minister Schroetter

Königsberg, 17. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 77. Tit. 479. Gen. 5. Vol. 2. Ausfertigung.

Einreichung des Immediat-Berichts vom 9. November und der Städteordnung zur Vollziehung durch den König. Drucklegung der Städteordnung. Die Gebühren für den Erwerb des Bürgerrechts, Neuvereidigung der Bürgerschaft.

Die mir von Eurer Exzellenz mit dem gefälligen Schreiben vom 9ten d. Ms. mitgetheilten Conzepte und Reinschriften von der Städte-Ordnung und dem gemeinschaftlichen Immediat-Berichte habe ich, da ich mit den Abänderungen in der Städte-Ordnung einverstanden bin und den Bericht zweckmässig finde, sämtlich mitgezeichnet, die Reinschriften sogleich abgehen lassen, und ermangele nicht, die Conzepte nebst den übrigen Beylagen Eurer Excellenz vorliegenden Schreibens ganz ergebenst wieder zurückzusenden.

Was die Kosten des Abdrucks der neuen Städte-Ordnung betrifft, so werden solche durch deren Verkauf wohl wieder einkommen. Es scheint mir daher ratsam den Druck auf Königl. Kosten zu veranlassen und den Verkauf einem Buchhändler gegen Provision zu überlassen.

In Absicht der von dem Geheimen Rath Frey vorgeschlagenen Bestimmung der Kosten-Sätze bey Gewinnung des Bürgerrechts pflichte ich Eurer Excellenz darunter völlig bey, dass darauf jetzt nicht einzugehen ist. Es wird die Ausmittlung dieser Sätze den Stadtverordneten zu überlassen seyn. Diese werden auf die Gründe für einen gleichen Satz selbst Rücksicht nehmen.

In Ansehung derjenigen Personen, welche nach der neuen Städte-Ordnung jetzt noch nachholend das Bürgerrecht erlangen müssen, halte ich für billig, dass sie dafür denjenigen Satz entrichten, den sie nach der Art ihres Gewerbes schon früher hätten entrichten müssen, und dass nur diejenigen, auf welche keine der alten speciellen Sätze passen, den niedrigsten Satz entrichten.

Rücksichtlich der Vereidigungen scheint es mir endlich ratsam, solche förmlich vornehmen zu lassen. Die Gelegenheit ist so wichtig, dass sich eine neue Vereidigung wohl rechtfertigen lässt, und es wird solche einen grösseren Eindruck machen als ein blooses Verweisen auf früher geleistete Eide. Es dürfte daher hierüber nichts Besondres zu verfügen seyn.

Kabinetts-Ordre an die Minister Schroetter und Stein

Königsberg, 19. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 89 a. XXV, 7. Konzept Klewitz. — Ausfertigung Rep. 77. Tit. 479. Gen. 5. Vol. 2.

Vollziehung der Städteordnung. Billigt die Ausdehnung derselben auf die ganze Monarchie sowie ihre sukzessive Einführung. Die von Stein und Schroetter vorgeschlagene Fortgewährung der staatlichen Zuschüsse an die Kämmerereien zunächst nur auf ein Jahr bewilligt.

Kabinetts-Ordre an Minister Schroetter Königsberg, 19. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. VIII. Vol. II. Konzept Sack

Kritische Bemerkungen zu Schroetters Entwurf eines Hausgesetzes über die Veräußerlichkeit der Königl. Domänen. Fordert ausdrückliche und strengste Beschränkung der Veräußerlichkeit der Domänen auf die Fälle, in denen sie unbedingt zur Deckung einer Kriegs-Kontribution oder sonstiger Staatsschulden benötigt werden. „Eine Veräußerung des vollständigen Eigentums kann nur in Fällen der endgültigen Not des Staats erlaubt sein.“ Die Versenkung von Domänen sei ausdrücklich zu verbieten ¹⁾.

Denkschrift Steins

Königsberg, 22. November 1808

St. A.

Frage der Zweckmässigkeit der Rückkehr des Hofes nach Berlin und der Reise nach Petersburg. Die erstere wird bejaht, die letztere verneint. Bei Uebersiedlung des Hofes nach Berlin wird eine gründliche Siebung des Hofpersonals, Entfernung des Hofmarschalls von Massow und des Generals Köckritz, sorgfältigere Geheimhaltung der Geschäftsvorgänge gefordert, um den Hof und die Verwaltung möglichst der französischen Beobachtung zu entziehen. Im Interesse der Unabhängigkeit des Königs soll von vornherein ein öfterer Wechsel der Residenz zwischen den drei Hauptstädten der Monarchie (Berlin, Königsberg und Breslau) vorgesehen werden. Von der Reise nach Petersburg wird aus aussenpolitischen Gründen abgeraten.

Es sind mir die beyden Fragen vorgelegt worden, ob die Rückkehr des Königs nach Berlin

und eine Besuchsreise nach Petersburg jetzt oder im Frühjahr nöthig sey? Die Rückkehr des Königs nach Berlin wird in die Seele seiner zwischen Weichsel und Elbe wohnenden Unterthanen nach langem Leiden wieder Ruhe und Zufriedenheit bringen, sie wird das innere Vertrauen befestigen, sie wird auch dem Fremden mehr Zutrauen auf die Dauer der Regierung einflößen und die Wiederherstellung der Behörden und des Geschäfts Ganges erleichtern.

Der Aufenthalt in Berlin wird aber auch den König in unmittelbare Berührung bringen mit allen jetzt mit so vieler Leidenschaftlichkeit in Bewegung gesetzten Triebädern in- und ausländischer Cabale, er wird sorgsamer von allen Seiten beobachtet werden, er wird mit weniger äusserer Unabhängigkeit bey den im folgenden Jahr zu erwartenden grossen Ereignissen handeln können.

Es ist also nöthig, dass er sich gegen das Einwürken fremder Cabale sichere, dass er sich der Beobachtung mehr entziehe und dass er seine äussere Unabhängigkeit möglichst erhalte.

Eines der Hauptwerkzeuge der einländischen Cabale ist der General Köckritz, er ist der Vereinigungs Punkt, an den sich eine Menge theils

¹⁾ Vgl. dazu die kurze Notiz Steins (o. D.) auf einem beiliegendem Briefbogen: „Um Missbräuche zu verhüten, wird man die Befugniss zur Veräußerung der Domänen einschränken müssen auf den Zweck der Schuldentilgung, das Verschenken muss aber schlechterdings verboten bleiben.“ — Vgl. dazu ausserdem noch das Schreiben Steins an Schroetter vom 6. November 1808, in welchem dieser dringend an die Einreichung des Domänen-Veräußerungs-Plans gemahnt wird. Konzept ebd.

schwache, furchtsame, die Ruhe liebende, theils am alten Schlendrian hängende, theils unter fremdem Einfluss stehende Menschen anschliessen, er bringt ihre Meynungen mittelbar an den Regenten und späht seine Entschlüsse aus, die, wie ich unten bemerken werde, ihm schlechterdings kund werden müssen, und er hindert sehr oft den Zutritt der Wohl denkenden zu dem Regenten.

Seine Entfernung würde von den wohlthätigsten Folgen seyn, und sie wäre ein Beweis von Achtung, welchen der König der Meynung der Gutgesinnten und der treuen Anhänger an seine Persohn und an seinen Staat zu geben geruhte.

Um sich der Beobachtung zu entziehen, muss ein grösseres Geschäfts Geheimniss beobachtet und der Hof möglichst von zweydeutigen und Leuten gereinigt werden, deren Ruf nicht ganz rein und unbescholten ist.

Dinge von der grössten Wichtigkeit werden im Innern der Familie gelesen und besprochen, sehr vieles von geringerer Bedeutung kommt des Abends bey dem Theetrinken vor, das Wohnzimmer der Frau von Voss wird von den Besuchern nicht leer, hier erscheinen Gesandte, Soldaten, Geschäftsleute, Menschen aller Art und alles Sinnes — wie ist bey einer solchen Einrichtung ein Geheimhalten möglich, und die wichtigsten Dinge werden zu Stadtgesprächen. — So weiss man z. B., dass ich dem König das Memoire von Don Cevallos zugestellt habe, und der Inhalt dieses Napoleon so sehr herabwürdigenden Acten Stückes wird bekannt, so wissen ganz unbedeutende Weiber die Persohnen, so ich zu Finanz Ministern und Ministern des Innern vorgeschlagen, jetzt, wo es von dem grössten Moment ist, dass meine Theilnahme an allen diesen Wahlen verborgen bleibe, u. s. w.

Es ist also nöthig, dass der Hof nur aus Persohnen von vollkommener Rechtschaffenheit und Verschwiegenheit bestehe, die es verdienen, dem Regenten nahe zu stehen. Herr von Buch ¹⁾ wirft man einen Hang zum Klatschen und eine Neigung zum Lügen vor, verdient ein solcher Mann, an dem ganzen Leben der Königlichen Familie theil zu nehmen. — Der Hofmarschall von Massow ²⁾ ist berüchtigt wegen seiner Absichtlichkeit, seiner Habsucht, die sich auf mancherley Art äussert, er ist invalide, sein Ganzes Aeussere eine Carricatur, wie kann ihm die Auswahl und die Aufsicht über die königliche Dienerschaft anvertraut bleiben; ich hatte Ursache zu hoffen, dass Herr v. Maltzahn ³⁾ seine Stelle erhalten werde, diese Hoffnung scheint nun vereitelt.

Man entferne diese Menschen, man gebe den Visiten, welche die Gräfin Voss annimmt, eine andere Einrichtung — sie bestimme gewisse Tage und Stunden, wo sie Leute sieht, und die übrige Zeit sey sie unzugänglich.

¹⁾ Georg Karl Vollrath v. Buch, Kammerherr der Königin.

²⁾ Vgl. Bd. III. S. 3, 442, 448 u. 456.

³⁾ Der Hofmarschall des Prinzen Wilhelm.

Wird zum Hofmarschall ein Mann von Achtung und Ehre ernannt, so muss sein erstes Geschäft seyn, die Sittlichkeit und die Privat Verhältnisse aller Hof Subalternen zu prüfen, und alles, was nicht durchaus gut und rechtlich ist, zu entfernen.

Die Erhaltung der äusseren Unabhängigkeit hängt von den grösseren Ereignissen ab, die das Schicksal der Europäischen Nationen betreffen, also von der Dauer des Spanischen Krieges, von dem Betragen Oesterreichs u. s. w. Gegenwärtig scheint sie noch nicht bedenklich zu seyn. Nur muss man den Aufenthalt in Berlin nicht für unwandelbar weder erklären noch ansehen, sondern seinen Entschluss, die übrigen Hauptstädte, als Königsberg und Breslau, oft und auf geraume Zeit zu besuchen, kundmachen. Sehr rathsam wäre es, den Kronprinzen in Königsberg studiren zu lassen.

Ist die Rückkehr nach Berlin nöthig und wohlthätig, indem sie die Hoffnungen vieler Menschen erfüllt und ihre Zweifel beruhigt, so müsste die Petersburger Reise ausgesetzt bleiben. Diese würde ohnehin im Ausland den Anschein einer politischen Reise erhalten und ohne allen Nutzen ein weites Feld zu Vermuthungen und Betrachtungen eröffnen, daher es rathsam bleibt, sie auszusetzen bis zu dem Sommer.

Wittgenstein an Stein

Hamburg, 22. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 192. Wittgenstein, I. 1. 11. Konzept. (Deutsch). — Abschrift der französischen Reinschrift im St. A. — Nach dem Konzept

Schroffes Abrücken von Stein. Lehnt jede weitere chiffrierte Korrespondenz mit ihm ab. Behauptet keine Möglichkeit zu haben, weiterhin auf den Kurfürsten von Hessen wegen des Ankaufs preussischer Domänen einzuwirken, da dieser aus Holstein nach Böhmen verzogen und ausserdem durch seine Kompromittierung durch Steins Brief vom 15. August verärgert sei. Entdeckt plötzlich, dass der Kurfürst zum Ankauf von Domänen finanziell gar nicht in der Lage sei. Verweis auf die nachtheiligen Wirkungen eines übereilten Domänenverkaufs auf den preussischen Staatskredit. Kritik an der Anleihepolitik Steins und Niebuhrs. Bezeichnet das Gedicht Süverns auf Stein in der Königsberger Zeitung als eine politische Kinderei, die im Ausland Preussen nur schaden könne.

Ew. Excellenz werden mich in der Lage, in der ich mich befinde, gewiss rechtfertigen, wenn ich den richtigen Empfang Ihres letzteren verehrlichen chiffirten Schreibens, das abermals ohne Datum, ohne Unterschrift und mit einem fremden Siegel gesiegelt war, nicht en chiffre anzeige und seinen Inhalt selbst nicht chiffirt beantworte. Ew. Excellenz verzeihen daher, wenn ich mein heutiges Schreiben mit derselben Bemerkung wieder anfangen, mit der ich mein letztes geschlossen habe, und noch dieses hinzufüge, dass es mit Recht für mich eine unangenehme und höchst nachtheilige Aufmerksamkeit erregen muss, wenn ich mit der Post chiffirte Briefe erhalte, die nicht unterschrieben, ohne Bemerkung des Orts der Absendung, ohne Datum und mit einem fremden Siegel versehen sind. Ein solches Schreiben kann mit Recht zu einer unrichtigen Auslegung die Veranlassung geben, und da diese Briefe von

Königsberg kommen, selbst dem Interesse des Hofes nachtheilig werden. Es ist nicht auffallend, wenn einem Gesandten oder einem Geschäfts Mann von seinem Hofe chiffirte Briefe zu kommen, aber dagegen sehr auffallend, wenn sie in der Art abgefasst sind, wie die beiden letzteren Briefe von Ew. Excellenz abgefasst waren. Ich halte es bei der gegenwärtigen Lage der Dinge und besonders nach dem Vorfall mit dem abgedruckten Brief für meine Pflicht, dass man alles vermeidet, was zu dem Gedanken führen könnte, dass man sich in Königsberg mit Gegenständen beschäftigt, die von einer ganz eigenen Art sind. Die Kompromittirung dieser Art von chiffirten Briefen fällt allein auf mich. Ew. Excellenz werden mir diese Bemerkung hoffentlich als keine übertriebene Aengstlichkeit oder Furcht auslegen, die letztere Empfindung ist mir ganz fremd. Da ich unterdessen keine Ursache geben möchte, den Hof durch meine Korrespondenz zu kompromittiren, so müssen es Ew. Excellenz meinem Charakter zu gut halten, wenn ich mich heute mit einer so grossen Freimüthigkeit über diesen Gegenstand äussere. Ich weiss, Sie lieben eine freimüthige Sprache und sind daher auch nicht im Stande, ihr eine andere Auslegung zu geben, als sie verdient. Um Ew. Excellenz unterdessen die Ueberzeugung zu geben, dass die Briefe auch alsdann geöffnet werden, wenn sie unter einem kaufmännischen Couvert eingeschlossen sind, erhalten Sie in der Anlage das Couvert Ihres letzteren Schreibens. Sollte mir unterdessen noch ein Schreiben dieser Art von Ew. Excellenz zukommen, so werde ich dasselbe mit einer den Umständen angemessenen Note den Französischen Autoritäten übergeben. Ich habe die Ueberzeugung, dass ich meinem Allerhöchsten Hofe dadurch einen grösseren Dienst leiste, als wenn ich den Inhalt dechiffirte. Ew. Excellenz haben die Güte, mich in diesem Briefe von der Nothwendigkeit eines Domainen Verkaufs zur Berichtigung der Contributions Zahlungen und von dem Vortheil, der für den Käufer dieser Grundstücke erwachsen würde, zu unterhalten. Ew. Excellenz haben mich zugleich aufgefordert, diejenigen Personen von meiner Bekanntschaft, welche dergleichen Spekulationen wohl machen könnten, auf diese Vortheile aufmerksam zu machen und vorzüglich auf den Churfürsten von Hessen zu wirken, damit derselbe seine Kapitalien in solche Güter Ankäufe anlegte und mich zur Einleitung einer solchen Unterhandlung allenfalls selbst zu ihm nach Prag zu begeben. Indem ich mich wegen unseren Geld Angelegenheiten im allgemeinen und meiner Ansicht darüber auf mein letzteres ausführliches Schreiben vom 14. d. beziehe, so muss ich in Ansehung des Churfürsten wiederholen, dass ich seit seinem Aufenthalt in Böhmen und folglich seit dem Monat August nur einen einzigen unbedeutenden Geschäftsbrief von ihm erhalten, den ich E. E. durch mein letzteres mitgetheilt habe, dass ich mich aber sonst ohne alle Nachrichten von ihm befinde; der abgedruckte Brief und die Art, wie in demselben seiner erwähnt worden ist, soll einen sehr lebhaften Eindruck

auf ihn gemacht und er gar nicht die Absicht haben, sich mit unserem Hofe in ein näheres Verhältniß zu setzen. Auch ist es mir nicht bekannt, dass der Churfürst bei seinem erlittenen Verlust über baare Fonds disponiren kann, die nur von einiger Bedeutung sind. Ich glaube daher, dass auf den Churfürsten bei der gegenwärtigen Lage der Dinge gar nicht zu rechnen ist, und muss mich daher in Rücksicht seiner lediglich auf mein letzteres Schreiben beziehen. Ich habe mich mit einigen hiesigen Banquiers und Kapitalisten über den beabsichtigten Domainen Verkauf unterhalten, um die Absicht von Ew. Excellenz möglichst zu erreichen. Man ist aber allgemein der Meinung, dass ein solcher *ü b e r e i l t e r* Domainen Verkauf dem Ganzen und dem königlichen Interesse höchst nachtheilig sein und die erste Wirkung davon sich auf unsere Staats Papiere zeigen würde. Sollten unsere Papiere noch mehr fallen, so geht unser auswärtiger Kredit, ohne dem wir uns schwerlich halten können, ganz verloren. Die hiesigen Banquiers sind der Meinung, dass in dem gegenwärtigen Augenblick das vorzüglichste Augenmerk von Ew. Excellenz auf unsere Staatspapiere und auf die Erhaltung unseres auswärtigen Kredits auch selbst alsdann gerichtet sein müsse, wenn beides mit grossen Aufopferungen verbunden sein sollte. Da ich bemerke, dass es Ew. Excellenz an Männern fehlt, die das Talent besitzen, sich auswärtigen Kredit zu verschaffen und zu benutzen, so besorge ich sehr, dass Ew. Excellenz nur mit ganz ausserordentlichen Anstrengungen die Verbindlichkeiten des Staats erfüllen werden. Sie haben für 3 bis 4 Millionen Th. Gegenstände in Händen, mit denen man sich mit einiger Klugheit, Gewandtheit und Geschäfts Kenntniss leicht einen Kredit von 8 bis 12 Millionen Th. hätte eröffnen können. Freilich hätte aber alsdann auch nicht der Anfang gemacht werden müssen, das goldene Service zum Einschmelzen mit einem so grossen Aufsehen hierher zu senden. Unser auswärtiger Kredit wird mit jedem Tag schlechter, und alles Zutrauen geht verloren, oder man scheint die Absicht zu haben, dasselbe zu verlieren! So unbedeutend die in der Königsberger Zeitung erschienenen Verse und die darüber in den Berliner Zeitungen enthaltenen Bemerkungen sind, so machen sie doch im Auslande einen nicht zu berechnenden Eindruck, es ist unglaublich, dass die Königsberger Zeitungs Censur Einrückungen dieser Art gestattet. Durch solche Kindereien erwacht ein Partei Geist, der unserer Monarchie schon tiefe Wunden geschlagen hat und im Auslande unmöglich Zutrauen geben kann ¹⁾.

¹⁾ Vgl. über den Wandel in der Haltung Wittgensteins und seine Gründe Ritter, Die Achtung Steins, Nass. Ann. Bd. 52, S. 7 ff.

Stein an Grawert

Königsberg, 22. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 87 B. Regulierungen. Gen. 1 h. Vol. 2. Konzept Schön

Hält die Besorgnisse wegen Wiederholung der Bauernunruhen nach Abzug der französischen Besatzung für unbegründet, da inzwischen die Bevölkerung über Sinn und Inhalt des Oktober-Edikts hinreichend aufgeklärt worden sei. Deshalb erübrige sich die von Grawert vorgeschlagene Proklamation, durch welche die Bevölkerung zur Ruhe und Ordnung ermahnt werden sollte, sie sei im Gegenteil nur geeignet, das Andenken vergangener illegaler Handlungen zu erneuern und müsse „auf den grössten Teil der dortigen Gutsbesitzer, welchen eine gesetzmässige und gute Behandlung ihrer Gutsbewohner ein gutes Verhältniss sichert, einen üblen Eindruck machen“.

Sack an Stein

Berlin, 23. November 1808

St. A.

Bericht über seine Reise von Königsberg nach Berlin. Die Zustände in Danzig, Elbing und Pommern. Blücher. Voss. Seine Bestrebungen, wieder ins Ministerium zu kommen. Verbindung der Reaktion mit den Franzosen, gemeinsame Furcht vor revolutionären Neuerungen in Preussen und gemeinsame Gegnerschaft gegen Stein. Die Verhaftung von Schmalz. Chasot. Goltz. Verhaftung Wittgensteins. Angst der Franzosen vor einem Aufstand in Preussen.

Ew. Excellenz wissen aus meinem Schreiben aus Dirschau ¹⁾ und meinem heutigen officiellen Bericht, weshalb ich erst gestern hier angekommen und dass ich noch immer zeitig genug und, wie man glaubt, noch zu früh hier angekommen bin ²⁾. Unterwegs habe ich nicht die geringste Anfechtung gehabt, bin selbst nicht einmal befragt worden, ohngeachtet ich mitten in der Nacht in Danzig einfuhr. Auch bei dem Uebergang über die Weichsel, Nogath und Oder dachte kein Mensch daran, mich zu befragen, und so hätte ich bey mir haben können, was ich gewollt, ohne etwas zu befürchten zu haben. Auch ist die ganze Strasse durch Pommern trotz dem, dass keine Militär Besatzung mehr darin ist, so sicher, dass man mit voller Ruhe die Nächte durch reisen kann . . . Die Gegend um Elbing habe ich mir so schön und den Ort nicht so lebhaft gedacht, wozu die Speditions Geschäfte in dem überall sonst so trüben Jahre beigetragen haben sollen. Auffallend todt und niedergedrückt ist dagegen Danzig in allen seinen Verhältnissen. H. Labes hat mir das Drückende der städtischen und seiner Verhältnisse lebhaft geschildert, worüber ich nächstens dem Herrn M. v. Schroetter den gewünschten Bericht erstatten werde. Er legt seine Senator Stelle ganz nieder und klagt, dass in der Stadt Regierung nichts Gutes jetzt zu bewirken sey. — Den H. G. L. v. Blücher fand ich sehr traurig, körper-

¹⁾ Fehlt.

²⁾ Zur Uebernahme des ihm übertragenen Amts als Zivilkommissar für die Uebernahme der durch die Räumung frei werdenden Gebiete zwischen Weichsel und Elbe. Er hatte in dieser Stellung zunächst mit grossen Schwierigkeiten von seiten seines Feindes Daru zu kämpfen, der gegen Sacks Tätigkeit in Berlin Einspruch erhob und ihn mit Verhaftung bedrohte.

lich höchst schwach und selbst in Geistes Kräften sehr abgenommen ¹⁾, so dass mir Oberst Bülow und andere sagten, dass ich ihn noch in guter Stunde gefunden, er aber gewöhnlich ganz schwach sey und sich z. B. vorstelle bald, dass er gleich sterben müsse, dass er schwanger sey. Sein Schaden ist sehr bedenklich. Er will versuchen, hierher zu gehen, um sich hier kuriren zu lassen, wünscht, dass der König ihm hier freie Wohnung u. s. w. gebe. . . . Bülow gefiel mir sehr gut. Ich glaube aber, dass seine Gegenwart in Pommern auf jeden Fall nützlich seyn werde, da die Küsten Besatzung, Colberg u. s. w. und andere Dinge seine Anwesenheit zu erfordern scheinen. Er, der sonst ein Jugendfreund Zastrows ist, erklärte sich sehr laut und bestimmt gegen seinen Egoismus und über das radicale Verderben, wenn er wieder an die Spitze der Geschäfte kommen sollte. Hier habe ich schon viel besonderes erfahren. Es hat mir gar keinen Zweifel, dass H. v. V[oss] an die Spitze der Geschäfte kommen will. Fast unverhohlen spricht sich das in allen Dingen aus, und Grund Ursache ist sein Egoismus, in dem er das neue System fürchtet, wobei seine jura utilia et honorifica hier und da einen Stoss leiden können. Er meinte auf eine Frage nach seiner Gesundheit, dass er nun wieder völlig wohl sey und dem Könige seine volle Thätigkeit durch die neulichen vielen Berichte gezeigt habe ²⁾. Er glaubte, dass Ew. Exc. unmöglich bleiben könnten, wie Graf Goltz von Erfurt mitgebracht und die Französischen Behörden hier so oft ihnen beiden geäußert hätten. Auf meine Frage, dass Kaiser Napoleon, wenn er dieses wolle, es bestimmt verlangen würde, wusste er nichts zu sagen, als dass derselbe diesmal solches von der Condescendenz des Königs selbst zu erwarten scheine. Auch Daru hätte dies nicht bloos der öffentlichen Verhältnisse von Frankreich, sondern der inneren Reformen halber, die revolutionär wären, für nöthig gehalten — welche unglaublichen Behauptungen! — Er meinte: ich sey deshalb hier vorzüglich nicht angenehm in Französischen Augen, weil ich als Ihr Partisan bekannt und von ihnen angesehen sey. Manche Aeusserungen von ihm und anderen, welche die Französischen Behörden getan haben sollen, haben es mir bey allem dem, dass ich dieses wohl zu würdigen und aus obiger Tendenz des H. v. V[oss] zu erklären weiss, doch angerathen, dass ich in den ersten Tagen nicht officiel auftreten werde, wie Ew. Exc. mir das auch selbst anriethen. Indessen gehe ich zu Rathe in den wichtigeren Dingen, betreibe die Hauptsache als: Einziehung der Kriegs Kontribution und anderer Revenuen Rückstände und bin zu einer, wie ich glaube, dem Ganzen nützlichen Kontrolle hier. Sobald ich nur kann, werde ich schon weiter operiren.

¹⁾ Blücher war damals Generalgouverneur von Pommern. Ueber seine Gemütskrankheit vgl. Unger, Blücher I, S. 338f. und Haberkant, Blüchers Hypochondrie, Forschungen z. brand.-preuss. Gesch. Bd. 39 S. 110 ff.

²⁾ Randbemerkung Steins: „Mit einem Courier Tag 42. Vorher war er sehr einsilbig und sass meistens in Havelberg“.

Obige ganze Ansicht des H. v. V[oss] sprach ich besonders lebhaft aus bey Gelegenheit des Gesprächs über H. Schmalz Arretirung ¹⁾, worüber er mir sagte: es sey bey ihm eine Abhandlung über unser neues System gefunden und 2 Briefe des H. v. Schön, worin er ihn dazu auffordere, solches öffentlich zu verkündigen, um dafür die öffentliche Meinung zu gewinnen, aber darin wären erschreckliche Dinge über Aufhebung der Patrimonial Gerichte u. s. w., die man nicht dürfe aufkommen lassen. Die Franzosen fänden darin selbst revolutionäre Dinge, die ihnen jetzt so nachtheilig sein könnten. Sie hätten ihn daher nach Hannover bringen und unter surveillance setzen wollen, aber hoffentlich werde er ganz loos kommen, da er hier unter noch mehr surveillance steht, die er sonst wohl verdient habe.

Gegen H. Chasot scheint man darum zu schreien, weil man Oberst Kleist zum Kommandant hat machen wollen, G. K[alekreuth] ²⁾ ist dabei offenbar werkhätig gewesen und der Canonicus Lamm ³⁾, der hier ist und erst dort war, mit ihm immer noch in Verbindung. H. Ch[asot] ist ihnen auf der Fährte, und ich werde ihn bestens unterstützen.

Heute abend habe ich die Ehre gehabt, Ihre Frau Gemahlin zu besuchen und sie mit ihren lieben trefflichen Kindern wohl und gesund zu finden. . . . Wir haben weitläufig über Ihre Verhältnisse gesprochen und sind nach allem der Meinung, dass der Gr. Goltz sich durch Selbstliebe und Einfluss der hiesigen Partei der Kakodämonen zu seinem dortigen (wahrscheinlich gegen Ihr Bleiben abgegebenen) Urtheil habe verleiten lassen. Dass K[aiser] N[apoleon], wenn er es wolle, sich schon erklärt haben würde und dass der König es machen müsse, so wie im Jahre 1672 der Amsterdamer Ratsherr urtheilte, wie die Schlüssel an Ludwig XIV. abgegeben werden sollten, man doch warten kann, dass er sie fordere, wie dieses unterblieb und Amsterdam gerettet ward. Gäbe der Himmel die Erfüllung dieser meiner und so vieler redlicher Patrioten emsigen Wünsche. N. S. Dass F. Wittgenstein in Hamburg auf den letzten Brief der Fr. Gräfin v. Voss arretirt worden, ist gewiss ⁴⁾, aber wie es mit diesem Brief mit dem Ueberbringer, H. d'Aubier, eigentlich zusammenhängt, das ist noch sehr dunkel. Das Nachspüren nach Briefen ist mehr als je im Betriebe. Ueberall fürchtet man Aufstand, und die Wiener Nachrichten werden auf das strengste controllirt. M[arschall] Davoust ist das non plus ultra von Misstrauen. M. v. Voss fragte sehr forschend: ob es wahr sey, dass H. Hardenberg wieder eine Ministerstelle suche und deshalb nach Königsberg gekommen sey ⁵⁾.

¹⁾ Er war wegen seiner Schrift „Adresse an die Preussen“, welche der Propaganda für die Reformgesetze dienen sollte, verhaftet worden. Siehe Bassewitz a. a. O. III, S. 373ff. Ausserdem Stern a. a. O. S. 21f. und S. 31.

²⁾ Von Stein ergänzt.

³⁾ Damm?

⁴⁾ Vgl. B. III, S. 71 ff.

⁵⁾ Ueber die Zusammenkünfte Hardenbergs mit dem König und der Königin vgl. Lehmann a. a. O. II. S. 597f. und Haussherr a. a. O. S. 249.

Kabinetts-Ordre an Minister Schroetter Königsberg, 23. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89 a. XXII. 8. Konzept Klewitz

Judenfrage.

Ich kann zwar darüber, ob die Juden künftig der Militair Conskription zu unterwerfen seyn werden, noch nichts bestimmen; überlasse Euch aber auf den unterm 20. d. M. erstatteten Bericht, für sie nach Eurer Ueberzeugung die beabsichtigte Constitution, welche demnächst zur General-Conferenz gebracht werden muss, zu entwerfen, . . .

Immediat-Bericht Steins

Königsberg, 24. November 1808

Brand.-Preuss. Hausarchiv

Drängt auf die Durchführung des Organisationsplanes, „da die alte Verfassung aufgelöst ist und alle Zweige der öffentlichen Verwaltung wieder in Thätigkeit gesetzt werden müssen“. Vorschläge zur Besetzung der wichtigsten Ämter ausser den bereits an Altenstein und Dohna vergebenen Ministerien des Innern und der Finanzen: Humboldt für das Departement der Erziehung und des Kultus, Schön für Departement der allgemeinen Gewerbepolizei, Staegemann für das Departement der allgemeinen Gesetzgebung, Sack für das Departement der Domänen und Forsten, Heydebreck für das Departement der direkten und indirekten Abgaben. Berufung von Schroetter und Jacobi-Kloest in den Staatsrat vorgeschlagen. Reden soll mit der Leitung des Berg- und Hüttenwesens, sowie der Münze, der Minister Schroetter mit der Leitung des Medizinalwesens beauftragt werden. Die Gehälter der Minister und ihre sonstigen Bezüge.

Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 24. November 1808

St. A.

Vollziehung des Organisationsplans. Ausführung bis zur Rückkehr nach Berlin vertagt. Personalfragen sollen erst nach Rücksprache mit Steins Nachfolgern (Dohna) erledigt werden. Aufrichtiges Bedauern über die Notwendigkeit der Entlassung Steins.

In dem festen Vertrauen auf die Solidität des von Ihnen bearbeiteten, mir schon früher mitgetheilten und mir jetzt zur Vollziehung vorgelegten Organisationsplans der obersten Staatsbehörden trage ich keine Bedenken, Ihnen solchen vollzogen zu übermachen. Die Ausführung selbst wird allerdings ausgesetzt bleiben müssen, bis die Rückkehr nach Berlin erfolgt seyn wird. Gegen die von Ihnen vorgeschlagenen Personen wüsste ich nichts wesentliches einzuwenden, es wäre denn, dass es vielleicht nicht unpassend wäre, wenn hierüber zuvor mit den neuen Departementschefs Rücksprache genommen werden könnte, da diese doch in Zukunft die Responsabilität zu übernehmen haben und von diesen der Graf Dohna abwesend ist. Auf alle Fälle werde ich ganz besonders darauf Bedacht nehmen, jene in Vorschlag gebrachten Individuen auf diese oder eine ähnliche Art vorzugsweise anzustellen. Hätten es die Umstände gestatten wollen, dass Sie die oberste Leitung der Staatsgeschäfte ferner behalten hätten, so würde ich nicht das geringste Bedenken tragen, es sogleich zu genehmigen, so aber wird es nöthig, auf die zukünftigen Führer derselben mit Rücksicht zu nehmen.

Es ist gewiss ein höchst schmerzliches Gefühl für mich, einem Manne Ihrer Art entsagen zu müssen, der die gerechtesten Ansprüche auf mein Vertrauen hatte, und der zugleich das Vertrauen der Nation so lebhaft für sich hatte. Auf jeden Fall müssen Ihnen diese Betrachtungen, so wie das Bewusstseyn, den ersten Grund, die ersten Impulse zu einer erneuerten, besseren und kräftigeren Organisation des in Trümmern liegenden Staatsgebäudes gelegt zu haben, die grösste und zugleich edelste Genugthuung und Beruhigung gewähren.

Kabinetts-Ordre an Stein
St. A.

Königsberg, 24. November 1808

Die erbetene Entlassung wird mit dem Ausdruck des Bedauerns und der Dankbarkeit bewilligt. Letzte Anweisungen wegen Abwicklung der Geschäfte. Regelung seiner Pensionsansprüche.

Mein lieber Staats Minister Freiherr vom Stein. Da die Nachsuchung Eurer Dienstentlassung zur Nothwendigkeit geworden ist, so ertheile ich Euch solche hierdurch in Rücksicht auf letztere. Je grösser das Vertrauen war, womit Ich Euch die obere Leitung Meiner gesamten Staats Verwaltung übertrug und je dankbarer Ich Euren Bemühungen, demselben zu entsprechen, Gerechtigkeit widerfahren lasse, desto lebhafter bedaure Ich den Verlust eines so eifrigen, treuen und ausgezeichneten Ministers. Die geheimen Papiere Eures Ministerii, besonders über die verschiedenen von Euch geleiteten Verhandlungen mit auswärtigen Behörden habt Ihr Mir mit Verzeichnis einzureichen und Mir über diese Verhandlungen und deren jetzige Lage Bericht zu erstatten, damit Ich das ganze vollständig übersehe. Ich werde an Eurem Wohlergehen stets aufrichtigen Antheil nehmen, und um Euch für die mannigfaltigen Ausgaben, die Folgen Eures Wieder Eintrittes in Meinen Dienst waren, einigermaassen zu entschädigen, habe Ich dem Finanz Minister, Freiherrn von Altenstein, den Befehl ertheilt, Euch Eure bisherige Besoldung nach den bestehenden Etats und Regulativs auf ein Jahr vom 1ten December dieses Jahres an bezahlen zu lassen. Ich behalte Mir vor, Euch künftig eine angemessene Pension zu bestimmen und verbleibe Euer dankbarer und wohlgenigter König.

Rundschreiben Steins an die Mitglieder des Generaldepartements, sogen. „*Politisches Testament Steins*“.

Königsberg, 24. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92.Hardenberg. II 1. Abschrift mit Vermerk von Klewitz: „Erhalten den 5. Dezember 1808, am Tag der Abreise seiner Exz. vom Stein.“ — Verfasser Schön, gezeichnet von Stein am 5. Dezember 1808

Ziele und Ergebnisse der Reformpolitik Steins (Bauernbefreiung, Städteordnung). Die Aufgaben der nächsten Zukunft: Aufhebung der Patrimonialgerichtsbarkeit, des Gesindedienstzwangs unter Brechung des Widerstandes der Reaktion. Bildung einer allgemeinen Nationalrepräsentation. Nothwendigkeit einer Adelsreform zur Ueberbrückung und Ausgleichung der Gegensätze zwischen den Ständen. Hebung und Stärkung des Bauernstandes durch Beseitigung der Dienste. Neubelebung des religiösen Sinnes durch Reform der Geistlichkeit und der geistlichen Unterrichtsanstalten. Reform

der Jugenderziehung im nationalen Geiste. Aufforderung an die Mitglieder des Generaldepartements, sich auch fernerhin für diese Pläne und Ziele einzusetzen.

Umstände, deren Darstellung es nicht bedarf, forderten meinen Austritt aus dem Dienste des Staats, für den ich lebe und für den ich leben werde. In den äusseren Verhältnissen herrscht die Nothwendigkeit so stark und mächtig, dass die Stimme eines Individuums darin wenig vermag. In der Verwaltung des Innern setzte ich mein Ziel. Es kam darauf an, die Disharmonie, die im Volke Statt findet, aufzuheben, den Kampf der Stände unter sich, der uns unglücklich machte, zu vernichten, gesetzlich die Möglichkeit aufzustellen, dass jeder im Volke seine Kräfte frei in moralischer Richtung entwickeln könne, und auf solche Weise das Volk zu nöthigen, König und Vaterland dergestalt zu lieben, dass es Gut und Leben ihnen gern zum Opfer bringe.

Mit Ihrem Beistande, meine Herren, ist Vieles bereits geschehen. Der letzte Rest der Sklaverei, die Erbunterthänigkeit, ist vernichtet, und der unerschütterliche Pfeiler jedes Throns, der Wille freier Menschen, ist gegründet. Das unbeschränkte Recht zum Erwerb des Grundeigenthums ist proclamirt. Dem Volke ist die Befugniss, seine ersten Lebensbedürfnisse sich selbst zu bereiten, wiedergegeben. Die Städte sind mündig erklärt, und andere minder wichtige Bande, die nur einzelnen nützten und dadurch die Vaterlandsliebe lähmten, sind gelöst. Wird das, was bis jetzt geschah, mit Festigkeit aufrecht erhalten, so sind nur wenige Hauptschritte noch übrig. Ich nehme mir die Freiheit, sie Ihnen einzeln aufzuzählen, nicht um Ihre Handlungen dadurch zu leiten, denn Ihre Einsicht und Patriotismus bedürfen keiner Leitung, sondern um Ihnen zur Beurtheilung meiner Handlungen und Absichten einen Maasstab zu geben.

1) Regierung kann nur von der höchsten Gewalt ausgehen. Sobald das Recht, die Handlungen eines Mitunterthans zu bestimmen oder zu leiten, mit einem Grundstücke ererbt und erkauft werden kann, verliert die höchste Gewalt ihre Würde, und im gekränkten Unterthan wird die Anhänglichkeit an den Staat geschwächt. Nur der König sey Herr, in so fern diese Benennung die Polizeigewalt bezeichnet, und sein Recht übe nur der aus, dem er es jedesmal überträgt. Es sind schon Vorschläge zur Ausführung dieses Prinzips von Seiten des Generaldepartements gemacht.

2) Derjenige, der Recht sprechen soll, hänge nur von der höchsten Gewalt ab. Wenn diese einen Unterthanen nöthigt, da Recht zu suchen, wo der Richter vom Gegner abhängt, dann schwächt sie selbst den Glauben an ein unerschütterliches Recht, zerstört die Meinung von ihrer hohen Würde und den Sinn für ihre unverletzliche Heiligkeit. Die Aufhebung der Patrimonial Jurisdiktion ist bereits eingeleitet.

3) Die Erbunterthänigkeit ist vernichtet. Es bestehen aber noch in einigen Gegenden Gesindeordnungen, welche die Freiheit des Volkes lähmen. Auch hat man Versuche gemacht, wie der letzte Bericht des

Civilkommissarii der Provinz Schlesien zeigt, durch neue Gesindeordnungen die Erbunterthänigkeit in einigen Punkten wieder herzustellen. Von dieser Seite wird der heftigste Angriff auf das erste Fundamental-Gesetz unseres Staates, unsere Habeas-Corpus-Akte, geschehen. Bisher schienen mir diese Versuche keiner Beachtung werth, theils weil nur einige Gutsbesitzer sie machten, die nicht das Volk, sondern nur der kleinste Theil von ihm sind, insbesondere aber, weil niemals die Rede davon sein konnte, diesen Einzelnen auf Kosten der Persönlichkeit zahlreicher Mitunterthanen Gewinn zuzuwenden. Es bedarf, meiner Einsicht nach, keiner neuen Gesindeordnungen, sondern nur der Aufhebung der vorhandenen. Das, was das Allgemeine Landrecht über das Gesindewesen festsetzt, scheint mir durchaus zureichend. In diesen drei Sätzen ist die Freiheit der Unterthanen, ihr Recht und ihre Treue gegen den König begründet. Alle Bestimmungen, die hiervon ausgehen, können nur Gutes wirken.

Das nächste Erforderniss scheint

4) eine allgemeine Nationalrepräsentation. Heilig war mir und bleibe uns das Recht und die Gewalt unsers Königs. Aber damit dieses Recht und diese unumschränkte Gewalt das Gute wirken kann, was in ihr liegt, schien es mir nothwendig, der höchsten Gewalt ein Mittel zu geben, wodurch sie die Wünsche des Volkes kennen lernen und ihren Bestimmungen Leben geben kann. Wenn dem Volke alle Theilnahme an den Operationen des Staats entzogen wird, wenn man ihm sogar die Verwaltung seiner Kommunal Angelegenheiten entzieht, kommt es bald dahin, die Regierung theils gleichgültig, theils in einzelnen Fällen in Opposition mit sich zu betrachten. Daher ist Widerstreit oder wenigstens Mangel an gutem Willen bei Aufopferungen für die Existenz des Staates. Wo Repräsentation des Volkes unter uns bisher Statt fand, war sie höchst unvollkommen eingerichtet. Mein Plan war daher, jeder aktive Staatsbürger, er besitze hundert Hufen oder eine, er treibe Landwirthschaft oder Fabrikation oder Handel, er habe ein bürgerliches Gewerbe oder sey durch geistige Bande an den Staat geknüpft, habe ein Recht zur Repräsentation. Mehrere mir eingereichte Pläne sind von mir vorgelegt. Von der Ausführung oder Beseitigung eines solchen Plans hängt Wohl und Wehe unsers Staats ab, denn auf diesem Wege allein kann der Nationalgeist positiv erweckt und belebt werden.

5) Zwischen unsern beiden Hauptständen, dem Adel und dem Bürgerstande, herrscht durchaus keine Verbindung. Wer aus dem einen in den andern übergeht, entsagt seinem vorigen Stande ganz. Dieses hat nothwendig die Spannung, die Statt findet, erzeugen müssen. Der Adel ist, um den Werth, den man ihm beilegen kann, zu behaupten, zu zahlreich und wird immer zahlreicher. Bei dem Gewerbe, das er bisher allein trieb, und dem Staatsdienste, den er bisher ausschliesslich bekleidete, hat, zur Erhaltung des Ganzen, Concurrenz gestattet werden müssen.

Der Adel wird daher zu Geschäften und Gewerben schreiten müssen, die mit der Auszeichnung, auf die er wegen seiner Geburt Ansprüche macht, im Widerspruche stehen. Er wird dadurch ein Gegenstand des Spottes und verliert, was bald daraus folgt, die Achtung, die ihm schon als Staatsbürger gebührt. Jeder Stand fordert jetzt abgesondert den Beistand der höchsten Gewalt, und jedes Gute, jedes Recht, das dem Einen widerfährt, betrachtet der Andere als eine Zurücksetzung. So leidet der Gemeingeist und das Vertrauen zur Regierung. Diese Ansicht hat mir die Meinung von der Nothwendigkeit der Reformation des Adels veranlasst. Die Verhandlungen darüber liegen Ihnen vor. Durch eine Verbindung des Adels mit den andern Ständen wird die Nation zu einem Ganzen verkettet, und dabei kann das Andenken an edle Handlungen, welche der Ewigkeit werth sind, in einem höheren Grade erhalten werden. Diese Verbindung wird zugleich

6) die allgemeine Pflicht zur Vertheidigung des Vaterlandes lebhaft begründen, und auch diese Allgemeinheit muss nothwendig gleichen Eifer für die Regierung in jedem Stande erzeugen. Nur der Bauernstand wird deshalb, weil er durch Erbunterthänigkeit so lange zurückgehalten wurde, einiger positiven Unterstützung zur Erhöhung seines persönlichen Werthes noch bedürfen. Hierzu zähle ich

7) die Aufstellung gesetzlicher Mittel zur Vernichtung der Frohnen. Bestimmte Dienste, die der Besitzer des einen Grundstücks dem Besitzer des andern leistet, sind an sich zwar kein Uebel, sobald persönliche Freiheit dabei Statt findet. Diese Dienste aber führen eine gewisse Abhängigkeit und willkürliche Behandlung der Dienenden mit sich, die dem Nationalgeiste nachtheilig ist. Der Staat braucht nur die Möglichkeit der Aufhebung derselben (so wie er auch die Gemeinheits Auseinandersetzung befördert) gesetzlich festzustellen, so dass ein jeder Ausgleichung unter bestimmten Bedingungen verlangen kann. Dieses wird hinreichen, um bei dem Fortschritte des Volks, der aus jenen Fundamentalsätzen nothwendig folgen muss, die Dienstpflichtigen zu veranlassen, von jener Befugniss Gebrauch zu machen.

8) Damit aber alle diese Einrichtungen ihren Zweck, die innere Entwicklung des Volkes, vollständig erreichen und Treue und Glauben, Liebe zum Könige und Vaterlande in der That gedeihen, so muss der religiöse Sinn des Volks neu belebt werden. Vorschriften und Anordnungen allein können dieses nicht bewirken. Doch liegt es der Regierung ob, mit Ernst diese wichtige Angelegenheit zu beherzigen, durch Entfernung unwürdiger Geistlichen, Abwehrgung leichtsinniger oder unwissender Candidaten und Verbesserung der theologischen Vorbereitungsanstalten die Würde des geistlichen Standes wieder herzustellen, auch durch eine angemessene Einrichtung der Pfarrabgaben und durch Vorsorge für anständige Feierlichkeit des äusseren Gottesdienstes die Anhänglichkeit an die kirchlichen Anstalten zu befördern.

9) Am meisten aber hierbei, wie im Ganzen, ist von der Erziehung und dem Unterrichte der Jugend zu erwarten. Wird durch eine auf die innere Natur des Menschen gegründete Methode jede Geisteskraft von innen heraus entwickelt und jedes edele Lebensprinzip angereizt und genährt, alle einseitige Bildung vermieden, und werden die bisher oft mit seichter Gleichgültigkeit vernachlässigten Triebe, auf denen die Kraft und Würde des Menschen beruht,

Liebe zu Gott, König und Vaterland

sorgfältig gepflegt, so können wir hoffen, ein physisch und moralisch kräftiges Geschlecht aufwachsen und eine bessere Zukunft sich eröffnen zu sehen. Alle kleine Mängel unserer Verfassung, namentlich unserer Finanzeinrichtungen, werden gewiss bald sich heben, wenn nur die obigen Ansichten mit Ernst verfolgt werden. Ich darf Ihnen Glück wünschen, meine Herren, zu diesem Geschäfte berufen zu seyn, und steht Ihnen auch manche Schwierigkeit bevor, so wird doch die Wichtigkeit des Werks und der entschiedene, auch durch die neuen Militair und Civil Einrichtungen bewährte Wille und beharrliche Sinn des Königs Ihren Muth stärken und Ihnen das Gelingen Ihrer Bemühungen zusichern.

Sack an Stein
St. A.

Berlin, 26. November 1808

Verbindung der innenpolitischen und aussenpolitischen Opposition mit den Franzosen zum Sturze Steins. Haltung von Voss, Goltz und Chasot. Hoffnung, dass Stein in irgendeiner Form in Verbindung mit der preussischen Staatsführung bleiben werde. Durchführung des Septembervertrags. Bevorstehende Abreise der französischen Fronvögte.

In der gespanntesten Erwartung auf den Ausgang der Krisis, worin sich das Schicksal Ew. Excellenz und das der guten Sache nach einem Brief von dorthier vom 21. d. befunden hat, fahre ich fort, Sie von demjenigen zu benachrichtigen, was mir darüber hier zur Wissenschaft gekommen ist. Es ist nun wohl mehr als zu klar, dass die Partey der Kakodämonisten dort und hier in Verbindung den Lärm gemacht haben, den wir jetzt in Rücksicht Ihrer und der guten Sache um uns erblicken. Da sie dort Ihr Haupt nicht haben erheben können, so haben sie hieher zu wirken gesucht, und hier sind alle Anbeter des alten Systems, alle Egoisten von Einfluss zusammengetreten, um gegen Sie und alles, was Ihnen anhängt, zu operiren und so das aufkeimende Gute und Neue zu stürzen. Leicht haben sie die hiesigen Französischen Behörden in ihr Interesse ziehen können, theils weil sie in den ersten Ton des Moniteur einstimmen zu müssen glauben, theils weil sie in der allergrössten Furcht der Unruhen usw. schweben. Mehrere Augenzeugen sind da, dass dieselben von jener Partei mit Vorsorge aufgeregt sind. Der M[ajor] Ch[asot]¹⁾ weiss es ziemlich genau, dass man ihn in ein sehr schwarzes Licht zu stellen gesucht hat,

¹⁾ Von Stein ergänzt wie alle Namensabkürzungen in diesem Abschnitt.

und dass dieses selbst vom M[inister] V[oss] geschehen ist. Man glaubte, von dort schon Gewissheit zu haben, dass O[berst] K[leist] Kommandant werden würde, und dass dieses nicht geschehen, hat sehr geärgert. Die Partei spricht sich aus in dem, was heute über Schmalz in der Zeitung steht¹⁾, und sie verhehlet es nicht, dass sie auf das Blut fechten müsse, um das ganze neue System umzuwerfen. Das ganze höhere Publikum ist da hinein gezogen, was nicht gleiches Interesse hatte, hat man durch die Furcht intimidirt, dass man sich in allen Stücken nach dem Französischen Verlangen blindlings richten müsse, wenn irgend ein Heil für uns zu hoffen sein soll. Doch bin ich überzeugt, dass sobald nur der unmittelbare Druck hier aufhören wird, dieser Teil des Publikums bald die Fahnen der Kakodämonisten verlassen werde, da man mich von mehreren Seiten versichert, dass der grösste Theil der Menschen den grössten Hass gegen diese Partei und namentlich gegen d. H. M. v. V[oss] habe.

Von guter Hand weiss ich aus einem Briefe eines Sie sehr Schätzenden aus Paris²⁾, dass dieser sich freut, dass die Retraite Ew. Excellenz nicht geschehen sey und dass man sich nicht übereilt habe. Dieses scheint das zu bestätigen, was mehrere mir gesagt haben, dass wenn K[aaiser] N[apoleon] solches haben wolle, er sie gefordert haben würde, dass aber jenes nicht der Fall seyn müsse. Auf dieses Argument hat mir selbst der H. M. v. V[oss]³⁾ nichts Vernünftiges antworten können, obgleich er als Axiom annimmt, dass Ew. Exc. nicht bleiben könnten und sich schon im Geist an Ihrer Stelle sieht. Ich hoffe daher nur noch, dass solche Betrachtungen das Uebergewicht gegen das gewiss mit jener Partei einstimmig gewesene Behaupten des Gr. G[oltz] gehabt haben werden, und dass es thunlich gewesen sey, dass Ew. Exc. in irgend einer Art uns verbunden bleiben werden. Ohne diese Hoffnung muss ich an dem Fortbauen des so schön angefangenen neuen Gebäudes verzweifeln und sehe voraus, dass bey der starken Partei und der ganzen Lage der Dinge das alte böse Wesen die Oberhand ergreifen werde. Mögten Ew. Exc. mir doch bald auf sicherem Wege, allein p. Courier, etwas Tröstendes darüber zugehen lassen!

In den öffentlichen Verhältnissen ist nichts Veränderliches vorgefallen. Es scheint bey den Anstalten des Abmarschierens zu bleiben. Das heutige Spanische Bulletin in unserer Zeitung soll hier fabricirt sein. M. Ch[asot]⁴⁾ nimmt sich sehr gut, obgleich die Ausführung der letzten Conventionen wieder neue harte Dinge zur Folge haben muss. Z. B. Müncheberg wird auch ein Etappen Plaz für Cüstrin, wo also unsere Truppen nicht stehen können, die sich überhaupt zwischen den Rayons der Festungen recht durchwinden müssen. — Es heisst heute wieder, dass in den nächsten

¹⁾ Telegraph vom 25. November 1808. S. Stern, Abhandlungen und Aktenstücke, S. 21.

²⁾ Alexander von Humboldt oder Graf Schlabrendorff.

³⁾ Von Stein ergänzt.

⁴⁾ Desgleichen.

3 Tagen H. D[aru], H. B[ignon] und Marschall D[avoust] weg seyn würden¹⁾. Gegen den 1sten k. M. gehen die Intendanten aus den Provinzen ab. Die General Cassen Führung der Revenuen ist unter H. Heymert hier in vollem Gange. H. Labaye wünscht die Effektuirung seines Antrags wegen der dortigen Kaufmanns Wechsel sehr²⁾).

Stein an die Grafen Dohna, Dönhoff und andere.

Königsberg, 26. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 151 a. Tit. 1 Sect. 20 a. Konzept Schön

Die Aufhebung der Patrimonial-Gerichtsbarkeit. Adel und allgemeine Wehrpflicht. Ausdruck seiner Hochachtung für die ihm dienstlich bekannt gewordenen Vertreter des ostpreussischen Adels.

Ogleich ich binnen weniger Tage den Staatsdienst verlasse, also die Beantwortung Ihrer gefälligen Zuschrift vom 17. d. M. meinen Nachfolgern überlassen könnte, so benutze ich doch gerne diese Gelegenheit, um Ihnen durch meine Antwort meine Achtung zu bezeugen.

Zuerst benachrichtige ich Sie, dass die Herren Deputirten des adligen Standes der Provinz Preussen mir bereits ihre Bedenken über Aufhebung der Patrimonial Jurisdiction mitgetheilt haben. Ich füge Ihnen die ertheilten Antworten in der Abschrift bei. Sie werden daraus meine Auffassung dieser Sache ersehen . . . Sie selbst sprechen aber das klarste und richtigste Urtheil über die Patrimonial Jurisdiction in Ihrem . . . Schreiben bei der Gelegenheit, wo Sie sagen: denn die Erbunterthänigkeit konnte nie ein Recht usw.³⁾ Diese Aeusserung ist das treuste Document Ihres hohen Werths als Staatsbürger, als Unterthanen eines gerechten Königs . . . und als Mitglieder des ersten Standes des Staates, der dadurch der erste ist und bleiben wird, dass er, sobald der Zweck und die Erhaltung des Staates es erfordert, nicht allein äussere Auszeichnungen, sondern Gut und Leben dem Staat aufzuopfern bereit ist. Männern, die auf dieser Stufe stehen, darf ich zu erwägen geben, dass Einrichtungen, die bei einem gewissen Kultur Zustande des Volkes einen anerkannten Werth haben, die in einzelnen Fällen, wo Guts Herr und Guts Bewohner die wechselseitige Vertraulichkeit erhalten konnten, auch ohne Nachtheil sind, dass diese Einrichtungen aber, wenn der Kultur Zustand des Volkes sich verändert, wenn sie die heftigsten Spannungen unter den Untertanen eines Königs veranlassen und das gemeinschaftliche lebhaftes Interesse verrücken, dass diese Einrichtungen alsdann keine Beibehaltung verdienen und im Gegentheil dem Regenten . . . die Pflicht auflegen, das wieder aufzunehmen, was im Wesen einer Regierung liegt. Ich gebe dieses

¹⁾ Sie verliessen die Stadt am 2. Dezember, am nächsten Tage erfolgte die Räumung durch die französischen Truppen.

²⁾ Siehe Hausherr a. a. O. S. 236 ff.

³⁾ „Die Erbunterthänigkeit konnte nie als eine rechtsgültige Verfassung betrachtet werden“, heisst es in der Eingabe der ostpreussischen Adligen an den König vom 17. November, die sie ihrem Schreiben an Stein vom gleichen Tag beigelegt hatten.

Ihrer Einsicht und Ihrer Vaterlandsliebe anheim und darf alsdann darauf rechnen, dass Sie jede Anordnung, die den Geist der Nation zu unserem gemeinschaftlichen Zwecke vereint . . . , gewiss gern annehmen . . . und unterstützen werden.

Was ferner Ihre Ansicht der allgemeinen Conscription ¹⁾ betrifft, so werden Sie in dem hier Gesagten schon meine Meinung darüber finden. Die Erfahrung in unseren Tagen hat uns hierin viel gelehrt, und mit Rücksicht hierauf glaube ich annehmen zu dürfen, dass Sie bei längerer Erwägung dieser Sache eine Anordnung selbst zweckmässig finden werden, bei der der Stand sich nicht der Pflicht der Verteidigung des Vaterlandes entzieht, dessen Auszeichnung gerade seine Bereitwilligkeit, Gut und Leben für den Staat zu opfern, öffentlich garantirt.

Ich empfehle mich zugleich Ihrer Gewogenheit. Es ist mir viel werth, bei meinem Aufenthalt in dieser Provinz einige der Herren, von denen das vorliegende Schreiben unterzeichnet ist, persönlich kennen gelernt zu haben, und ich nehme das Andenken an Sie als würdige Mitglieder des ersten Standes des Staates, als vorzüglich treue Unterthanen unseres Königs und überhaupt als Männer, die die Achtung jedes rechtlichen Mannes verdienen, in mein Privatleben mit.

Prinzessin Wilhelm an Stein

Königsberg, 26. November 1808

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Karl vom Stein, B 5

Klage über den Abgang Steins.

„Da liegen meine Reiche“. O mein Kopf, mein Kopf. Weinte ich so unversiegbare Thränen aus Mitleid mit dem Staate, aus Verachtung gegen die kleinlichen, boshaften Menschen, oder aus unendlicher Liebe für ihn, den ich so über alles hochachte?

Nun mögen sie würfeln um die Oberherrschaft — ich interessire mich für keine Staatengeschichte mehr. Ich will wieder einsam leben in mir — die Weltgeschichte ist doch nur ein niedriges Gaukelspiel. O diese Thränen haben mich alt gemacht.“ Dies schrieb ich eben in mein Tagebuch.

Den nehmlichen Abend.

Wie ich von Homburg ging und mir ärger zu Muthe war wie einem seyn muss, wenn er zum Tode geht — glaubte der, den ich am liebsten hatte (mein Vater), ich sey gefühllos. —

¹⁾ Bezieht sich auf folgende Stelle in der Eingabe an den König: „Die allgemeine, auch auf den Adel ausgedehnte Conskription, welche zuerst als die Geburt einer Revolution das Licht der Welt erblickte, die in Frankreich alle bestehenden Ordnungen zertrümmert hatte — die Conskription, die ihrer Natur nach nur auf dem Begriff einer allgemeinen Gleichheit beruhen kann, würde die völlige Vernichtung des Adels herbey führen. Es würden dem Adel nur noch leere und unnütze Titel übrig bleiben, um deren Abschaffung wir selbst bitten müssten, wenn wir unsere Rechte, die wenigen uns noch übrigen Rechte, vollends verloren hätten.“

Und jetzt glauben Sie — oder, ja ich weiss es, Sie haben an mir gezweifelt — das wird mir ewig wehe thun.

Ich wollte es Ihnen sagen, aber ich weiss es, ich werde zu schwach dazu seyn, drum thue ich es so — ich weiss es, es wird Ihnen leid thun, wie es damals meinem Vater that, wie auch ihm ich es schriftlich ins Herz rief, sein Unrecht.

Gottes Segen begleite Sie, Sie werden immer in meiner Seele leben.

Stein an Prinzessin Wilhelm
St. A.

Königsberg, 29. November 1808

Bittet sie, keinerlei Resignation Raum zu geben, sondern mit ihrem Gemahl als Sammelpunkt der Gutgesinnten auch weiterhin zu wirken.

Ueberlassen sich Eure Königl. Hoheit nicht Ihrem Unwillen über die Ereignisse dieser Tage, und geben Sie den Vorsatz auf, wieder e i n s a m i n s i c h z u l e b e n ¹⁾, es liegen in Ihnen zu viele grosse und edle Eigenschaften, als dass diese nicht in unserer verhängnisvollen Zeit in das Leben einwürken müssten. Sie besitzen ein tiefes Gefühl für das Grosse und Edle, einen kräftigen, gebildeten Geist, Sie und Ihr Gemahl sind gemacht, das Panier zu erheben, unter dem sich die Besseren und Edleren sammeln. Verzweifeln E. K. Hoheit an den Menschen nicht, hat gleich Character Schwäche, Leichtsinn und Flachheit der einen, niedriger Neid und Selbstsucht der anderen sehr schlimm in diesen Tagen ihr Wesen getrieben, erregt dieses Gemisch der elendesten Leidenschaften mit dem dienstfertigen Geklatsche den tiefsten Unwillen, so überzeugt mich doch meine neueste Erfahrung von dem Daseyn ausgezeichneter vortrefflicher Eigenschaften, von wiederauflebender Vaterlandsliebe, von Bereitwilligkeit, alles diesem Gefühl aufzuopfern, und ich habe von Persohnen, von denen ich es nicht zu erwarten Ursache hatte, die rührendsten Beweise von treuer Anhänglichkeit und Liebe zu der guten Sache und mir erhalten. Gewiss sind die Bemühungen der Guten und Kräftigen nicht verlohren, ewig wahr bleibt:

„The firm patriot

Who made the welfare of mankind his care,
though still by faction, vice and fortune cross'd,
Shall find the gen'rous labour was not lost.“

(Cato by Addisson)

Geben Eure Königl. Hoheit den Vorsatz der Abgeschiedenheit auf, dies wäre ein moralischer Selbstmord, Ihr Gemahl und Sie müssen die Besseren und Edleren um sich sammeln und ihr Anführer in dem Kampf mit dem Gemeinen und Schlechten seyn — entfernen Sie von sich alles, was zu dem letzteren gehört, und erfüllen Sie gewissenhaft den Beruf, den Sie von der Vorsehung erhielten, indem sie Sie mit so herrlichen Eigenschaften ausrüstete.

¹⁾ S. den vorhergehenden Brief.

Erlauben mir Eure Königliche Hoheit, Ihnen von Zeit zu Zeit schriftlich meine ehrfurchtsvolle unwandelbare Anhänglichkeit zu bezeugen.

Nachschrift. „When vice prevail and impious men bear sway — The post of honour is a private station.“

Immediat-Schreiben Steins

[Königsberg, 1. Dezember 1808]

St. A. Konzept. — Reinschrift Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Friedr. Wilh. III. B VII a 7 C. Gedr. Pertz a. a. O. II. S. 305 f.

Aus Anlass der vorgesehenen Auflösung des ostpreussischen Provinzialdepartements wird die Ernennung des Ministers Schroetter zum Geheimen Staatsrat und seine Auszeichnung mit dem Schwarzen Adler-Orden vorgeschlagen. Würdigung seiner Verdienste. Bevorstehende Abreise Steins nach Berlin.

Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 2. Dezember 1808

St. A.

Steins Vorschläge wegen der Auszeichnung des Ministers Schroetter genehmigt. Abschiedsaudienz Steins.

Die mir von Ihnen mitgetheilten Ansichten über die Verhältnisse und das Persönliche des Ministers von Schroetter sind ganz übereinstimmend mit den meinigen, und weiss ich diesen verdienstvollen treuen Staatsdiener gewiss ebenso zu würdigen als zu schätzen, auch habe ich bereits den Befehl ertheilt, ihm den Schwarzen Adler Orden zuzufertigen. Was das von ihm bisher vorgestandene und noch bis zu meiner Rückkunft nach Berlin von ihm vielleicht vorzustehende Provinzialdepartement betrifft, so sollte auch ich meinen, dass solches keine Schwierigkeiten haben könnte, und werde ich dem nunmehr angekommenen Graf Dohna Ihre mir hierüber gemachten Vorschläge mittheilen.

Da Sie Ihre Abreise von hier auf den 4. d. M. festgesetzt haben¹⁾, so wird es mir angenehm seyn, Sie Morgen Nachmittag um 4 Uhr noch bey mir zu sehen, um Ihnen vor Ihrer Abreise von der Fortdauer meiner Gesinnungen gegen Sie die Versicherung geben zu können.

¹⁾ Stein reiste erst am 5. Dezember wie sich aus der an diesem Tag erfolgten Unterzeichnung des „Politischen Testaments“ ergibt. Vgl. oben S. 581.